

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

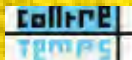
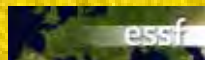
SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



n° 26 – 15 décembre 2023

page*2:
Éditions Page deux

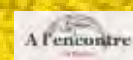
SYLÉPSE



NewPolitics



LES
utopiques



Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



15 DÉCEMBRE 2023

ISBN: 979-10-399-0212-0

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture: © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project.

TABLE DES MATIÈRES

ZELENSKY N'EST PAS NOTRE AMI... ET ALORS ?

CHRISTIAN MAHIEUX

5

UNE BELLE SOIRÉE SOLIDAIRE À PARIS AUTOUR D'ATLANTIS ET DE SON RÉALISATEUR VALENTYN VASYANOVYTCH

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN & MARIANA SANCHEZ

7

RÉSISTER AU DÉFAITISME MALGRÉ LES DIFFICULTÉS

ANTOINE RABADAN

14

DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE LES ARMES À LA MAIN

MARIANA SANCHEZ & PATRICK SILBERSTEIN

15

UNE SOIRÉE POUR LA LIBÉRATION DE MAKSYM BUTKEVYCH

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

18

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

« NE ME DITES PAS CE QUE JE DOIS FAIRE, DITES-NOUS À QUEL PRIX »

ALEXANDER KITRAL

22

TROIS QUESTIONS À SOIS COMME NINA

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT

29

« LES COOPÉRATIVES SONT UNE FAÇON DE PROPAGER LES PRINCIPES DE L'AUTO-ORGANISATION DANS LA SOCIÉTÉ »

ENTRETIEN AVEC RESEW COOP

32

MOBILISATION ÉTUDIANTE CONTRE LA XÉNOPHOBIE

SYNDICAT PRIAMA DIIA

37

FÉMINISME

CHEFIKA GASPRINSKA UNE, FIGURE DU FÉMINISME TATAR

NATALIA MALINOVSKA

46



ÉCLAIRAGES

HOLODOMOR: LES TROUS D'UN VIEUX MANTEAU RECOUVERTS PAR DES PARCELLES D'HISTOIRE

ALLA SOLOD

55

LES UKRAINIENNES LUTTENT CONTRE L'ESCALADE DE LA VIOLENCE SEXISTE DANS LE CONTEXTE DE LA GUERRE

DARIA SHULJENKO

57

MAÏDAN, RETOUR VERS LE FUTUR (1)

DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE

VITALII DUDIN

64

KYIV, 2 MARS 2014 65

UNION SOCIALISTE « OPPOSITION DE GAUCHE »

65

L'EUROMAÏDAN, UNE ACTION DE DÉSOBÉISSANCE CIVIQUE LIBÉRATRICE ET NON EXTRÉMISTE

COLLECTIF

67

LES RÉVOLUTIONS DE MAÏDAN ET LA CRISE POLITIQUE POST-SOVIÉTIQUE

VOLODYMYR ISHCHENKO & OLEG JURAVLEV

70

LE PRINTEMPS DES PEUPLES EST ARRIVÉ EN EUROPE

ZBIGNIEW MARCIN KOWALEWSKI

75

LES CONTRADICTIONS D'UN PRINTEMPS DES PEUPLES

PATRICK SILBERSTEIN

80

BOÎTE ALERTE

DIX SUGGESTIONS POUR DÉCOUVRIR LA LITTÉRATURE UKRAINIENNE CONTEMPORAINE

ANNA COLIN LEBEDEV

91

FILMA, LE FESTIVAL DU FILM FÉMINISTE UKRAINIEN

ENTRETIEN AVEC LE COLLECTIF FILMA

95



Zelensky n'est pas notre ami... Et alors ?

CHRISTIAN MAHIEUX¹

L'actualité récente a mis en lumière des choix politiques du président ukrainien que nous ne cautionnons pas et même, que nous dénonçons. Son soutien répété à Netanyahu qui massacre le peuple palestinien, sa présence à l'investiture de Milei qui annonce du sang et des larmes au peuple argentin, ses démarches auprès du président hongrois d'extrême droite Orban en sont des illustrations. Certes, on pourra toujours dire que si les «démocraties progressistes» fournissaient depuis vingt-deux mois l'aide utile à l'Ukraine, son président pourrait alors se passer de soutiens peu honorables; or, malgré les annonces médiatiques, c'est loin d'être le cas, et cela se détériore au fil du temps.

Quoi qu'il en soit, celles et ceux qui forgent leur soutien à la résistance ukrainienne sur la parole, les écrits et les actes des syndicalistes, des féministes, des écologistes, des militantes et militants de l'émancipation sociale de ce pays, savent – dès le premier jour – que Zelensky ne s'inscrit pas dans cette dynamique émancipatrice.

En ce qui concerne le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, son rôle

n'est pas de «conseiller» les Ukrainiennes et les Ukrainiens; ce serait bien présomptueux. Nous soutenons la résistance ukrainienne, parce que nous sommes contre l'impérialisme, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre les invasions et occupations militaires, pour la solidarité internationale des travailleurs et travailleuses... Président de l'Ukraine, Zelensky s'oppose, depuis vingt-deux mois, à Poutine qui a organisé l'invasion du territoire ukrainien, son occupation militaire et déclenché la guerre. Pour autant, le gouvernement ukrainien ne défend pas les intérêts des travailleurs et des travailleuses, du peuple: il mène au contraire une politique libérale qui, par bien des aspects, est contradictoire avec la lutte contre l'impérialisme russe. Solidaires de la résistance ukrainienne, nous ne sommes lié·es en rien à Zelensky et nous avons toute liberté de dénoncer ses fréquentations internationales. Et nous le faisons.

Reste que cela ne répond en rien aux besoins des résistantes et résistants d'Ukraine. Ce qui y contribue, modestement, ce sont les initiatives solidaires réelles: les convois syndicaux qui apportent du matériel et tissent des liens dans le cadre d'une solidarité de classe, les campagnes comme celle pour la libération de Maksym Butkevych, la constitution de comités locaux dans différentes villes de France pour organiser le soutien en Ukraine et aux personnes exilées en France, les collectes pour soutenir les projets pour l'eau du syndicat de Kryvyi Rih ou ceux dans le secteur de la santé de Sois comme Nina, les manifestations culturelles (cinéma, photos, dessins, chants, lecture, etc.) éclairant la situation actuelle en Ukraine, le soutien aux victimes de la répression exercée envers les Russes et les Biélorusses qui refusent la guerre de Poutine, l'appui aux coopératives ukrainiennes parties intégrantes de la résistance



1. Christian Mahieux est membre de l'Union syndicale Solidaires, du Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et des Brigades éditoriales de solidarité.

populaire, la diffusion dans diverses régions du monde des informations sur les luttes sociales menées en Ukraine, les 26 volumes publiés à ce jour par les Brigades éditoriales de solidarité...

En fait, l'urgence est de continuer ce que nous nous sommes fixé·es comme tâches depuis la constitution du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine :

Opposés à la guerre et à tous les néocolonialismes dans le monde, [nous] voulons construire un réseau par en bas, indépendant de tout gouvernement pour :

- La défense d'une Ukraine indépendante et démocratique!

- Le retrait immédiat des troupes russes de tout le territoire ukrainien. L'arrêt de la menace nucléaire que constitue la mise en état d'alerte des armes nucléaires russes et le bombardement des centrales ukrainiennes!

- Le soutien à la résistance (armée et non armée) du peuple ukrainien dans sa diversité, en défense de son droit à l'autodétermination.

- L'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine!

- L'accueil sans discrimination de tous les réfugié·es d'Ukraine et d'ailleurs!

- Le soutien au mouvement antiguerre et démocratique en Russie et la garantie du statut de réfugié·e politique aux opposant·es à Poutine et aux soldats russes qui désertent!

- La saisie des biens des membres du gouvernement, des hauts fonctionnaires et des oligarques russes en Europe et dans le monde; et l'application des sanctions financières et économiques en protégeant les populations défavorisées de leurs effets.

Au-delà, nous luttons aussi, en lien avec les courants qui partagent ces objectifs en Ukraine et en Russie :

- Pour un désarmement nucléaire global. Contre l'escalade militaire et la militarisation des esprits.

- Pour le démantèlement des blocs militaires
- Pour que toute aide à l'Ukraine échappe à l'emprise et aux conditions d'austérité du FMI ou de l'UE.
- Contre le productivisme, le militarisme et la concurrence impérialiste pour la puissance et le profit qui détruisent notre environnement et nos droits sociaux et démocratiques.

Action!



Une belle soirée solidaire à Paris autour d'*Atlantis* et de son réalisateur Valentyn Vasyanovytych

Jeudi 7 décembre, au cinéma Le Lincoln à Paris, Ukraine CombArt et le Comité français du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine ont organisé une projection exceptionnelle d'*Atlantis*, film prophétique du réalisateur ukrainien Valentyn Vasyanovytych avec lequel nous avons ensuite débattu en visio Kyiv-Paris.

Nous vous avons présenté ce très beau film en novembre dans le n° 25 de *Soutien à l'Ukraine résistante*. Nous revenons ici sur le déroulement de cette soirée culturelle et solidaire qui fut, de l'avis général, très réussie. Nous redoutions que dans le contexte, peu porteur du fait d'une actualité qui marginalise l'Ukraine et d'une opinion gagnée par une certaine lassitude, les participants à cette projection soient peu nombreux: ce ne fut heureusement pas le cas. Preuve que la solidarité peut être au rendez-vous pour peu que nous ne lésinons pas sur la mobilisation.

La soirée a été introduite par Sophie Bouchet-Petersen (Ukraine CombArt) et Mariana Sanchez (Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine). Le débat en visio a été animé par Chowra Makaremi, anthropologue cofondatrice d'Ukraine CombArt, et traduit en simultané par Solomiya Hrytsenyak.

Cinéastes ukrainiens: les uns ont pris les armes, les autres font de leur art une arme

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN¹

Valentyn Vasyanovytych est l'un des nombreux réalisateurs (et réalisatrices) qui témoignent de la vitalité et de la créativité de ce cinéma ukrainien encore trop mal connu en France. Ici, seul l'excellent *Serment de Pamfir* est sorti en salle et resté un moment à l'affiche. D'autres fort bons films ukrainiens, même multiprimés, n'ont fait l'objet que de présentations ponctuelles dans certains festivals et quelques salles.

L'objectif premier d'Ukraine CombArt est de faire connaître et soutenir les artistes ukrainiens engagés dans la résistance à l'invasion russe et, parmi eux, les cinéastes. C'est pourquoi nous avons fait nôtre cette phrase de l'un d'entre eux: «Chaque fragment d'art est une brique de notre forteresse.»

Les uns ont pris les armes. Comme Oleg Sentsov, réalisateur du très percutant *Rhino*, emprisonné plusieurs années en Sibérie puis libéré au terme d'une longue grève de la faim et d'une grande campagne internationale. Trois fois blessé au front, il combat aujourd'hui dans les rangs de la 47^e brigade mécanisée des forces spéciales ukrainiennes près d'Avdiivka où se déroule une bataille acharnée.

Les autres font de leur art une arme. Comme Maksym Nakonechnyi dont nous avons projeté le très beau *Butterfly Vision* à Paris et en région, dont l'héroïne est une soldate pilote de drone. Ou comme Iryna Tsilik, réalisatrice de *La terre est comme une orange bleue*.

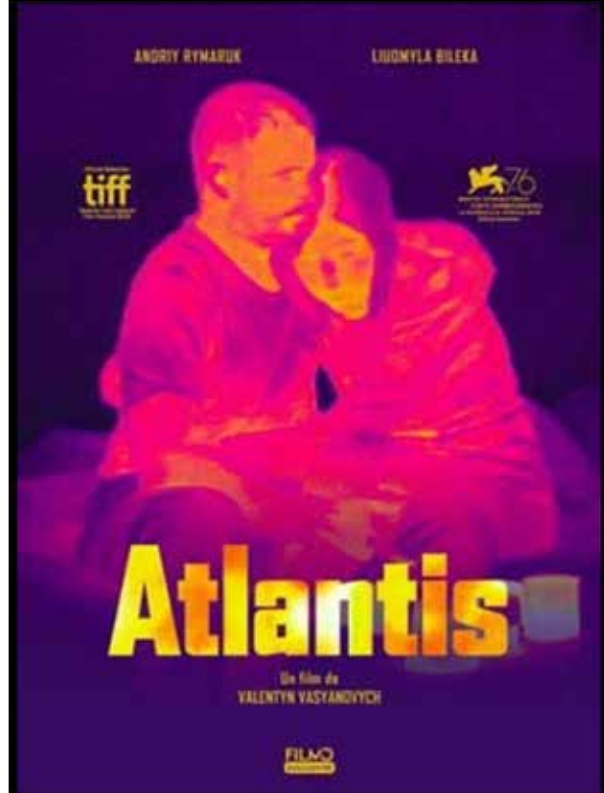


1. Sophie Bouchet-Petersen est membre de CombArt.

Cette mobilisation rallie des artistes de toutes les disciplines. Comme, parmi d'autres, le rocker Oleg Skrypka avec lequel nous avons organisé en juin un concert au profit de l'hôpital pour enfants de Kyiv. Ou comme la street artiste Macha Vychedska dont nous avons fait traduire l'exposition que nous mettons gratuitement à la disposition des structures de solidarité avec l'Ukraine. Elle est à l'image de l'immense et tenace mobilisation de la société ukrainienne tout entière qui se bat pour le droit de l'Ukraine à choisir librement son destin, pour sa souveraineté nationale et son intégrité territoriale que veut écraser l'agression proprement génocidaire du régime poutinien.

Valentyn Vasyanovytch a tourné le film que vous allez voir en 2019 dans la région de Marioupol, avant le siège et la destruction à 90 % de cette ville martyre aujourd'hui occupée par les troupes russes. Nous avons projeté, il y a un an, *Mariupolis 2* de Mantas Kvedaravicius et Hanna Bilobrova, qui documente au jour le jour le siège de Marioupol. Mantas y fut assassiné avant le montage du film qu'Hanna Bilobrova a pu achever et présenter au festival de Cannes en 2022.

Atlantis est une dystopie futuriste montrant, en l'an 2025, les conséquences meurtrières d'une guerre totale. Cette œuvre visionnaire a été, depuis, cruellement rattrapée par la réalité : l'Ukraine est aujourd'hui le territoire le plus miné au monde. Outre les bombardements quotidiens qui ciblent les infrastructures civiles et notamment énergétiques, les vols et kidnappings de dizaines de milliers d'enfants ukrainiens russifiés de force, le pillage des trésors culturels attestant l'ancienneté de la nation ukrainienne, les viols de guerre systématiques et autres crimes de guerre, l'Ukraine est victime d'un écocide majeur dont *Atlantis* anticipait l'ampleur.



Le moment actuel, ne nous le cachons pas, est difficile pour les Ukrainiens qui ont plus que jamais besoin d'une solidarité qui dure dans une guerre qui dure et va durer. La guerre israélo-palestinienne marginalise dans l'actualité celle menée en Ukraine. Sur le front, une guerre d'attrition effroyablement coûteuse en vies humaines ne permet, malgré le courage des combattants ukrainiens, que peu de gains territoriaux (Poutine, après la mobilisation de septembre 2022, vient de lancer le recrutement de 170 000 soldats supplémentaires !). Le soutien américain est actuellement bloqué au Congrès et le risque d'une victoire de Trump est réel. En Europe, les divisions compliquent un effort de guerre au demeurant insuffisant et des livraisons d'armes encore trop lentes et trop tardives.

Dans ce contexte, à nous qui sommes, comme le dit Jean-Pierre Pasternak, président de l'Union des Ukrainiens de France, «le troisième front», incombe



en premier lieu une bataille de l'information, essentielle. Pour contrer le narratif triomphaliste et mensonger du régime poutinien, de ses instruments de propagande et de ses usines à trolls. Pour contrer ses relais qui, chez nous, attisent le défaitisme, faux réalistes mais vrais collabos, pseudo-pacifistes de droite et de gauche qui appellent à un arrêt des combats qui entérinerait le vol des territoires annexés par le régime russe et encouragerait le dictateur du Kremlin à récidiver.

Dès avant l'invasion à grande échelle de février 2022, Valentyn Vasyanovych disait ne se faire aucune illusion et nous mettait en garde : nous n'avons pas fait attention, disait-il à la Mostra de Venise, «et le dragon a grandi». Son but ? «Vassaliser un pays après l'autre. En Ukraine, tout le monde le sait, tout le monde le sent». Même si, ajoutait-il, l'Europe a du mal à s'en persuader...

À nous de rappeler – ce qu'on ne dit pas assez – que si le front terrestre apparaît pour l'instant relativement figé, les Ukrainiens ont engrangé et engrangent de belles victoires navales alors même qu'ils n'ont pas de flotte mais des drones marins et des missiles Scalp qu'ils manient avec une grande efficacité. On se souvient de la destruction en 2022 du croiseur *Moskva*, navire amiral de la flotte russe en mer Noire. D'autres prouesses ukrainiennes ont suivi : l'attaque du quartier général de la flotte russe à Sébastopol, en Crimée occupée ; la destruction dans le port de Kertch de l'*Askold*, puissant porte-missiles qui n'a même pas eu le temps d'entrer en fonction ; l'attaque des chantiers navals de Sébastopol et la destruction du *Rostov-sur-le-Don*, sous-marin de dernière génération. Ce qui a considérablement affaibli la flotte russe de la mer Noire, l'a conduite à se replier 350 km plus loin, dans la Fédération de Russie, et a permis la reprise des exportations de céréales ukrainiennes.

Il ne s'agit pas de donner une vision enchantée d'une guerre infiniment difficile mais de corriger inlassablement les mensonges et les oublis qui visent à acclimater l'idée fausse d'un combat déjà perdu.

Cette bataille de l'information est une dimension très importante de la bataille de la solidarité qui nous incombe. Au cœur de cette bataille-là : la question, vitale, des armes. Pour que l'Ukraine ne soit plus condamnée à se battre, comme le dit Ariane Mnouchkine, «une main liée dans le dos et son ciel désarmé».

Face à la fragilisation de l'aide américaine, le soutien de l'Europe doit impérativement monter en puissance. Notre tâche est de mettre l'accent sur cette urgence, de faire pression sur nos gouvernants pour qu'ils accélèrent et amplifient leurs livraisons d'armes afin de donner vraiment à l'Ukraine les moyens de sa victoire. Nous devons en avoir clairement conscience et le faire comprendre : ne pas le faire serait en réalité un suicide collectif.

Car nous sommes, nous aussi, dans le colimateur d'un impérialisme qui s'est lancé dans une vaste et meurtrière entreprise de pourrification géopolitique du monde et de déstabilisation de toute l'Europe. Les empires, on le sait, ne respectent aucune frontière et n'ont que des confins à asservir encore et encore. Les arrêter, c'est leur faire mordre la poussière et goûter le pain amer de la défaite. Les Ukrainiens ne se battent pas seulement pour leur liberté mais aussi pour notre sécurité : le vrai réalisme est de le savoir et d'en tirer à temps les conséquences.

C'est pourquoi nous devons tenir ferme ce cap : Poutine nous menace tous et toutes ! La seule paix ne peut être que la victoire de l'Ukraine !

Le 24 février prochain, nous devons marquer puissamment ce deuxième «anniversaire» de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, en rappelant que la



guerre n'a pas commencé il y a deux ans mais il y a dix ans. Nous vous convions toutes et tous à descendre avec nous dans la rue ce jour-là pour montrer à nos amis ukrainiens que la solidarité ne fléchit pas et à nos gouvernants que nous sommes mobilisés pour qu'ils portent à hauteur du nécessaire le soutien à l'Ukraine résistante.

Notre solidarité, elle aussi, doit tenir bon

MARIANA SANCHEZ¹

Sophie a très bien résumé ce qui nous rassemble, au sein de notre Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, avec son association, Ukraine CombArt, qui mène une bataille culturelle mais aussi avec d'autres organisations présentes ce soir, Kalyna, l'Union des Ukrainiens de France, Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre, et d'autres encore.

Je voudrais souligner combien, en ce moment, la bataille de l'information est essentielle. Or, là encore, nous ne jouons pas à armes égales avec le régime de Poutine.

Ce qui nous tient à cœur, au Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, c'est de porter les exigences que suppose le soutien à la résistance armée et non armée du peuple ukrainien, toutes ces exigences, à commencer par le besoin d'armes qui est aujourd'hui une nécessité proprement vitale pour les combattantes et combattants qui affrontent l'agression des troupes russes.

1. Mariana Sanchez est membre du Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et des Brigades éditoriales de solidarité.

Les discours pacifistes – naïfs ou en service commandé – reviennent aujourd'hui à acter la défaite de l'Ukraine, l'amputation de son territoire et la négation de sa souveraineté nationale. Nous essayons donc de mener une bataille sur le terrain des idées contre ceux qui croient possible une paix à n'importe quel prix. Car ne nous y trompons pas : la victoire de Poutine signifierait la poursuite, ailleurs en Europe, de ses projets impérialistes. C'est le droit à l'autodétermination et à la survie d'un peuple, dont Poutine nie jusqu'à l'existence, qui se joue en Ukraine. C'est aussi l'avenir de notre continent et, plus largement, de notre monde.

Notre tâche, c'est notamment d'interpeler les gouvernements. Nous ne sommes pas en 1936, lors de la guerre d'Espagne : ne commettons pas les mêmes erreurs qu'à l'époque où les nazis ont vu dans l'abandon de la république espagnole un encouragement à leurs projets belliqueux. Nous devons donc exiger que soient livrées à l'Ukraine les armes, toutes les armes, dont elle a besoin et que lui soit apportée, de la part de ceux qui les détiennent, une aide sans conditions. Ces armes ne doivent pas être considérées comme des marchandises, chichement accordées et payées au prix fort, car elles sont essentielles à la survie du peuple ukrainien et, au-delà, à notre sécurité collective.

Nous tenons aussi, dans notre réseau, à faire connaître les combats de la société ukrainienne : ceux des femmes qui luttent pour préserver leurs acquis et en arracher d'autres ; ceux des travailleuses et des travailleurs qui défendent leurs droits contre des attaques néolibérales, semblables à celles que nous subissons ici ; ceux des jeunes dont le seul avenir ne peut pas être un assujettissement à la dictature du Kremlin. La société ukrainienne est vivante et active,

mobilisée pour se défendre contre l'invasion russe tout en poursuivant ses luttes civiques et sociales.

En Ukraine, malgré la loi d'urgence due à la guerre, on ne va pas en prison parce qu'on manifeste ou parce qu'on fait grève, contrairement à ce qui se passe en Russie où aucune opposition n'est tolérée et toute expression d'un désaccord brutalement réprimée. Cette liberté d'expression inentamée et cette vitalité de la société civile font la force de la résistance de tout un pays. Quel que soit le jugement que l'on porte sur le gouvernement Zelensky, celui-ci a été élu démocratiquement et respecte à ce jour ce cadre démocratique : on peut, en Ukraine, contester sa politique aussi bien militaire que sociale et ses choix d'investissement, on peut exiger le retour de soldats mobilisés depuis deux ans et la mise en place d'une relève. Contrairement à la plupart des médias, cela fait des mois que nous nous faisons l'écho de ces démonstrations civiques qui ne datent pas d'aujourd'hui.

En ce troisième hiver de guerre, sous les bombes qui s'abattent quotidiennement et le harcèlement incessant des drones ennemis, alors qu'à nouveau les infrastructures énergétiques sont visées pour plonger dans le noir et le froid la population ukrainienne, la priver d'électricité et de chauffage dans de nombreuses régions, les Ukrainiennes et les Ukrainiens, malgré la fatigue et la peur, tiennent bon.

Dans un contexte international où nous ne devons pas sous-estimer les menaces et les tentations d'abandon ou de réduction de l'aide dont l'Ukraine a plus que jamais besoin. Dans un contexte où les bombardements meurtriers sur Gaza risquent de faire passer au second plan les crimes de guerre perpétrés par le régime poutinien et les morts qui s'accumulent jour après jour en Ukraine.



C'est tout l'enjeu du 24 février prochain, deuxième « anniversaire » de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Nous devons, ce jour-là, apporter la preuve d'une mobilisation puissante, intacte, déterminée, aux côtés du peuple ukrainien. Et exiger pour lui les armes, les avions, les chars, les munitions qui lui permettront de se défendre et de remporter une victoire qui est la seule garantie d'une paix juste et durable.

À plus court terme, nous vous donnons rendez-vous le 14 décembre à Paris, au Maltais rouge, pour une soirée de solidarité avec Maksym Butkevych, militant des droits humains, journaliste, défenseur des migrants, antimilitariste de conviction qui n'a pas hésité à s'engager dès le début de l'agression russe pour défendre son pays. Fait prisonnier en 2022 et condamné, à l'issue d'un procès inique à treize ans de prison, nous avons (nous, ici, comme ses



parents, ses amis et son avocat là-bas) perdu sa trace, au point de ne pas savoir s'il était mort ou vivant. Nous venons d'apprendre dans quelle prison il est détenu, réclamons pour lui le statut de prisonnier de guerre et vous convions à nous rejoindre pour exiger sa libération. Nous débattons ce soir-là en visio avec son père et avec une responsable de l'organisation de défense des droits humains, Zmina, dont il était cofondateur et membre actif.

Le débat avec Valentyn Vasyanovych

En visio depuis Kyiv, Valentyn Vasyanovych nous a expliqué qu'il réfléchissait depuis 2014 à ce film finalement tourné en 2019, inspiré par la déstabilisation du Donbass, cette guerre encore localisée à l'époque qui annonçait l'invasion générale de février 2022.

Pour incarner les personnages de ce récit visionnaire montrant, dans un avenir proche (2025), les ravages d'une guerre totale, il a choisi des comédiens non professionnels à même de faire partager leur expérience personnelle de la guerre: Andriy Rymaruk a combattu dans le Donbass, Liudmyla Bileka y est intervenue comme médecin, les légistes sont de vrais légistes. Le tournage a pris un an et demi, précédé de nombreuses répétitions pour que les comédiens non professionnels aient le temps d'être à l'aise avec l'histoire et ses personnages.

Valentyn Vasyanovych a souvent expliqué qu'il se méfiait des scénarios ficelés d'avance. Celui d'*Atlantis* a évolué au fil des entretiens réalisés durant trois mois avec des habitants de Marioupol, avant la destruction intégrale de la ville. À l'usine géante d'Azovstal, les bâtiments et les machines, témoins d'une époque (d'une épopée?) industrielle révolue, sont superbement filmés, avec leurs ouvriers au

travail. Beaucoup de ceux qui ont aidé l'équipe du tournage sont morts, nous a-t-il dit, durant le siège de la ville puis son occupation par les troupes russes.

Valentyn Vasyanovych a souligné que, malgré ces territoires détruits, pollués, minés, massacrés, où il n'est quasiment plus possible de vivre, ses héros – Serhyi et Katya – décident d'y rester et d'y vivre un amour plus fort que la mort. En réponse à une question du public, le cinéaste a évoqué le dilemme qui fut celui de beaucoup d'Ukrainiens: rester ou partir? Quitter l'Ukraine au risque de l'affaiblir en la dépeuplant? Il songe à en faire le sujet d'un prochain film.

Nous lui avons demandé pourquoi il avait choisi une dystopie futuriste pour évoquer les destructions et les traumatismes de la guerre. Parce que, nous a-t-il répondu, je suis plus à l'aise en réalisant des films qui parlent d'un futur proche pour réfléchir et donner à voir une histoire en train de se faire, allant au-delà de la guerre en cours. Il m'est, a-t-il ajouté, plus difficile de filmer le présent: j'ai besoin d'introduire une certaine distance temporelle pour parler des événements que nous vivons.

Chowra Makaremi a souligné combien le recours à une caméra thermique pour certaines scènes du film était d'une grande originalité visuelle et constituait, à part entière, un vrai langage cinématographique. Pour nous, à Ukraine CombArt, qui avons envoyé des viseurs thermiques à des amis de la Défense territoriale qui nous disaient en avoir besoin, l'image telle qu'on la voit avec cet équipement était une découverte. Valentyn Vasyanovych nous a expliqué qu'il en avait découvert le potentiel par hasard et que cela l'avait convaincu de s'en servir pour filmer des scènes d'amour entre Serhyi et Katya (comme on le voit sur une des affiches du film).



Chowra lui a ensuite demandé pourquoi, malgré ce qui se passait dans le Donbass, il semble qu'une grande partie de la société ukrainienne ait vécu dans l'idée qu'une guerre à grande échelle n'advierait pas et ne s'y soit donc pas préparée. Mon but, nous a répondu Valentyn Vasyanovych, et ce que j'estimais être ma mission principale quand j'ai tourné ce film en 2019, était de faire comprendre que la guerre était déjà là, que ce n'était pas un conflit intérieur mais une guerre, une vraie, entre l'Ukraine et la Russie. À l'époque, ce point de vue était mal accepté par la communauté internationale et peu partagé par une grande partie de la population ukrainienne. En 2014, beaucoup de volontaires sont partis se battre dans le Donbass, beaucoup y sont morts, d'autres sont revenus, bien sûr pas dans les proportions meurtrières d'aujourd'hui. Mais c'est vrai, la majorité de la société ukrainienne ne voulait pas croire, à l'époque, que quelque chose de bien pire allait se passer. Ce n'est pas propre à l'Ukraine : dans n'importe quelle partie du monde, sans doute les gens réagiraient-ils de la même façon. Quant aux dirigeants de l'État, ils étaient aussi dans une forme de déni, ils préféraient ne pas voir et ne pas dire que les choses risquaient d'empirer. Ils craignaient de faire fuir les investisseurs étrangers et que cela impacte négativement les affaires... Du coup, il est vrai que l'Ukraine ne se préparait pas vraiment à la guerre. Les plus conscients s'y préparaient mais la plupart espérait que le conflit serait gelé voire disparaîtrait de lui-même, ne croyant pas à une agression massive de la Russie. Dans les grandes villes comme Kyiv ou Lviv, on vivait bien sans trop y penser.

Le début de la guerre à grande échelle a donc été, pour beaucoup, un coup de tonnerre. Certains ont paniqué et sont partis, d'autres, nombreux, ont immédiatement pris les armes et sont allés combattre.



Enfin, nos défenseurs nous ont protégés efficacement. Je pense toutefois qu'on aurait dû se préparer à cette guerre depuis des décennies mais notre société et nos responsables politiques n'y étaient pas prêts. On a perdu des années...

Chowra Makaremi a remarqué que l'année 2025, dans le film, correspondait à un avenir proche tel que le cinéaste le voyait alors et a souligné combien était frappante la dimension prophétique de son œuvre. Mais aujourd'hui, presque cinq ans plus tard et alors que la guerre fait rage dans tout le pays, comment voyez-vous, a-t-elle demandé, le futur de notre présent ? Valentyn Vasyanovych a répondu que ce qu'il a filmé en 2019 était déjà là. Il fallait juste en parler et le montrer. Sur l'avenir, nous a-t-il dit, ma seule certitude est que la guerre va durer et que le prix en vies humaines sera très élevé.

À une question sur la possibilité de continuer à faire des films en temps de guerre, il a répondu que, dans l'immédiat, il n'y avait guère d'aides de l'État ou d'investisseurs privés ukrainiens pour le cinéma : alors, nous a-t-il dit en souriant, on essaye de trouver des financements comme on peut pour continuer à tourner.



À une question sur la réception du film lors de sa sortie, il a répondu qu'*Atlantis* a été bien accueilli dans les festivals internationaux où il a glané de nombreux prix et en Ukraine où son évocation du stress post-traumatique (Ivan se suicide à l'usine, Serhyi a du mal à redonner un sens à sa vie) recoupe l'expérience de milliers de personnes traumatisées par la guerre. Bien que le film ne soit pas, *a priori*, d'un genre forcément très populaire, il a trouvé son public.

En conclusion, Chowra Makaremi a insisté sur l'importance de la solidarité. L'armée ukrainienne ne peut mener cette guerre seule : à nous de peser sur nos gouvernements pour qu'ils apportent, à temps et en quantité nécessaire, l'aide, notamment militaire, dont elle a besoin pour vaincre.

Valentyn Vasyanovytych nous a rappelé combien aider l'Ukraine, c'était aussi nous aider nous-mêmes car nous ne devons pas nous faire d'illusion : si Poutine gagne, les missiles russes ne s'arrêteront pas à l'Ukraine.

Un grand, un très grand merci, à Valentyn Vasyanovytych de nous avoir consacré ce temps d'échanges qui a éclairé les conditions de réalisation et les enjeux de son film, superbe et puissant, en même temps qu'il nous a appelés à rester mobilisés aux côtés de l'Ukraine résistante et combattante.



Résister au défaitisme malgré les difficultés

ANTOINE RABADAN¹

Le front ne bougeant que très peu, les informations sur les supports médiatiques se font rares ou «défaitistes» sur le sujet. On trouvera ci-dessous ce qu'en disent les Ukrainiens, confirmé par les géolocalisations, sur le principal point de focalisation des combats, autour de la ville d'Avdiivka à proximité de Donetsk, dans le Nord.

Cela fait des semaines que les Russes s'acharnent à l'encercler mais n'arrivent qu'à grignoter ce que les Ukrainiens finissent par récupérer. Le prix payé par les deux camps est énorme mais ce sont surtout les Russes qui paient le prix fort. Conséquence d'une tactique mettant en son cœur une infanterie, souvent mal formée au combat et ne disposant pas de l'appui feu suffisant des chars ou de l'aviation, eux-mêmes touchés par le nombre impressionnant des destructions ou des manques d'approvisionnement que leur impose encore, malgré ses propres difficultés du même ordre, l'Ukraine.

Ce sanglant forcing russe s'explique par la volonté de Poutine de s'adjuger une victoire symbolique pour donner du grain à moudre à sa population au moment où il a annoncé sa candidature aux élections de mars prochain. Élections qu'au demeurant il ne

1. 13 décembre 2023. Antoine Rabadan est militant de la solidarité, internationaliste. Voir notamment son article «Au-delà de l'actuel et déroutant sevrage informatif sur la guerre», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n°25, 8 novembre 2023.

risque pas de perdre puisqu'il a nettoyé toute opposition mais il lui faut faire mousser son génie militaire ! On notera au passage que son principal opposant, Alexeï Navalny, emprisonné dans un pénitencier parmi les plus durs du pays pour une trentaine d'années, a subitement disparu de sa prison. Sans que personne ni au ministère de la justice ni au Kremlin ne puisse dire où il se trouve !

Pour revenir au front militaire, on peut dire que l'objectif des Ukrainiens, au moment où les aides internationales en armement fléchissent dramatiquement, que les bombardements russes des infrastructures civiles ont repris de plus belle pour rendre l'hiver insoutenable à la population, que les conditions climatiques se dégradent et que des dissensions apparaissent au sommet de l'État (ce qui ne risque pas d'arriver en Russie sauf à s'exposer à mourir ou à filer en prison), est de tenir les lignes défensives tout en essayant de cibler la logistique de l'arrière-front. Et cela dans l'attente d'une reprise de l'offensive au printemps avec, espérons-le, une reconstitution massive des moyens militaires, spécialement des armements les plus modernes afin que cette avancée soit en mesure de repousser l'envahisseur hors d'Ukraine.

Évidemment ce que je dis là va à contre-courant de la vague de défaitisme qui gagne les médias occidentaux, toujours très sensibles, même les mieux intentionnés envers les Ukrainien·nes, dès qu'apparaissent les difficultés, certes bien réelles, de ceux-ci, au pilonnage désinformationnel des Russes. Lequel ne devrait pourtant pas résister à ce que, en particulier, les géolocalisations des points clés du front font apparaître.

Le soutien internationaliste à la résistance ukrainienne pour qu'elle reçoive les armes lui permettant de faire face à cette situation est inévitablement notre priorité du moment. [...]

Défendre la démocratie les armes à la main

MARIANA SANCHEZ & PATRICK SILBERSTEIN¹

Jeudi 14 décembre, le Maltais rouge, à Paris, accueillait une soirée organisée conjointement par le Comité français du Réseau de solidarité avec l'Ukraine (RESU) et Ukraine CombArt. Une rencontre placée sous le signe de l'action solidaire internationale et de l'émotion qui a permis, en visio en direct depuis l'Ukraine, à Oleksandr Butkevych (le père de Maksym) et à Tetiana Pechonchyk (du centre pour les droits humains Zmina) d'évoquer le parcours et le sort de Maksym, ainsi que des autres prisonniers.

Après une brève introduction d'Anne Le Huérou – et grâce à la traduction simultanée assurée par Louise Henry, que nous ne remercierons jamais assez –, Oleksandr a pris la parole pour rappeler que si son fils, «inlassable défenseur des droits humains et des migrants et antimilitariste de toujours²», s'était engagé dans l'armée, c'est parce que les circonstances l'avaient obligé à «défendre la démocratie les armes à la main».

Tetiana Pechonchyk a d'ailleurs souligné que tout en étant sous les drapeaux, Maksym avait contribué



1. Membres du Comité français du Réseau de solidarité avec l'Ukraine, des Brigades éditoriales de solidarité et du comité d'animation des éditions Syllepse. Les photos sont de Katrin Baumann que nous remercions.

2. Voir Comité français du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, *Maksym Butkevych: libertaire, antimilitariste, engagé volontaire, prisonnier de guerre*, Paris, Syllepse, 2023.



à faciliter l'accueil de réfugié·es ukrainien·nes dans plusieurs villes de France. Si Maksym est, a-t-elle rappelé, «le plus célèbre des prisonniers de guerre», il est également la «victime d'un des innombrables procès truqués dont le régime du Kremlin a le secret».

Maksym localisé dans un pénitencier «à régime sévère», en territoire occupé



Condamné à trize ans de détention dans une colonie pénitentiaire à régime sévère, Maksym avait disparu treize 23 août 2023, après la confirmation de la sentence édictée par un tribunal fantoche en territoire occupé, à Louhansk, par une cour d'appel de Moscou. Malgré la mobilisation et les interventions diverses, personne ne savait depuis où il était. Coutumière du non-respect des conventions de Genève, la Russie ne donne aucune information sur les personnes, militaires ou civils, qu'elle détient et *a fortiori* sur ceux qu'elle kidnappe. Elle viole y compris ses propres lois puisque, par exemple, selon le Code pénal russe, une fois la condamnation prononcée, dans les dix jours de son arrivée à son lieu de détention, le détenu doit pouvoir communiquer avec sa famille...

Le 5 décembre 2023, l'avocat de Maksym a enfin été informé du lieu de détention: un pénitencier

«à régime sévère» installé à une cinquantaine de kilomètres de Louhansk, «en territoire occupé». Cependant, la loi martiale – et le FSB – régnant sur le pénitencier, les lettres et les visites sont interdites. Les lettres qui ont été envoyés a Maksym sont revenues avec un tampon: «Communication interdite»! «Peut-être, indique Oleksandr sans trop y croire, y aura-t-il une exception pour une visite de la Croix-Rouge?»

104 lieux de détention répertoriés dans les territoires occupés

Tetiana Pechonchyk a ensuite indiqué que les TOT («territoires provisoirement occupés») sont une terre de prisons et de centres de torture: «104 lieux ont été répertoriés.» Dans un demi-sourire, elle a raconté «une blague qui circule chez nous, selon laquelle les prisons sont les premières infrastructures construites par la Russie dans les territoires occupés».



Évoquant le travail du centre Zmina, entamé dès l'annexion de la Crimée, elle a rappelé que le procureur général d'Ukraine avait d'ores et déjà sur son bureau plus de 100 000 dossiers pour crimes de guerre. Dans les zones libérées de l'occupation russe, le centre Zmina recueille les témoignages des personnes qui ont été arrêtées : « 85 % d'entre elles ont déclaré avoir été battues ou torturées : simulacres d'exécution, supplice de la baignoire, bastonnades, électricité, viols et castrations... »

« C'est moi qui établit les frontières où je veux »

Revenant sur le cas de Maksym, Oleksandr a rappelé que ni son fils ni son unité n'étaient présents dans la région au moment des faits qui lui sont reprochés : « C'est proprement ahurissant, ils ne s'embêtent même pas à rendre crédibles leurs propres fabrications. »

Oleksandr a insisté sur les objectifs de guerre de l'Ukraine : le pays se bat pour sa propre survie, évidemment, mais combat aussi « un nouveau type de fascisme ». Le régime poutinien est, a-t-il martelé, « une menace contre la démocratie en Europe et dans le monde ». Oleksandr nous a rappelé que, à la veille du déclenchement de l'invasion de l'Ukraine, Poutine avait déclaré que la Russie n'avait pas de frontières, ce qui revient à dire : « C'est moi qui établis les frontières où je veux et c'est moi qui décide où je m'arrête ! » « La démocratie, a enchaîné Tetiana, doit donc être armée ! »

Nous sommes là en plein dans les problèmes soulevés par les « faiseurs de rois » qui, des trumpistes américains aux apprentis fascistes hongrois et slovaques veulent couper les vivres à l'Ukraine. Elle dénonce l'impuissance des Nations unies, où « la



Russie est membre du Conseil de sécurité avec droit de veto alors que ses propagandistes parlent à la télé de réduire les capitales européennes en poussières ». Pour rappeler le sort de la Société des nations dans les années 1930 : « L'ONU va-t-elle subir le même processus ? »

Ayant appris la décision prise par l'Union européenne, malgré Viktor Orban, d'ouvrir les négociations pour l'adhésion de l'Ukraine, et alors que la capitale ukrainienne est de nouveau soumise à d'intenses bombardements, Tetiana évoque ce « moment historique » qui devrait desserrer l'étau de la Russie poutinienne.

Oleksandr et Tetiana concluent en rappelant qu'il y a quelques années Maksym et ses amis avaient milité pour la libération du cinéaste Oleg Sentsov et du syndicaliste Oleksandr Koltchenko, prisonniers des Russes en Crimée dès 2014. Les actions et les manifestations avaient fait reculer le pouvoir russe et les

deux prisonniers avaient été libérés. «Aujourd'hui, ceux-ci défendent l'Ukraine les armes à la main et ce sont eux qui se battent pour la libération de Maksym.»

Ils sont persuadés que Maksym sera bientôt libéré, «grâce à l'action citoyenne».

À nous, sur le troisième front international, comme le répètent nos camarades ukrainiens, de tout faire pour la libération de Maksym Buktevych et des autres prisonniers. Et pour la victoire de l'Ukraine, pour une paix juste et durable.

Une soirée pour la libération de Maksym Butkevych



SOPHIE BOUCHET-PETERSEN¹

[...] Un mot, rapide, sur Ukraine CombArt, l'association organisatrice de cette rencontre, que je représente. Nous nous sommes créés en réponse à l'agression russe de février 2022. Notre objectif principal est de faire connaître et soutenir les artistes ukrainiens, de toutes disciplines, engagés dans la résistance à l'invasion. Notre devise est empruntée à un cinéaste ukrainien, Maksym Nakonechnyi: «Tout fragment d'art est une brique de notre forteresse.» Nous avons joint nos forces, il y a quelques mois, à celles du Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine.

1. Sophie Bouchet-Petersen est membre de CombArt. Photos de Katrin Baumann.

C'est grâce au Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine que nous, à Ukraine CombArt, avons découvert l'existence de Maksym, son parcours militant, depuis ses engagements juvéniles dans le syndicalisme étudiant et le mouvement libertaire jusqu'à son engagement volontaire dans la défense militaire de son pays dès l'invasion russe à grande échelle. Et ce fil conducteur de son existence: *la constance de sa vigilance et de son combat pour les droits humains* qui l'a conduit, notamment, à se porter aux côtés des réfugiés et des migrants de toutes origines.

Maksym est aujourd'hui la victime de la *guerre sans foi ni loi* que mène Vladimir Poutine contre le peuple ukrainien. Aucune guerre n'est propre mais il en est de plus ou moins sales. Toute guerre est meurtrière mais il en est de plus ou moins respectueuses de ce qu'on nomme les *lois de la guerre*, codifiées par le droit international. La guerre menée par le dictateur du



Kremlin (qui n'a pas commencé il y a deux ans mais il y a dix ans en Crimée et dans le Donbass) accumule de manière systématique les crimes de guerre, les viols de masse, les vols de dizaines de milliers d'enfants ukrainiens kidnappés et russifiés de force, toutes exactions qui participent de la même *intention génocidaire*: rayer de la carte une nation ukrainienne qui résiste et combat pour le droit de choisir librement son destin.

Le sort de Maksym est *emblématique* de cette violation systématique de toutes les règles de la guerre: prisonnier de guerre, ce statut lui est refusé. Combattant régulier, il a été présenté par les troupes d'occupation russes et leurs collabos des républiques fantoches pro-russes comme un «fasciste à la tête d'un bataillon punitif», accusé de crimes contre l'humanité totalement inventés, torturé et victime d'un procès parfaitement inique où une Cour qu'on ne peut appeler de justice l'a condamné sur la base de mensonges invraisemblables à treize ans de prison.

Pendant des mois, ni sa famille, ni ses amis, ni son avocat ne savaient où il était détenu ni même s'il était mort ou vivant.

Journaliste, grande figure en Ukraine du combat pour les droits humains, Maksym Butkevych est aussi une belle personne qu'aucune épreuve ne détourne de ses valeurs. C'est quelqu'un qui, du fond de sa prison, écrit à son père qu'il espère que la guerre, toujours terrible dit-il, ne se traduira pas, malgré tout ce qu'ils endurent, par une brutalisation des combattants et de la société ukrainienne, les conduisant à reléguer au deuxième ou troisième plan la défense des droits humains car, écrit-il, c'est *pour ces valeurs démocratiques que nous combattons*, ces valeurs aujourd'hui absentes de la Fédération de Russie et que le régime poutinien veut détruire en Ukraine.



Une campagne internationale, dont notre soirée d'aujourd'hui est un moment important, exige la libération de Maksym et, avec lui, celle des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre, civils et militaires, emprisonnés dans les geôles russes.

L'histoire nous prouve que de puissantes et tenaces mobilisations ont pu arracher des prisonniers aux griffes de régimes assassins. Merci d'être là ce soir pour affirmer haut et fort que nous ne lâcherons pas Maksym. Et que nous ne lâcherons pas l'Ukraine qui se bat dans des circonstances infiniment difficiles, aggravées par la pénurie d'armes dont elle a un besoin vital pour vaincre son agresseur.

Et surtout merci à vous, Oleksandr et Tetyana, de tenir bon pour Maksym et de partager avec nous ce temps d'échanges depuis Kyiv.





**PENDANT
LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE**

« Ne me dites pas ce que je dois faire, dites-nous à quel prix »

ALEXANDER KITRAL¹



De nombreux médecins ukrainiens ont dû risquer leur vie pour en sauver d'autres. Dans cet article, nous vous parlerons des professionnels de la santé qui sont restés auprès de leurs patients malgré les hostilités et des problèmes de la médecine en Ukraine. Il s'agit du médecin de famille qui s'est rendu aux appels sous les tirs, de l'infirmière en chef qui a créé un hôpital à son domicile, de l'infirmière qui a prodigué des soins à des patients alités dans un hôpital froid et abandonné. En fait, ces histoires sont nombreuses, bien que l'État ne valorise pas suffisamment le travail des professionnels de la santé. Les salaires du personnel médical restent bas, même si la charge de travail augmente, et de nombreux hôpitaux ont besoin de médicaments et de nouveaux équipements. La fierté et la tristesse du système national de santé sont abordées dans cette publication.

Un chirurgien, malgré lui

Au cours des premiers jours de l'invasion, de nombreux hôpitaux et pharmacies ont continué à fonctionner alors même que les troupes russes entraient dans les villes. Plus tard, en raison des bombardements,

de la détérioration des réserves alimentaires et des problèmes de chauffage et d'électricité, de nombreux employés sont partis vers des régions plus sûres.

Mais de nombreux professionnels de la santé étaient déterminés à rester et à poursuivre leur travail. Parmi eux, Oleksandr Dudyk, médecin de famille dans une clinique ambulatoire du village de Kyselivka, dans la région de Kherson, a déclaré à notre journaliste qu'il n'allait pas s'enfuir parce qu'il croyait que l'armée ukrainienne reprendrait tôt ou tard le territoire. De plus, il n'y avait personne d'autre pour soigner les villageois.

Chaque jour, le médecin devait aider non seulement les habitants de son village, mais aussi les habitants d'autres localités qui se rendaient à Kyselivka pour consulter un médecin. Au début, il recevait les patients dans la clinique ambulatoire, mais lorsque le bâtiment a été bombardé, il a commencé à soigner les gens chez eux. Il se déplaçait à bicyclette pour rendre visite à ceux qui ne pouvaient pas se déplacer seuls. Au cours de ces déplacements, il a essuyé des tirs à plusieurs reprises et du sauter des clotures pour s'enfuir. Une fois, son vélo a été endommagé.

Le médecin de famille, Oleksandr Dudyk, a déclaré qu'à un moment donné, il a dû assumer les fonctions d'un chirurgien :

J'opérais des blessures, je recousais, ce que je n'avais pas fait depuis ma jeunesse. Mais les gens n'avaient pas d'autre choix que de se tourner vers moi. J'ai donc pansé, recousu, soigné... Par ailleurs, beaucoup d'habitants connaissaient mes positions patriotiques et les ont probablement signalées aux occupants. Mais ils ne m'ont pas touché, probablement parce qu'il n'y avait plus de médecins dans les environs.

Il n'y a eu qu'une seule fois où il a pensé qu'il ne survivrait pas. Un jour, des soldats russes portant les

1. Journaliste. Publié par [Commons](#). Illustration Katya Gritseva. 14 novembre 2023.

insignes des troupes de Kadyrov¹ sont venus chez lui; le plus gradé a exigé qu'il leur donne des «drogues»:

J'ai dit que je ne me droguais pas. Il m'a alors suggéré de réfléchir à nouveau. Mais j'ai répété ce que j'avais déjà dit. Je pensais que c'était fini pour moi. Mais les Kadyrovsty sont partis.

Aujourd'hui, son travail est un peu plus facile grâce aux médecins bénévoles qui se rendent dans le village une fois par mois.

Survie à l'hôpital

Tatiana Tarasenko, infirmière auxiliaire au service de neurologie et de thérapie, âgée de 60 ans, a reçu l'Ordre de la princesse Olga, 3^e classe, pour avoir continué à s'occuper des patients de l'hôpital municipal de Trostianets, dans l'oblast de Soumy. La ville a été occupée par l'armée russe dès les premiers jours de la guerre. Depuis la mi-mars, la situation s'est considérablement détériorée: les bombardements se sont multipliés, le système de chauffage de l'hôpital a été endommagé et certaines fenêtres ont été brisées.

En raison de la peur, du froid et de la pénurie de nourriture, les patients et le personnel ont été contraints de quitter le bâtiment de cinq étages de l'hôpital. Le 21 mars, il restait à l'hôpital cinq à six membres du personnel médical et dix patients, dont six étaient alités. En raison des bombardements, du plâtre s'est détaché des murs et des incendies se sont déclarés de temps à autre, incendies que le personnel et les patients ont heureusement réussi à éteindre à temps. Tatiana se souvient qu'elle ne pouvait pas quitter son lieu de travail, même si son domicile se trouvait à proximité.

«Laisser le service se débrouiller tout seul, laisser les patients sans aide, cela ne m'a jamais traversé l'esprit à l'époque», a-t-elle déclaré à *Commons*.

Elle a continué à accomplir ses tâches habituelles: changer les vêtements des patients, les essuyer avec des serviettes hygiéniques car il n'était pas possible de les laver, les envelopper dans des couvertures, les nourrir. Les médecins ont fabriqué un réchaud de fortune pour chauffer le thé et préparer des soupes. Rapidement, il y a eu des problèmes de nourriture et elle a été collectée dans tous les services de l'hôpital, ainsi que dans les pavillons voisins. «Nous avons réussi à trouver de la farine et à faire du pain – il a été divisé en petits morceaux pour en faire suffisamment pour tous les patients.» Le service de téléphonie mobile n'était disponible qu'au dernier étage de l'hôpital. Tatiana a aidé les patients qui pouvaient se déplacer seuls à monter au dernier étage pour qu'ils puissent parler à leurs proches.

Le 27 mars, les troupes russes se sont retirées et les patients restants ont été mis en sécurité par des volontaires. Le bâtiment de l'hôpital a été entièrement restauré en l'espace d'un an, de sorte que le personnel médical a pu reprendre ses fonctions.

Interrogée sur les difficultés qu'elle rencontre dans son travail, Tatiana Tarasenko place en premier lieu le faible niveau de son salaire. Aujourd'hui, son salaire mensuel après prélèvements est de 5700 hryvnias (146 euros). En même temps, la charge de travail est énorme.

«Voici un patient victime d'un accident vasculaire cérébral. Il faut le retourner, le relever, le changer plusieurs fois. Et le soir, vous n'avez pas assez de force, vous devez demander à une autre infirmière de vous aider. On ne peut pas laisser une personne couchée, sale! Il faut aussi les nourrir, et tous ne peuvent pas avaler, il faut donc les persuader, comme

1. NdT: dictateur tchétchène.



des petits enfants. Beaucoup de patients veulent vous parler, se plaindre, pleurer. Vous essayez d'écouter tout le monde», dit-elle.

En outre, l'infirmière livre la nourriture dans les divers services et nettoie les locaux. Par exemple, dans le service où travaille Tatiana, il y a dix salles, et chacune dispose d'une toilette avec baignoire, ainsi que de deux toilettes communes. La propreté doit être maintenue en permanence.

«Il ne s'agit pas des toilettes. Mais il faudrait au moins accorder un peu d'attention à notre travail. Par exemple, ils ont augmenté les salaires des médecins et des infirmières, mais pas assez pour les infirmières. Il faudrait au moins mille hryvnias de plus. C'est une honte que notre travail soit si peu valorisé», déclare Tatiana Tarasenko.



Hôpital à domicile

L'infirmière en chef de l'hôpital Vysokopillia, dans la région de Kherson, Nadya Tsalinska, 66 ans, a refusé de fournir des soins médicaux aux militaires russes lorsque ceux-ci ont installé leur quartier général dans l'hôpital local. Munie de ses médicaments et de ses instruments médicaux, elle a commencé à recevoir des villageois chez elle avec son amie, l'infirmière Valentyna.

Nadya Tsalinska avait de nombreuses années d'expérience dans le service de chirurgie. Outre les soins médicaux simples, elle a dû retirer des fragments et des balles logés dans la tête et la cavité abdominale. Elle raconte qu'il y a eu des jours où 15 personnes sont venues pour des soins. Et tout cela s'est passé sous le feu de l'ennemi. La maison de Nadya Tsalinska a été endommagée à trois reprises et son mari a été tué lors du dernier bombardement.

Au début, les militaires russes n'ont pas touché à l'infirmière. Cependant, après avoir réussi à capturer

un soldat ukrainien blessé, au sourcil recousu, qui était caché par les habitants dans une maison de retraite, ils ont commencé à rendre visite à l'infirmière tous les jours. Ils la soupçonnaient d'avoir prodigué des soins médicaux au soldat. Il a ensuite été interdit à la femme de quitter sa cour, et sa maison a été contrôlée presque tous les jours. En l'absence de «visites personnelles», un drone a survolé la maison et l'infirmière a dû sortir pour que l'opérateur du drone puisse la voir. Toutefois, Nadya n'ayant pas eu de comportement suspect, les «contrôles» ont rapidement cessé. Elle a également aidé ses concitoyens à se nourrir :

Je n'avais pas peur des occupants et, une fois, je leur ai même dit directement qu'une catastrophe humanitaire se préparait dans le village. J'ai dit : les gens n'ont rien à manger ! Le lendemain, les soldats nous ont apporté de la nourriture : un sac de farine, du sucre et des pâtes. Mon ami et moi avons dressé une liste des rues et avons commencé à livrer de la nourriture à vélo. Ils nous ont donné deux tasses de farine et de pâtes par famille, une tasse de sucre... Nous avons également fait du pain. Beaucoup de gens n'avaient pas vu de nourriture depuis des mois, et lorsqu'ils l'ont reçue, ils ont pleuré.

Aujourd'hui, Nadya continue de travailler en tant qu'infirmière principale. Elle affirme qu'elle n'abandonnera pas la médecine tant qu'elle en aura la force. En même temps, elle est déprimée par la façon dont l'État traite l'éducation des futurs travailleurs de la santé. Nadya a deux petites-filles inscrites à l'école de médecine : l'une est financée par l'État et l'autre est sous contrat. Une formation sous contrat coûte 32 000 hryvnias (823 euros). Lorsque ses parents ont eu des problèmes de travail et d'argent, l'étudiante a été contrainte d'abandonner ses études. Nadya



Tsalinska estime que si l'État veut que le pays dispose d'une éducation médicale de qualité et abordable, le coût de l'éducation devrait être réduit plusieurs fois ou même rendu gratuit.

«Payer 30 000 à 40 000 hryvnias (771 euros à 1 029 euros) par an et étudier pendant huit ou neuf ans pour recevoir un salaire de 7 000 hryvnias (180 euros)? Et quand récupérez-vous l'argent? Le problème suivant est la qualité de l'enseignement. Ma deuxième petite-fille en est à sa troisième année d'études pour devenir thérapeute en réadaptation. Elle a besoin de pratique, elle a besoin de savoir comment fonctionnent les muscles. En général, je pense qu'il serait dangereux d'aller voir de tels médecins [mal formés]. Par conséquent, je dois tirer ma petite-fille vers le haut, et elle s'entraîne sur moi sous ma supervision. Mais il ne devrait pas en être ainsi», estime l'infirmière.

Les médecins ne doivent pas penser à gagner plus

Le jeune gynécologue-obstétricien Anton Belinsky, bien qu'il n'ait pas travaillé sous l'occupation, s'est rendu à de nombreuses reprises dans les territoires

libérés. Il a rejoint la Force de débarquement médical, une organisation qui apporte un soutien médical bénévole à la population. Le groupe est composé de médecins professionnels qui disposent de l'équipement et des médicaments nécessaires et peuvent donc examiner les patients de manière approfondie.

Anton estime que des soins médicaux de qualité permettent aux citoyens de sentir que l'État se préoccupe vraiment d'eux: «Dans les territoires libérés, de nombreuses personnes ne bénéficiaient pas de soins médicaux de qualité avant la guerre, et la situation est encore pire aujourd'hui. Nombreuses sont celles qui sont déprimées. Ces visites contribuent à maintenir la confiance dans l'État, la médecine et l'État de droit», a déclaré Anton Belinsky à nos journalistes.

Dans la zone de la ligne de front, le médecin et ses collègues ont dû travailler pratiquement à la limite de leurs forces, car il y avait beaucoup de patients. Dans ces conditions tendues, il a tiré plusieurs conclusions importantes pour améliorer le niveau de la médecine. La première est que les médecins doivent disposer de l'équipement nécessaire pour fournir des soins médicaux de qualité. La seconde est qu'un processus de formation adéquat pour les internes est d'une grande importance. Selon lui, dans de nombreux hôpitaux,



des professionnels de la santé ayant des spécialités privilégiées ne sont pas motivés pour former de jeunes spécialistes, car ils craignent la concurrence. Anton lui-même n'a pas peur de cela, il pense qu'un médecin doit être heureux d'enseigner, car cela fait avancer la médecine.

Enfin, la rémunération est extrêmement importante pour le développement de la médecine. Selon notre interlocuteur, si le niveau de rémunération n'est pas élevé, les médecins quitteront la médecine ou travailleront n'importe comment, juste pour qu'on les laisse tranquilles. Anton Belinsky est convaincu qu'un professionnel de la santé ne doit pas penser à gagner de l'argent ou à économiser: «Il devrait y avoir un certain niveau de rémunération pour qu'une personne puisse se permettre de se reposer et de récupérer. Ils devraient penser au patient, pas au salaire.»

Il convient de noter qu'aujourd'hui, le salaire brut d'un médecin en Ukraine devrait être de 20 000 hryvnias (514 euros), et celui d'une infirmière de 13 500 hryvnias (347 euros). Toutefois, compte tenu des qualifications et des responsabilités, même ce niveau de salaire promis semble extrêmement modeste par rapport au salaire moyen en Ukraine. Par exemple, une infirmière reçoit aujourd'hui moins qu'un caissier, un chargeur ou un cuisinier qui, selon le site de recherche d'emploi work.ua, ont un salaire moyen de 14 000 à 18 000 hryvnias (360 euros à 463 euros). En outre, tous les travailleurs de la santé ne reçoivent pas l'argent promis. En conséquence, le salaire n'est pas suffisant pour couvrir les besoins de base: le logement, la garde et l'éducation des enfants, ainsi que leur propre santé. Les infirmières sont donc souvent obligées de chercher un travail supplémentaire ou de compter sur l'aide de leurs proches.



Pression à tous les niveaux

Certains affirment que le revenu des travailleurs de la santé est bien plus élevé que leur salaire officiel, car de nombreux patients «remercient» officiellement les médecins. De tels cas sont en effet fréquents. Toutefois, cela est devenu possible en raison de nombreuses années de sous-financement du système de santé, ce qui a conduit à la triste situation des salaires à laquelle les travailleurs médicaux qualifiés sont contraints de faire face aujourd'hui.

Outre les problèmes de salaires, de nombreux travailleurs de la santé sont aujourd'hui confrontés à l'arbitraire de l'administration des institutions médicales. Comme l'a expliqué à *Commons* Oksana Slobodiana, responsable du mouvement civique Sois comme Nina, les directeurs d'établissements médicaux tentent souvent de faire des économies sur le personnel médical en réduisant les salaires ou en les licenciant. Les infirmières et les aides-soignantes sont les premières à être licenciées, car en licenciant des médecins, un établissement médical risque de perdre les financements accordés par le Service national de santé ukrainien (NHSU). En conséquence, explique notre interlocutrice, les infirmières sont surchargées de travail, et il arrive qu'une infirmière doive s'occuper de 40 à 60 patients. Oksana Slobodiana explique que l'on attend désormais du personnel infirmier débutant qu'il fasse un parfait travail de nettoyage et de soins aux patients, alors que la charge de travail n'est pas fixe et ne dépend pas des connaissances et des compétences de l'employée. À cause de cette attitude, les gens perdent l'envie de travailler.

«Outre l'administration des établissements de santé, il y a aussi les collectivités locales pour qui la santé est franchement un siphonage des fonds budgétaires. Dans ce cas, le chef de la collectivité territoriale

fusionnée (CTC), qui est éloigné de la médecine et n'a pas de pensée stratégique, cherche soit à se débarrasser de l'hôpital en le fermant, soit à réduire au maximum le nombre de personnels médicaux. Ces cas sont nombreux aujourd'hui. Par exemple, à Prylouky, dans l'oblast de Tchernihiv, ils essaient de liquider l'hôpital de la ville, mais le syndicat indépendant qui a été créé il y a six mois a empêché la liquidation complète de l'hôpital et le licenciement des employé-es», a déclaré Oksana Slobodiana.

Nous vous avons également raconté comment les autorités de Sosnivka, dans la région de Lviv, ont tenté de fermer l'hôpital. Cependant, grâce aux efforts d'une infirmière locale, Oksana Gladun, responsable de l'organisation syndicale de travailleurs médicaux d'Ukraine, soutenue par des médecins et des habitants de la région, cela n'a pas été possible.

Aujourd'hui, les gouvernements locaux sont responsables de l'entretien des hôpitaux. Cependant, tous n'ont pas les ressources nécessaires pour le faire. Dans le même temps, le gouvernement central continue d'exiger des hôpitaux qu'ils améliorent leurs performances, mais toutes les collectivités ne sont pas en mesure d'y parvenir. L'obligation récente d'installer la climatisation dans toutes les salles des hôpitaux est devenue un fardeau supplémentaire pour les établissements médicaux. Dans le cas contraire, les établissements médicaux perdront la possibilité de passer des conventions avec le NHSU dans le cadre de certains forfaits à partir du 1^{er} janvier 2024. Selon le ministère de la santé, seulement 12 % des 54 000 salles sont climatisées. Oksana Slobodiana pense que l'obligation d'installer l'air conditionné dans les établissements médicaux qui n'ont pas été réparés depuis 30 ans conduira à leur fermeture. En même temps, dit-elle, les représentants du NHSU préfèrent critiquer plutôt que d'apporter des solutions aux problèmes.

Comme l'a dit l'une des médecins de la région de Zakarpattia, «Ne me dites pas ce que je dois faire. Je le sais moi-même. Dites-moi avec combien d'argent je dois le faire», nous raconte-t-elle.

Pour sa part, le gouvernement a décidé d'augmenter les salaires du personnel de santé dans les zones de front et les zones de combat, conformément à l'arrêté du ministère de la réintégration. Par exemple, les paiements dans les zones de combat sont les suivants: 28 000 hryvnias par mois pour les médecins (720 euros), 18 000 hryvnias pour les infirmières (463 euros) et 9 000 hryvnias (231 euros) pour les auxiliaires de santé. Dans les zones d'hostilités possibles (zones de front), les montants respectifs sont de 23 000 hryvnias, 15 500 hryvnias et 8 000 hryvnias. Cependant, les médecins expliquent dans les réseaux sociaux que tout le monde ne reçoit pas ces salaires. Après tout, le gouvernement a transféré la responsabilité de ces paiements supplémentaires aux budgets locaux, et les établissements de santé et les collectivités territoriales manquent d'argent. En particulier, les employés des établissements de santé de Kakhovka, Chostka, Mykolaïv, Nikopol, Selydove et bien d'autres se plaignent de l'absence de ces paiements supplémentaires.

Oksana Slobodiana indique qu'à Kherson, par exemple, les médecins sont obligés d'augmenter leur temps de travail de 50 % pour gagner de l'argent en plus, et leur charge de travail est énorme. Le gouvernement aurait dû prendre en compte cette situation et prendre des mesures appropriées, d'autant plus que l'arrêté sur les primes a été présenté par le ministère de la santé comme une manifestation de l'attention portée par le gouvernement au travail des travailleurs de la santé.



Le financement est la pierre angulaire de la médecine

Les histoires que nous avons racontées font état d'un grave problème de rémunération du personnel de santé. En outre, les fonds alloués à l'achat de médicaments et d'équipements, ainsi qu'à l'entretien des hôpitaux, sont insuffisants. Ce sous-financement chronique dure depuis des années. Par exemple, alors que l'UE consacre 9 à 10 % de son PIB aux soins de santé, l'Ukraine en dépense environ 4 %.

Bien sûr, on note quelques intentions d'améliorer la situation. Par exemple, la loi «sur les garanties financières de l'État en matière de soins médicaux pour la population» stipule que le montant des fonds provenant du budget de l'État ukrainien pour financer le programme de garantie médicale devrait s'élever à 5 % du PIB. Cependant, en raison de la guerre et des destructions, cela n'est guère possible aujourd'hui. En ce qui concerne le financement des soins de santé dans un avenir proche, selon le ministère de la santé, 202 milliards d'hryvnias, soit moins de 3 % du PIB, seront alloués aux soins de santé en 2024, étant donné que le PIB nominal prévu pour l'année prochaine est de 7,8 trillions d'hryvnias.

Cependant, quelle que soit la difficulté de la situation dans le pays, le gouvernement devra financer en priorité les soins de santé, assure l'économiste Oleksiy Plotnikov. Selon lui, après la guerre, il y aura dans le pays un grand nombre de personnes qui auront des problèmes de santé, tant parmi les militaires que parmi la population civile. En cas de manque de fonds, il pense que le gouvernement réduira les fonds destinés à la science, à la culture et même à l'éducation plutôt que d'économiser sur les soins de santé.

Cependant, l'État sera-t-il en mesure de fournir un niveau acceptable de soins médicaux à la

population, même dans un contexte d'austérité? Oleksiy Plotnikov en est convaincu. Selon lui, les partenaires internationaux continueront à apporter leur soutien à l'Ukraine et le pays a une chance de se redresser grâce à ses propres ressources, même si cela prend des années.

En même temps, selon un certain nombre d'économistes, l'État doit prendre des mesures décisives pour surmonter les difficultés de l'économie. Par exemple, introduire un impôt progressif pour les plus riches, confisquer les biens surabondants du capital oligarchique et parvenir à l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine. Pour sa part, Oleksiy Plotnikov place ses espoirs dans l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, qui lui permettra d'attirer des ressources de cette dernière, y compris pour le développement du système de santé. Le 8 novembre, la Commission européenne a recommandé l'ouverture de négociations sur l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Toutefois, l'avenir nous dira quelle voie le pays choisira.

Le secteur de la santé est une priorité en temps de guerre. C'est pourquoi l'État doit lui accorder plus d'attention que les années précédentes : améliorer les conditions de travail du personnel de santé, améliorer l'état des hôpitaux, les doter d'équipements et de médicaments adéquats, et augmenter les fonds alloués aux soins de santé en général. Pour ce faire, le gouvernement doit revoir ses priorités. Il est impossible de réformer avec succès une institution sociale sans s'attaquer aux problèmes systémiques. Il est important que les politiques publiques soient orientées vers la société. De nombreux Ukrainiens comprennent la nécessité de tels changements sociaux et sont prêts à contribuer à l'amélioration de la vie dans le pays. Le travail dévoué des professionnels de la santé en est un exemple.



Trois questions à Sois comme Nina

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT¹

Le 31 octobre 2023, environ 150 travailleur·euses de l'hôpital d'Oleksandriya ont été licencié·es et n'ont rien reçu au moment de leur licenciement, c'est-à-dire qu'ils et elles n'ont pas été payé·es pour les derniers mois de travail et n'ont pas reçu d'indemnisation pour les congés non pris. «Nous sommes scandalisé·es par le non-paiement des salaires depuis deux mois. Certain·es de mes collègues ne peuvent pas s'assurer des conditions de vie élémentaires parce que leur salaire était leur seule source de revenus. La direction n'a fourni aucune explication au personnel et n'a pas discuté de la situation lors d'une réunion», a déclaré Natalia Dimura, responsable du groupe d'initiative des employés et infirmière à l'hôpital. Début novembre, dans la région de Khmelnytsky, le personnel a dû informer les femmes enceintes de la fermeture la maternité. Celles-ci doivent chercher un autre établissement médical pour leurs futurs accouchements. Les infirmières de l'hôpital qui ont informé Sois comme Nina de cette fermeture estiment que la fermeture de ce service pourrait être une revanche de l'administration contre le personnel. Dans cette maternité, il y a des militantes qui dirigent un conseil du collectif du travail et organisent un syndicat. «C'est une vengeance parce que nous parlons de violations des droits du travail et voulons la justice, nous dénonçons ceux qui ont pris des fonds publics, nous luttons

contre la corruption, ceux qui utilisent la guerre pour leur propre enrichissement, nous luttons pour notre survie», disent les infirmières. Ces deux événements illustrent l'importance de l'organisation Sois comme Nina pour la défense du système de santé ukrainien et des droits des travailleur·euses. Oksana Slobodyana, présidente de Sois comme Nina, a bien voulu répondre à nos questions.

Pouvez-vous nous dire quelle est la situation actuelle des infirmières et du personnel hospitalier? La situation des conditions de travail et de rémunération s'est-elle améliorée?

Je commencerai à répondre à cette question en citant Vitaliy Yunger, médecin-chef adjoint pour les soins ambulatoires à l'hôpital clinique Feofaniya de Kyiv, qui a montré de manière claire et structurée tous les problèmes de la médecine ukrainienne. Il a écrit sur sa page Facebook: «En fait, le système de santé ukrainien souffre depuis longtemps d'un certain nombre de maladies devenues chroniques.»

Pénurie de personnel. Il y a une pénurie de professionnels de la santé qualifiés. Ces dernières années, cette tendance a été exacerbée par des processus de migration à grande échelle. Y compris ceux liés à la guerre. Certain·es travailleur·euses médicaux ont été mobilisé·es. L'état des soins médicaux sur la ligne de front et dans les territoires libérés mérite une attention particulière. La charge de travail des travailleur·euses de la santé a augmenté de manière significative dans toutes les régions. Les médecins cherchent des emplois à l'étranger. Ils et elles y sont plus en sécurité, peuvent planifier leur avenir en toute tranquillité et les salaires sont beaucoup plus élevés.

Faible attractivité de certaines professions médicales. Cette situation résulte d'une réorientation vers des spé-



1. Patrick Le Tréhondat est membre des Brigades éditoriales de solidarité.

cialités médicales à forte composante commerciale. La médecine d'urgence, y compris les soins médicaux d'urgence, la médecine familiale, la pédiatrie, les secteurs infirmier et paramédical et un certain nombre d'autres spécialités sont les domaines dans lesquels nous connaissons la plus grande pénurie de personnel. En même temps, le système de soins de santé dresse des barrages pour entrer dans la profession : c'est cher, cela prend du temps et il est difficile de faire des études. Ensuite, il n'est pas facile de trouver un emploi adéquat dans la spécialité choisie, ce qui, associé à une faible rémunération et à des horaires épuisants, rend la profession médicale peu attrayante pour les jeunes futurs professionnels.

La gestion des établissements de santé n'est pas toujours efficace. L'absence de planification stratégique et de gestion opérationnelle efficace des établissements de santé peut conduire à une attribution irrationnelle des ressources, tant matérielles qu'humaines. Tout cela entraîne une démotivation et une insatisfaction du personnel soignant et, par conséquent, affecte négativement la qualité des services de santé.



Quant aux infirmières ukrainiennes, je dirai ceci : elles ont toujours eu un travail difficile. La situation s'est encore compliquée lors de l'épidémie de coronavirus, puis avec le déclenchement de la guerre à grande échelle. Bien que nous ayons réussi à obtenir une augmentation des salaires avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, tous et toutes les travailleuses de la santé ne reçoivent malheureusement pas aujourd'hui un salaire assorti de l'augmentation. La guerre a également privé certaines institutions médicales de fonds destinés à l'amélioration de la santé et du travail du personnel. De plus, le nombre de jours de congés annuels a été réduit. Malgré cela, le personnel soignant continue à faire son travail en toute conscience. Ils et elles n'ont plus la possibilité

de défendre leurs droits par des manifestations, mais la santé et les intérêts de leurs patients restent leur priorité absolue.

Quant aux conditions de travail, il s'agit également d'une question difficile. La charge de travail a augmenté : il y a parfois 30 à 40 patients par infirmière. C'est la psychiatrie qui souffre le plus : une infirmière peut prendre en charge jusqu'à 60 patients.

Les établissements de santé continuent d'être fermés, laissant de nombreux employé·es sans emploi. Par exemple, dans la région de Kirovohrad, l'hôpital Oleksandriya a été fermé sans que les arriérés de salaires aient été payés pendant plusieurs mois.

Dans les récentes déclarations de Sois comme Nina, vous évoquez les problèmes de discrimination sexiste à l'encontre des femmes dans les hôpitaux, en particulier des infirmières, ainsi que l'égalité des sexes. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet? Sois comme Nina est-elle une organisation féministe? Avez-vous des liens avec des organisations féministes ukrainiennes?

Les femmes, en particulier les infirmières ukrainiennes, ont une charge de travail excessive. Sur leur lieu de travail, elles sont responsables de la santé des patients, doivent réagir en temps voulu et fournir des soins médicaux rapides. Dans le même temps, la majorité des infirmières ukrainiennes sont privées d'évolution de carrière et ne sont pas incitées à se perfectionner. En plus de son travail, une femme doit élever ses enfants, s'occuper de la santé de sa famille et de ses proches et veiller à la gestion de la maison. C'est pourquoi Sois comme Nina soulève cette question à chaque fois. Nous recherchons une répartition égale des responsabilités dans la société. C'est important pour nous, car notre organisation se

compose principalement de femmes et compte plus de 85 000 membres.

Sois comme Nina a toujours été soutenue par des organisations féministes telles que l'Atelier féministe et Perspectives des femmes. Nous organisons ensemble des séminaires et des événements publics.

Vous évoquez également la création d'une plateforme pour fédérer les professionnels de santé. Parlez-nous de ce projet.

Dans de nombreux hôpitaux de différentes régions d'Ukraine, les employé·es souhaitaient avoir des syndicats indépendants. Nous avons donc commencé à créer activement des branches locales de syndicats.

Sois comme Nina est devenue la plateforme de leur formation. Nous avons notre propre syndicat régional à Lviv, qui a initié la signature d'un accord avec d'autres syndicats indépendants. À l'avenir, nous prévoyons de créer un rassemblement de syndicats indépendants à l'échelle de l'Ukraine. Ensemble, nous serons en mesure de protéger nos droits du travail, de développer les soins de santé et de vivre dans la dignité dans notre propre pays.

21 novembre 2023

Pour visionner la vidéo sous-titrée en français de *Commons* consacrée à Sois comme Nina, cliquer sur la photo ci-dessous.

#BUDYAKNINA (Be like Nina) PRESENTATION OF THE MOVEMENT



« Les coopératives sont une façon de propager les principes de l'auto-organisation dans la société »

ENTRETIEN AVEC RESEW COOP¹



Dès les premiers jours de la guerre à grande échelle, la capacité d'auto-organisation de la société ukrainienne a été cruciale. Là où l'État ne pouvait pas assumer ses tâches, la société s'est organisée pour y répondre. Un gigantesque travail social, humanitaire et de solidarité s'est développé. Y compris dans le domaine militaire avec la défense territoriale qui est devenue, d'une certaine façon, l'organisation du peuple en armes. Cette tradition d'auto-organisation ne vient pas de nulle part. La Commune de Maïdan (novembre 2013- février 2014) avait déjà montré la disposition profonde du peuple ukrainien de prendre ses affaires en mains. Plus avant, le puissant mouvement des coopératives ukrainiennes au début du 20^e siècle a certainement nourri cette aptitude. Il a été un chemin et un instrument autant d'émancipation nationale (anticoloniale) que d'émancipation sociale et économique. L'un des programmes du festival du film féministe de 2023 sera consacré aux droits du travail. Selon les animatrices, « bien qu'on nous vende activement l'idée de la réussite professionnelle et que le bureau

soit comme une deuxième maison, le travail n'est souvent pas une question de plaisir mais une question de survie. Pour nous, les droits du travail sont avant tout une question de solidarité et d'empathie. C'est pourquoi nous avons invité à coorganiser ce programme une coopérative de couture ReSew (Chveinï kooperativ), qui existe politiquement et écologiquement sans patrons ni subordonnées et est unie par l'amour de leur travail – la couture». Nous poursuivons notre exploration du monde des coopératives et des formes inédites d'auto-organisation de la société ukrainienne avec un échange avec les animatrices de cette coopérative.

Racontez-nous l'histoire de votre coopérative et de ses activités, avant et après le 24 février.

Nous nous sommes organisés en coopérative en août 2016. Nous avons considéré ce projet comme économique, environnemental et féministe et il prévoyait de travailler dans les domaines suivants :

- 1) populariser la réparation et le recyclage des vêtements et textiles et un mode de vie respectueux de l'environnement ;
- 2) publier des informations sur la discrimination dans la production de vêtements et de textiles



1. Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat, 9 novembre 2023.

(économique, environnementale, de genre), la reconnaissance d'une valeur juste du travail dans l'industrie de l'habillement, la critique de la *fast fashion* et la surproduction de vêtements et de textiles ;

3) responsabilité conjointe des participants au projet pour le fonctionnement de la coopérative : réunions collectives, prise de décision par consensus, gestion conjointe des réseaux sociaux utilisant un marketing alternatif (non agressif), communication avec les clients, approvisionnement/recherche de matériaux, constitution d'un système financier transparent contrôlé par tous les membres de la coopérative, et d'autres fonctions.

Plus tard, nous avons commencé à organiser des ateliers où nous enseignions, conseillions et aidions à réparer les vêtements, à les modifier pour les adapter aux besoins de celui/celle qui les portait. Rénovez des poches et des sacs en toile pour remplacer ceux en plastique, ainsi que des serviettes menstruelles réutilisables. Nous avons commencé à travailler beaucoup avec les communautés queer et trans*, créant des vêtements confortables et abordables pour les membres de ces communautés. Tout cela était important et intéressant pour nous. Nous avions des clients réguliers et des participants aux ateliers, qui soutenaient nos principes.

Petit à petit, nous avons gagné suffisamment d'argent pour acheter des machines à coudre et un générateur de vapeur, et nous avons créé des conditions confortables dans l'atelier. Selon les années, il y avait cinq, trois, deux, quatre, trois participants. En 2018, en collaboration avec l'initiative artistique Zboku, nous avons loué un espace commun et avons commencé à fonctionner comme un centre communautaire pour les personnes queer, trans* et non binares à Kyiv.

Nous voulions inciter des couturières à travailler avec nous ou à créer des coopératives similaires. En général, pour populariser la forme coopérative comme alternative à la forme hiérarchique, nous avons participé à des manifestations contre le nouveau Code du travail et à des événements artistiques, culturels et éducatifs dédiés à la lutte pour les droits du travail et les conditions de travail en Ukraine. Bien sûr, nous avons été confrontés à de nombreux problèmes : le faible coût des produits sur le marché textile, la dévaluation et le manque de prestige du travail de couture, et même le harcèlement en ligne. Mais grâce à notre enthousiasme et au fait que nous étions entourés de personnes partageant nos principes, la coopérative a continué à innover.

À partir du 24 février 2022, nous sommes restés à Kyiv pendant environ un mois. Nous avons déménagé dans cet atelier car c'était un demi-sous-sol ; nous cousions bénévolement des chevrons et des sous-vêtements pour les militaires et les membres de



la défense territoriale. Nous avons aidé tous ceux que nous pouvions parmi nos proches, nos amis et dans le quartier où nous vivions.

Le 20 mars 2022, deux membres de la coopérative sont parties en Finlande. À l'étranger, nous avons commencé à organiser des événements (dîners de solidarité, projections de films, présentations) pour collecter des fonds pour nos camarades et des initiatives qui, nous le savons, continuent de fonctionner en Ukraine, notamment en fournissant une aide humanitaire aux civil.es en première ligne et une aide militaire aux personnes issues des communautés anti-hiérarchiques, féministes et queer. Il est également important pour nous désormais d'entretenir des relations avec nos amis et camarades avec lesquels nous avons fait des activités au cours des dernières années et qui ont formé notre communauté, mais qui sont désormais dispersés dans le monde entier.



Le festival féministe de Kyiv vous présente comme «politiquement et écologiquement sans patrons ni employés». Quel sens donnez-vous à cette présentation?

Une des idées et des principes de la coopérative était la structure horizontale de l'organisation. Tonya (Ton) Melnyk, une des fondatrices de la coopérative, nous a dit qu'elle avait l'expérience du fonctionnement de l'industrie du vêtement en Ukraine et ce à divers postes, à la fois comme subordonnée et comme gestionnaire de production. Sous tous les aspects, c'était une expérience décevante, car soit on économise sur les salaires et les conditions de travail, soit on est contraint de le faire parce que les personnes les plus haut placées dans la hiérarchie imposent de telles exigences dans un souci de rentabilité. Tout cela conduit à l'exploitation de soi, des autres et des ressources naturelles, ce qui ne convenait pas à Ton, qui a un passé de militant. À l'époque, il y a dix ans,

est née l'idée d'une entreprise de couture horizontale, où il n'y aurait ni patron ni subordonnée, où toutes les décisions seraient prises selon le principe du consensus, c'est-à-dire en tenant compte des intérêts et de la voix de chaque membre de la coopérative, où les bénéfices seraient répartis de manière égale, ou selon des principes alternatifs, en fonction de l'accord des participantes. Au départ, les personnes intéressées par la création de ReSew étaient des personnes issues des milieux environnementaux, et c'est avec elles que ReSew a été conçu comme un projet d'*upcycling*¹. Mais surtout, l'idée a trouvé un écho dans les milieux de gauche, anarchistes, féministes et queer. L'attitude critique de tous les membres de la coopérative à l'égard de la *fast fashion*, de la surproduction et de la pollution engendrées par l'industrie mondiale de l'habillement, ainsi que de l'exploitation de personnes principalement féminines et socialisées, a donné naissance à l'idée fondamentale de s'opposer politiquement et écologiquement à toute forme d'exploitation.

Connaissez-vous d'autres coopératives comme la vôtre à Kyiv ou en Ukraine et, si oui, entretenez des relations avec elles?

Lorsque nous travaillions à Kyiv, nous avons coopéré avec de nombreuses initiatives et organisations horizontales de base, telles que ZBOKU, Salt, Femsolutions, FreeFilmers et d'autres. Mais si nous parlons de coopératives de production, il y avait Bar Kochtchei et la coopérative Hleb Nasuchchnyi (Le pain quotidien). Cette dernière prépare des plats végétaliens à partir de produits lyophilisés et les propose à la communauté à des prix très abordables

1. Récupérer des matériaux ou des produits dont on n'a plus l'usage afin de les transformer en matériaux ou produits de qualité ou d'utilité supérieure. Il s'agit donc d'un recyclage «par le haut».



ou gratuitement. Nous les avons invités à plusieurs de nos événements, dont le Freemarket 2018. C'était une coopération intéressante et positive. Nous connaissons également plusieurs coopératives qui existaient et dont certaines existent encore en Ukraine, bien qu'il n'y ait pas eu de coopération spécifique entre nous. Par exemple, à Nyjnye Selychtch en Zakarpattia, il y a la coopérative Longo Maï, qui produit des jus directement pressés ; à Lviv, il y a une coopérative qui vend des vêtements et des chaussures de sport ; à Kharkiv, il y a une coopérative alimentaire basée sur le squat anarchiste depuis un certain temps. Nous connaissons également plusieurs coopératives de Biélorussie et de Russie qui partagent des principes similaires aux nôtres, et nous avons coopéré

à plusieurs reprises dans le cadre d'événements anarchistes communs. Par exemple, la coopérative d'impression Listovka et le magasin de falafels Horizontal.

Au début du 20^e siècle, l'Ukraine a connu un important mouvement coopératif qui a été un levier pour la libération nationale et sociale de l'Ukraine. Quel rôle donnez-vous aux coopératives comme la vôtre dans une transformation sociale de l'Ukraine en vue d'une émancipation sociale ?

Les coopératives sont, à notre avis, l'un des moyens de diffuser les principes et les idées d'auto-organisation dans la société. De nombreux mouvements populaires sont redevables de ces idées. Et les mouvements de base, à leur tour, conduisent à des changements et à des transformations sociales majeures. Notre coopérative est suffisamment jeune pour pouvoir mesurer l'impact des activités de Resew sur la société. Parallèlement, au fil des années d'activité de Resew, l'attitude à l'égard d'idées telles que le recyclage, l'*upcycling* et les comportements respectueux de l'environnement a considérablement évolué. Les serviettes hygiéniques réutilisables, les culottes menstruelles, les pochettes et les sacs sont déjà à la mode et ne sont pas associés au passé soviétique. Mais si nous parlons du mouvement coopératif en général, c'est une école pour les gens qui peuvent s'organiser et agir dans différentes situations sans leadership, ce qui s'est reflété à maintes reprises dans la société ukrainienne au début des manifestations du Maïdan, ainsi qu'au début et pendant l'invasion à grande échelle. La capacité d'auto-organisation est un outil qui permet à la société de se montrer comme un acteur politique que le gouvernement actuel doit écouter. Et la direction que prendra la société dépendra de la façon dont cet outil sera utilisé. C'est pourquoi il est très important de renforcer la voix des communautés



de base, féministes et antihierarchiques en Ukraine pour empêcher la domination du discours de droite, qui s'empare facilement de tous les meilleurs outils d'organisation sociale dans un contexte de guerre.

Nous associons souvent les coopératives comme la vôtre au terme d'autogestion [самокерованість]. Ce terme d'autogestion vous semble-t-il refléter ce qu'est votre coopérative? Est-ce une idée familière au sein de la gauche ukrainienne ou plus généralement dans les activités sociales?

Nous distinguons les termes «autogestion» et «auto-organisation». Pour nous, c'est l'auto-organisation des personnes, des individus qui investissent beaucoup de ressources dans les activités d'une organisation horizontale de base, qui est la plus applicable. Après tout, tous les membres de la coopérative ne sont pas seulement des couturières, elles communiquent également avec les clients, achètent du matériel, font de la publicité sur les activités de l'organisation, rédigent des articles éducatifs et militants, elles sont comptables, chargées des relations publiques, s'occupent de nettoyer, elles sont *community managers* et militantes. Toutes les actrices impliquées dans le fonctionnement de la coopérative sont également responsables de son fonctionnement. Le terme autogestion, à notre avis, efface quelque peu la contribution de chacun œuvrant dans la coopérative. Nous ne pensons pas non plus que quiconque puisse adhérer à notre coopérative à tout moment. Cette personne doit partager les principes du féminisme intersectionnel, les idées écologiques de production et être prête à travailler de manière responsable dans une structure non hiérarchique. D'après nos observations, des principes similaires guident la plupart des organisations de gauche en Ukraine et à l'étranger, qui se positionnent comme horizontales ou non



hiérarchiques (ou faiblement hiérarchiques) et pratiquent des outils de démocratie directe.

Facebook de la coopérative ReSew

www.facebook.com/ReSewKyiv

Instagram de la coopérative ReSew :

[@resew_cooperative](https://www.instagram.com/resew_cooperative)

Soutenir Patreon: Choisissez un abonnement

2, 4, 6... euros par mois

www.patreon.com/ReSew



Mobilisation étudiante contre la xénophobie

SYNDICAT PRIAMA DIIA¹

Le 4 novembre, Iryna Farion, professeur à l'École polytechnique de Lviv, a tenu à la télévision des propos xénophobes à l'égard des militaires russophones des forces armées ukrainiennes. Elle a notamment expliqué qu'on ne pouvait pas considérer comme Ukrainiens à part entière les soldats russophones. En plus de ces déclarations, elle a mis en danger un étudiant pro-ukrainien de Crimée en révélant ses données personnelles; celui-ci a été rapidement arrêté par les services spéciaux russes.

Le 14 novembre le syndicat étudiant Priama Diia a appelé à un rassemblement à l'École polytechnique de Lviv pour exiger «le renvoi d'Iryna Farion de son poste de professeur à l'école polytechnique en raison de ses déclarations xénophobes sur les militaires russophones des forces armées ukrainiennes. Nous soulignons une fois de plus que les foyers de haine et d'obscurantisme n'ont pas leur place dans le corps enseignant des universités. Nous appelons tous ceux qui le souhaitent à se joindre à l'action, à amener des amis et des affiches pour montrer à l'administration et à Iryna Farion elle-même que les étudiants ne toléreront pas ses tentatives d'incitation à la haine sur la base de la langue».

1. 15 novembre 2023.

Ce sont près de 300 étudiants qui ont répondu à l'appel du syndicat. À la suite de ce rassemblement, le syndicat déclarait :

Aujourd'hui, plusieurs centaines d'étudiants et de citoyens concernés se sont rassemblés près du bâtiment principal de l'université nationale polytechnique de Lviv et ont exigé que l'administration renvoie ou ne renouvelle pas le contrat de la scandaleuse enseignante... Finalement, les représentants étudiants de Priama Diia et de plusieurs autres organisations indépendantes, ainsi que l'administration, ont organisé une table ronde. Au cours des manifestations, les militants de Priama Diia, ainsi que d'autres étudiants, ont présenté leurs demandes, dont l'objectif ultime est la démission



d'Iryna Farion. L'administration de l'université n'ayant pas fourni de réponses claires aux questions des étudiants, justifiant cela par l'absence d'évaluation juridique, une autre table ronde sera organisée jeudi prochain, à laquelle seront conviés un avocat et Farion elle-même. Il a également été convenu que la commission morale et éthique de l'université comprendrait deux étudiants de la manifestation qui tiendraient le procès-verbal des réunions de la commission. Tous les procès-verbaux seront publiés sur le site de Priama Diia. Nous remercions tous ceux qui ont rejoint la campagne, qui n'ont pas peur de lutter contre l'obscurantisme et pour une meilleure éducation sans haine. [...]

Luttons et nous vaincrons!

Le lendemain, l'administration universitaire se ravisa et démettait la professeure. Suite à cette victoire, Priama Diia déclarait :

Rapidement après l'indignation publique et la puissante protestation étudiante qui ont suivi, la chauvine Iryna Farion a été renvoyée de l'école polytechnique de Lviv! La raison officielle était un «délit immoral». Cette nouvelle n'est pas seulement une bonne nouvelle et nous donne l'espoir qu'il y a encore du bon sens dans ce monde, mais elle prouve aussi une fois de plus qu'il n'y a pas d'objectifs impossibles à atteindre lorsque nous sommes unis et que nous nous battons ensemble pour la justice. Le fait que l'incitatrice à la haine ait été expulsée de l'université est dû au mérite personnel de tous ceux qui ont répondu à l'appel de Priama Diia et ont exprimé une forte protestation devant les murs de l'école polytechnique. Il convient de noter que lors des négociations avec les étudiants, l'administration de l'université nationale polytechnique de Lviv a déclaré qu'il était impossible de licencier Iryna Farion sans, premièrement, avoir

achevé le travail de la commission morale et éthique et, deuxièmement, sans bases juridiques solides. Ce licenciement inattendu montre que lors des négociations avec le syndicat indépendant Action directe, la direction de l'université a en fait voulu ignorer les étudiants. Nous avons une fois de plus la confirmation que le moyen le plus efficace d'améliorer l'éducation est la lutte, et non la négociation.

Commentant le licenciement de M. Farion, le ministre de l'éducation Lisovyi a déclaré que «les étudiants ont été, sont et seront toujours un puissant moteur de changement et de transformation». Ces mots sont la preuve indiscutable que les étudiants ont eu le dernier mot dans cette affaire très médiatisée – c'est notre victoire commune!



CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS COURANTS

Bélarus: adolescents prisonniers politiques

Au Bélarus, des milliers d'enfants ont été victimes de la répression, mis en détention et des poursuites pénales engagées contre leurs parents. Des dizaines d'entre eux se sont retrouvés derrière les barreaux. Et certains mineurs ont même été battus et torturés. Le 29 novembre 2023, le pays compte dix prisonniers politiques qui ont atteint leur 18^e anniversaire derrière les barreaux ou qui sont désormais mineurs: Nikita Zolatarov, Siarhei Gatskevich, Eduard Kudynyuk, Maksim Imkhavik, Ivan Patyaichuk, Dzianis Khazei, Alexander Vinyarsky. Pavel Piskun, Oleg Dobrydnev, Nikita Bruy. Tous étaient mineurs au moment de leur arrestation et ont ensuite été condamnés à une peine de prison.



Ainsi, récemment, le ministère de l'intérieur a rapporté que début novembre, les forces de sécurité avaient arrêté cinq membres de l'Union du bouclier national biélorusse, contre lesquels une affaire pénale avait été ouverte pour création d'une formation extrémiste ou participation à celle-ci (article 361-1 du Code pénal). Certains d'entre eux ont 16 et 17 ans. Les adolescents Daniil Kolesnikov et Maksim Kuksachenko ont déjà purgé la totalité de leur peine et ont été libérés il y a quelques mois. On sait également qu'en février, Alexandre Nalejnsky, qui n'avait que 16 ans au moment de son jugement, a été condamné. Il a été accusé d'avoir insulté Loukachenko conformément à l'art. 368 du Code criminel. Et le 14 juin, Alexandre Trofimenko, 17 ans, a été condamné pour s'être moqué des symboles de l'État (article 370 du Code pénal). Les défenseurs des droits humains ignorent les résultats de leurs procès.

Centre Viasna, 27 novembre 2023

Tcherkassy: « Notre tâche est de contrôler »

À Tcherkassy, le 25 novembre, malgré le temps glacial, les habitants se sont rassemblés devant les bâtiments du conseil municipal. Ils ont apporté des affiches appelant le maire de la ville, Anatoliy Bondarenko: « Les forces armées sont une priorité », « Partagez le budget comme si vos proches étaient à la peine », « De l'argent pour les forces armées », etc. De tels rassemblements devant le conseil municipal de Tcherkassy sont devenus réguliers: ils se tiennent tous les samedis. Tcherkassy Ivan Podolyan, un des organisateurs du rassemblement s'est adressé au public: « Je suis sûr que tout le monde a entendu et vu ce qui s'est passé la semaine dernière. Lorsque nous exigeons de l'argent pour les forces armées, le succès ressemble à des chiffres. Et il est important d'apprendre à comprendre ces chiffres. Le budget de la ville est une comptabilité assez complexe... Notre tâche est de veiller à ce que les fonds soient dirigés vers la bonne destination: les besoins des forces armées. » Il a également ajouté que la communauté espère que le budget pour la nouvelle année 2024 sera publié le plus tôt possible et que les gens pourront en prendre connaissance et soumettre leurs propositions pour son ajustement.

Média en ligne ukrainien *Suspilne*, 25 novembre 2023

Six soldats russes tués à Marioupol

C'est ce que rapportent les médias pro-Kremlin. Selon leurs informations, deux militaires (dont un officier) ont été abattus dans les rues de la ville. Ils ont reçu une balle dans la nuque. Quatre autres soldats ont été retrouvés morts sur l'une des plages de

Marioupol. Un portrait de Poutine a été retrouvé à côté des corps. «Partez!» était écrit dessus. Les propagandistes russes supposent qu'un nouveau groupe de partisans opère à Marioupol.

Quelques jours plus tôt, l'état-major général des forces armées avait rapporté qu'à Marioupol occupé, des militaires russes anciens prisonniers de droit commun avaient tué leur commandant à cause de son comportement.

25 novembre 2023

Zoom-anniversaire pour Sois comme Nina

Le 28 novembre, le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine a organisé une réunion Zoom avec deux responsables du syndicat du personnel soignant ukrainien Sois comme Nina, Ioulia et Oksana. Une occasion de souhaiter un bon anniversaire à l'organisation syndicale qui fêtait ce jour-là ses quatre ans d'activités en faveur des droits des travailleuses médicales. Les participant·es d'Allemagne, Espagne, Catalogne, Belgique, Grèce, France ont pu s'informer sur la situation du système de santé ukrainien face à la guerre (en juin 2023 on comptait déjà plus de 1 000 hôpitaux et structures de santé détruits ou endommagés). Mais aussi comme l'ont raconté les deux syndicalistes de la détresse sociale des blouses blanches ukrainiennes qui subissent des licenciements abusifs et de nombreux retards dans le paiement de leur salaire. Quelques jours plus tôt, le 24 novembre, c'étaient 45 membres du comité français de solidarité avec l'Ukraine qui avaient pu entendre pendant deux heures Ioulia et Oksana expliquer les activités syndicales de Sois comme Nina mais aussi leur soutien humanitaire à de nombreuses familles déplacées.

Holodomor: la Russie veut effacer son souvenir

Le 25 novembre, l'Ukraine et le monde ont rendu hommage aux victimes de l'Holodomor. Entre-temps, on a appris que dans la partie occupée de la région de Kherson, les Russes avaient détruit des monuments dédiés à ceux qui sont morts de faim en 1932-1933. Cela s'est produit en particulier dans les communautés de Nova Kakhovka, Oleshkivska et Ivanovka. Par exemple, dans cette dernière ville, les Russes ont démoli au moins 14 monuments. Outre les sites liés à l'Holodomor, les Russes se débarrassent d'autres monuments commémoratifs. Dans le district de Vynohradovo Oleshkiv, ils ont renversé une croix érigée en l'honneur des habitants de Turbay, qui, au 18^e siècle, avaient déclenché une rébellion antiféodale dans la région. On rappelle qu'en octobre 2022, les autorités russes ont démoli le monument aux victimes de l'Holodomor à Marioupol. Les occupants ont alors déclaré qu'ils détruisaient un «symbole de désinformation» et ont promis de recycler le granit du monument en matériaux de construction. Dans le même temps, au cours de la dernière décennie, la réhabilitation morale de Joseph Staline s'est poursuivie en Russie, à qui plus d'une centaine de monuments ont déjà été érigés sur le territoire de la Fédération de Russie. Cette politique consistant à nier les crimes de Staline, en particulier le génocide de l'Holodomor contre les Ukrainiens en 1932-1933, à se moquer de la mémoire des victimes et à déformer les faits historiques, a finalement conduit à une agression armée contre l'Ukraine, accompagnée de nombreux meurtres et violences contre des civils ukrainiens.

Centre des droits humains de Kharkiv, 28 novembre 2023



Du rififi en Bouriatie

Dans la nuit du 29 novembre, un wagon-citerne été incendié par un engin explosif «de fortune» alors que le train traversait le tunnel de Severomuysky sur la ligne Baïkal-Amour en République de Bouriatie (Russie), la voie principale reliant la Chine à la Russie. À la suite de l'explosion, les trains ont été déviés sur une voie secondaire où une nouvelle attaque a eu lieu, mettant ainsi en difficulté les approvisionnements militaires russes en provenance d'Extrême-Orient.

Les médias ukrainiens ont indiqué qu'il s'agirait d'une opération d'agents ukrainiens. Mais est-il possible qu'ils aient agi sans complicités locales? Selon l'*Ukrainska Pravda*, «les services de renseignement russes doivent s'habituer au fait que notre peuple est partout. Même dans la lointaine Bouriatie».



Loutsk: une marche de protestation «800 millions pour l'armée»

Le 25 novembre, une marche de protestation «800 millions pour l'armée» a eu lieu à Loutsk. Plus d'une demi-centaine d'habitants de Loutsk et de Volhynie se sont rassemblés sur la place Maïdan de Kyiv, près de l'administration régionale de l'État, avec des drapeaux et des pancartes. Les gens ont défilé dans les rues centrales de la ville. Comme l'a déclaré Lyubomyr Dmytryshyn, l'organisateur de l'action, l'objectif principal de l'événement est d'attirer l'attention des habitants de Loutsk sur le fait que le 29 novembre aura lieu une session du conseil municipal, où, en particulier, il votera sur les questions budgétaires pour 2024. «Notre exigence est que dans toutes ces décisions, il y ait un montant

de 800 millions pour les forces armées ukrainiennes et pour les autres formations armées qui participent actuellement à cette guerre, afin que cela soit la priorité de notre budget, et non d'autres dépenses. Par exemple, pour la reconstruction, pour les réparations en cours et d'autres choses, à notre avis, inutiles», explique l'organisateur de la marche. Le conseil municipal étant fermé samedi, les participants à la marche ont laissé leurs revendications sur une affiche accrochée à la porte du bâtiment.

Les habitants de Ternopil viennent chaque week-end devant le conseil municipal de Ternopil avec des affiches «Vous ne pouvez pas paver la victoire avec de nouveaux pavés» et «Lorsque votre maison est attaquée, on ne la repeint pas, mais la protège». L'initiatrice des actions, l'épouse du militaire disparu, Olga Timochenko, explique que sept rassemblements ont eu lieu. «Nous exigeons de nos autorités un rapport clair pour voir où vont nos impôts, afin que les défenseurs voient arriver cette aide, et pas seulement sur la page des autorités. Actuellement, le gouvernement de la ville doit aux soldats plus de 800 millions de hryvnias depuis plus d'un an et demi», a déclaré Olha Timochenko. Les manifestants ont recherché combien d'argent les communautés de la région avaient alloué sur leurs propres budgets pour aider l'armée depuis le début de l'invasion à grande échelle. Pour cela, des demandes d'informations ont été envoyées aux 55 communautés territoriales de la région de Ternopil. Il leur a été demandé de fournir des données sur les dépenses du budget général et sur les postes distincts des dépenses militaires. Les communautés ont eu plus d'un mois pour répondre. À Tcherkassy, le 25 novembre, malgré le temps glacial, les habitants se sont rassemblés près des murs du conseil municipal. Ils ont apporté des affiches appelant le maire de la ville Anatoliy Bondarenko: «Les

forces armées sont une priorité», «De l'argent pour les forces armées», etc.

25 novembre 2023

Kyiv : nouvelle mobilisation étudiante

Les étudiants de l'établissement privé Kyiv International University (KyMU) ont protesté le 24 novembre contre la mise en place d'amendes pour des cours auxquels ils ne sont pas présents.

Mykhailo Samsonenko, militant du syndicat indépendant Pryma Diia a expliqué la raison du rassemblement : «Nous nous sommes réunis parce que le corps étudiant n'est pas satisfait de cette décision de la direction, en particulier concernant l'ordre du président de KyMU. Ils avaient promis de ne pas introduire cette disposition pendant la période de la loi martiale. Et depuis le 14 novembre, si je ne me trompe, ils ont décidé de la prendre sans aucune discussion avec les étudiants. C'est d'ailleurs pour cela qu'il y a une indignation» affirme le militant. Le syndicat Pryma Diia a aidé à organiser ce rassemblement pour faire entendre la population étudiante. L'une des revendications des manifestants est également l'arrêt de l'augmentation des frais de scolarité pendant la période de loi martiale.

24 novembre 2023

Kharkiv : les théâtres tentent de survivre

Par rapport à 2022, le financement de la région aux théâtres a diminué cette année de 29 %. En raison du manque d'abris, il est actuellement interdit de se produire sur sa propre scène. Les théâtres et les institutions de théâtre et de concert de la région de Kharkiv

traversent une période très difficile. Actuellement, les théâtres organisent encore des répétitions, essayant de préserver l'essentiel de leurs équipes créatives. Les théâtres présentent même de nouvelles pièces. Ainsi, par exemple, notre Théâtre des Jeunes Spectateurs utilise le parking souterrain de l'un des centres commerciaux. Des représentations en ligne vont être organisées. «La partie la plus difficile, ce sont les aspects techniques, car en ligne, cela dépend encore beaucoup des moyens techniques. Il est d'ailleurs très difficile d'héberger ce produit culturel dans un tel format sur la plateforme Internet. Nous ne savons pas comment le public va réagir. Il s'agit d'un format nouveau. Pour les premières représentations, quand il n'y a rien et que les gens, comme on dit, sont déjà en manque d'événements théâtraux, il peut y avoir une forte demande, puis elle peut diminuer, car en ligne ne peut toujours pas remplacer les représentations «en direct». C'est après tout l'ambiance, le contact des acteurs avec le public», explique un directeur de théâtre.

20 novembre 2023

20 jours à Marioupol reçoit le prix du public au festival d'Amsterdam

Le documentaire de Mstislav Chernov a remporté le 17 novembre le Prix du public au Festival international du film documentaire IDFA 2023 à Amsterdam. *20 jours à Marioupol* est le premier film du correspondant de guerre, photographe, vidéaste et écrivain Mstislav Chernov. Le photographe Yevhen Maloletka et le producteur et journaliste Vasylysa Stepanenko ont participé au tournage. Ils ont été les derniers journalistes à couvrir le début de la destruction de Marioupol par la Russie – pour laquelle tous trois ont reçu le prix Pulitzer. La première mondiale



du film a eu lieu au festival du film indépendant aux États-Unis Sundance, où le film a reçu le prix du public.

Sur Youtube (sous-titres en anglais), www.youtube.com/watch?v=9H_Fg_5x4ME&t=2s

Lviv: 12^e rassemblement « D'abord les drones, puis les stades »

Le 17 novembre, à Lviv, près du bâtiment de l'administration militaire régionale, a eu lieu le douzième rassemblement « D'abord les drones, puis les stades ». Selon les forces de l'ordre présentes, une cinquantaine de personnes l'ont rejoint. Selon le coorganisateur du rassemblement, Sviatoslav Litynskyi, grâce à ces protestations, l'appel d'offres pour la construction d'une piste de ski-roller à Kamianka-Bouzhka a déjà été annulé dans la région. « Nous avons réussi à augmenter l'aide à l'armée de 80 millions d'UAH de la part de la région de Lviv. Nous avons réussi à obtenir une décision du conseil régional de Lviv qui permettrait d'orienter 75 % du solde des recettes vers l'armée », explique-t-il.



À Tcherkassy, le 18 novembre, les habitants se sont rassemblés près des murs du conseil municipal. Ils ont apporté des affiches sur lesquelles ils ont lancé un appel au maire de la ville, Anatoliy Bondarenko: « Plus d'argent pour les forces armées - plus vite notre victoire. N'êtes-vous pas pour la victoire ? » De tels rassemblements dans la ville ont eu lieu tous les samedis. Une centaine de personnes se sont rassemblées.

18 novembre 2023

Syndicaliste, elle tisse des filets pour ses camarades en armes

Le centre de tissage de filets de camouflage La voie de la victoire a été créé par Lidiya Galkina, responsable du syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine à la mine de Toshkivska (KVPU), après qu'elle a été obligée de fuir sa région natale de Pershotravensk. Le centre des syndicalistes fonctionne sept jours sur sept depuis la mi-septembre. Selon Lidiya Oleksiyivna, pendant cette période, une personne a réussi à tisser 245 mètres carrés de filets de camouflage. « Récemment, nous avons exécuté avec succès une commande urgente de nos collègues du syndicat, qui défendent actuellement leur patrie à l'Est, explique la responsable syndicale. Pendant une semaine, elles ont tissé un filet de camouflage de 60 mètres carrés pour cacher le matériel militaire à l'ennemi, et confectionner six couvertures pour les soldats. »

12 novembre 2023

Des abris privatisés

Le tribunal de commerce de la région de Vinnytsia a saisi au profit de l'État deux abris anti-aériens appartenant à la société JSC Ukrtelecom. Selon la législation en vigueur, ces locaux ne doivent pas l'objet d'une privatisation. Comme indiqué sur le site Internet du bureau du procureur régional, il a été établi qu'il s'agit d'installations de protection civile d'une superficie totale de 413 mètres carrés qui pouvant accueillir 360 personnes et situées en face du marché central sur l'avenue Kotsyubynskogo et dans la rue Sobornii.

FÉMINISME

Chefika Gasprinska une, figure du féminisme tatar

NATALIA MALINOVSKA¹

Chefika Gasprinska (1886-1975) est l'une des initiatrices du mouvement des femmes tatars de Crimée au tournant du 20^e siècle, devenu un phénomène unique dans le monde islamique. Militante politique et sociale, rédactrice en chef du premier magazine féminin musulman *Alem-i Nisvan*, dont les archives sont actuellement conservées dans divers pays du monde, notamment en Turquie, en Azerbaïdjan et en Égypte. En raison de son activité, Chefika Gasprinska est autant connue que les dirigeants du mouvement national des Tatars de Crimée, Noman Tchelebidjihan, Jafer Seydamet et Seitjelil Hattatov.

Le nom de Chefika Gasprinska est étroitement associé à la diffusion des idées d'émancipation et des droits des femmes en Crimée. Elle est devenue leader du mouvement des femmes tatars de Crimée, directrice adjointe du Comité central des femmes musulmanes de Crimée et directrice de l'école pédagogique de Simferopol. L'une des périodes les plus brillantes de la vie de Chefika est celle de la construction de l'État en Crimée et de son activité politique. En 1917, elle fut élue déléguée du premier *Kurultai* [assemblée] du peuple tatar de Crimée en

Crimée et en devint la seule femme au présidium. L'apogée de la promotion des idées d'émancipation et des droits des femmes dans la société a été l'établissement législatif de l'égalité des hommes et des femmes dans la Constitution de la République populaire de Crimée de 1917.

Le chemin de vie de Chefika Gasprinska a traversé trois États : elle est née et s'est formée en Crimée, a épousé un dirigeant national azerbaïdjanais et, après l'établissement du pouvoir soviétique, elle est partie en Turquie, où elle a vécu le reste de sa vie. En Turquie, des livres sont publiés sur elle et ses archives y sont conservées – articles, lettres, journaux intimes. La mémoire de Chefika Gasprinska perdure également en Azerbaïdjan. En Ukraine, son héritage et sa contribution commencent tout juste à être explorés.

1886-1905: années d'enfance difficiles et heureuses

Afin de mieux comprendre l'importance de Chefika Gasprinska pour la Crimée, commençons par la situation des Tatars de Crimée avant sa naissance. Après la première annexion de la Crimée en 1783 commence l'ère de son asservissement colonial par l'Empire russe. L'éducation nationale et musulmane était limitée pour les Tatars de Crimée. L'Empire russe a développé une stratégie spéciale consistant à expulser la partie consciente des Tatars de Crimée et à assimiler ceux qui restaient, et a déclaré une « guerre froide » contre les Tatars. La Crimée s'est progressivement transformée en une région où les Tatars de Crimée n'avaient plus leur place. [...]

Depuis la seconde moitié du 19^e siècle, la vie culturelle, éducative et politique de Crimée a connu un essor notable, principalement grâce aux efforts des éducateurs et dirigeants tatars de Crimée Ismail

1. Natalia Malinovska participe au programme « Analyse politique : de la théorie à l'action » de la Kyiv School of Economics et à l'École internationale d'études islamiques. Publié par [Genderindetail.ua](https://genderindetail.ua), 28 avril 2021. Traduction Patrick Le Tréhondat.



Chefika Gasprinska, 1901.

Gasprinsky et le mufti Noman Tchelebidzhikhan. Tous deux comprenaient que les idées nationales avaient besoin du soutien du peuple, comprenaient l'importance de l'éducation et de la vie culturelle et étaient donc de grands partisans d'une politique d'émancipation. Ils cherchaient à combiner les libertés démocratiques avec les dogmes religieux de l'islam et prônaient l'égalité des droits pour les femmes et les hommes.

À partir de 1879, Ismail Gasprinsky a tenté à plusieurs reprises de créer un journal en langue tatare, *Faydal Eglenje* (1879-1880), puis *Zakon* (1881). Cependant, sa demande de publication a été rejetée par le ministre de l'intérieur. La même chose s'est produite avec la demande de Gasprinsky de publier un journal pour enfants *Mekteb* et le journal littéraire et d'information *Kanun*. [...]

À la fin des années 1880, la question de l'éducation des femmes apparaît de plus en plus fréquemment dans les pages du journal *Terdjiman*. En 1884,

Ismail Gasprinsky ouvre une école avec de nouvelles méthodes d'enseignement dans le quartier Kaitaz-Aga de Bakhchisarai. Là, étaient enseignées la lecture et l'écriture et d'autres cours étaient dispensés en utilisant des méthodes simples, ce qui constitua une avancée révolutionnaire pour les écoles musulmanes de la Russie tsariste. Ismail-bey Gasprinsky pensait que le système éducatif devait avant tout enseigner la langue maternelle et transmettre des connaissances profanes ainsi que des connaissances religieuses. Il a appelé ce système «*usul jadid mektebe*» – une nouvelle méthode d'enseignement, et pour les besoins du processus éducatif, il a publié le manuel *Khoja-i-subyan* (1888).

Gasprinsky était également un pionnier dans le domaine de l'éducation des filles musulmanes. Son programme de réforme prévoyait le développement et le renouvellement de l'éducation des filles dans le monde turco-musulman, reposait sur l'amélioration du statut social des femmes dans la société et contenait des mécanismes permettant de respecter l'égalité des droits des hommes et des femmes. [...] Au début du 20^e siècle, en 1906, il y avait treize écoles pour filles à Bakhchisarai. En 1906, une école professionnelle pour femmes commença à fonctionner à Alupka où il y avait également un établissement d'enseignement mixte, où les garçons et les filles étudiaient ensemble selon la nouvelle méthode. [...]

Chefika est née le 21 novembre 1886, dans la famille Gasprinsky. Elle était la deuxième des huit enfants d'Ismail bey et Zuhra Khanum Gasprinsky. Elle avait sept frères et sœurs : Ayder, Mansur, Nikiyar, Danial, Leyla, Behiye, Refat. Les biographies de Chefika mentionnent généralement l'influence déterminante de son père sur son éducation, et ses activités ultérieures, tandis que sa mère, Zuhra Gasprinska, reste injustement dans l'ombre. Zuhra Khanum venait



d'une famille tatare bien connue, de la riche famille de l'industriel et marchand Asfandiyar Aktchurin. Son oncle maternel, Yusif Aktchura (1876-1935), était un penseur exceptionnel, un homme politique tatar et turc, l'un des idéologues du panturquisme et un proche collaborateur de Kemal Atatürk. [...]

Après l'annexion de la Crimée par l'Empire russe en 1783, la femme tatare de Crimée est restée isolée et privée de ses droits pendant un siècle, a mené une vie d'isolement et son cercle de communication s'est limité à sa famille. Il ne serait pas exagéré de dire que l'émancipation est devenue un défi pour le peuple tatar de Crimée, un moteur de changement, a contribué à former une galaxie de femmes dirigeantes et a constitué la base de l'idée de la nation tatare de Crimée et son avenir.

Bien que les femmes tatars de Crimée n'aient pas eu accès à l'époque à l'enseignement supérieur, Chefika a reçu une bonne éducation à la maison. Son premier professeur était la sœur cadette de son père, Selime Pembekhanum Bolatukova, fondatrice et première enseignante de l'école Nouvelle méthode pour filles (*mekteb*) à Bakhchisarai. Plus tard, Chefika a reçu l'enseignement d'Olga Djelakovska de Pologne. La jeune fille maîtrisait donc les langues tatare de Crimée et russe. [...]

Entreprise d'édition familiale

Dès l'âge de 15 ans, Chefika et son frère Refat participent activement à la préparation de la publication du journal *Terdzhiman* et correspondent avec les auteurs d'articles. Et en 1903, elle écrit son premier article. Ce fut le début de son parcours indépendant dans l'édition, qui se poursuit dans ses activités publiques et politiques. En 1905, après l'abolition de la censure, Chefika, à 20 ans, fonde la première publication spécialisée pour les femmes musulmanes



Une du magazine féminin tatar de Crimée *Alem-i Nisvan*, 1906.
(Photo Tahir Nureddinoğlu Kerim.)

en langue tatare de Crimée dans le monde musulman – le magazine *Alem-i Nisvan* (Le monde des femmes). Au début, le journal était publié comme supplément à *Terdzhiman* et se positionnait comme une publication littéraire et pédagogique. Chefika Gasprinska était la rédactrice en chef du magazine et les droits appartenaient à Ismail Gasprinsky. Le magazine abordait des sujets destinés, entre autres, à élever le statut social des femmes, tels que le problème du mariage précoce et le droit de la famille, la santé des femmes liée notamment à la maternité, la mortalité infantile et l'éducation des enfants, les coutumes et la religion. Le magazine a publié des histoires de femmes célèbres, des photographies, des articles sur l'éthique et la moralité, des poèmes et de la prose, des essais historiques et de voyage. [...]

En 1906, quatre numéros de *Alem-i Nisvan* parurent, mais ensuite le magazine arrêta d'être publié. Dans un des derniers numéros en 1907, Chefika écrivait: «Il a été décidé de suspendre la publication du magazine afin de donner à *Terdzhiman* l'occasion de se reposer.» Puis la publication reprit. En 1910,

26 numéros sont publiés, en 1911, 49. La revue se transforme en édition hebdomadaire, et son contenu devient scientifique et pédagogique. Il est lu bien au-delà de la Crimée – au Turkestan, en Égypte et dans d'autres pays. Cependant, les autorités russes ont par la suite interdit *Alem-i Nisvan* sans aucune explication. Toutes les tentatives pour relancer le magazine en 1917 ont échoué.

Mariage

Chefika Gasprinska a rencontré son futur mari Nasib bey Yusifbeyli en 1902 grâce à ses activités professionnelles. Un groupe d'étudiants de l'université d'Odessa avait décidé de se rendre en Crimée, de visiter Bakhchisarai et de rencontrer le légendaire Ismail Gasprinsky. Parmi ces étudiants se trouvait Nasib bey Yusifbeyli, l'un des futurs dirigeants de l'Azerbaïdjan, fondateur de la République démocratique populaire d'Azerbaïdjan et Premier ministre (1919-1920). Chefika évoque dans son journal la première rencontre avec son futur mari :

Des membres de l'Union des étudiants turcs de l'Université d'Odessa (Azéris, Caucasiens du Nord, Criméens, etc.) sont venus en Crimée pour faire connaissance et partagent leurs réflexions. À Bakhchisarai et Akmechet, des banquets et des réunions ont eu lieu en leur honneur. La jeunesse de Crimée a pris une part active aux réunions.

Shefica avait alors 16 ans et Nasib bey 21. [...]

En 1905, Ismail Bey bénit le mariage de sa fille avec Nasib, même s'il s'inquiétait de son avenir, notamment en raison de son déménagement en Azerbaïdjan. La vie de famille de Chefika et Nasib bey a été courte, le couple a connu plus de chagrin que de joie, mais c'est l'amour et les activités communes, les principes et les idéaux qui les ont unis.

Au cours des années suivantes, Chefika Gasprinska-Yusifbeyli a vécu dans deux foyers : la Crimée et l'Azerbaïdjan. À cette époque, le mouvement national s'étendait, le secteur de l'édition devenait plus actif, Chefika travaillait avec son père et son mari. Dans le même temps, elle a donné naissance à deux enfants : une fille et un fils. En fait, le mariage de Chefika a duré six ans, jusqu'à ce que Nasib bey contracte un *kabin* (mariage religieux) avec une autre femme. Malgré l'amour et les remords de son mari, Chefika ne put lui pardonner : fin 1912, elle retourna en Crimée et reprit son nom de jeune fille de Gasprinska mais formellement, elle et Nasib bey sont restés mariés.

Leadere du mouvement des femmes musulmanes

En 1917, Chefika Gasprinska a lancé le mouvement des femmes tatars de Crimée, le Comité exécutif des femmes musulmanes de Crimée (Qadınlar Günü), qui considérait parmi ses tâches la reconnaissance de tous les droits des femmes musulmanes, la protection de la maternité et de l'enfance et l'entrée de femmes musulmanes dans toutes les sphères de l'activité sociale et professionnelle. Sa participation à la diffusion des idées d'émancipation et d'égalité et des droits des femmes est importante.

S'exprimant en 1917, elle a souligné deux raisons principales de la discrimination à l'égard des femmes : l'absence du droit à une patrie et la mauvaise interprétation de l'islam. En avril 1917, une première réunion de femmes eut lieu à Bakhchisarai, au cours de laquelle Chefika fut élue à la tête du comité des femmes musulmanes de la ville. Diverses sources citent un propos tiré de ses archives :



Ce rassemblement a marqué le début de changements dans la position des femmes turques. Pour la première fois dans l'histoire des Turcs et de l'islam, une femme est appelée à la vie publique, elle se redresse et se dit : « Et j'irai ».

Entre avril et mai 1917, des comités de femmes musulmanes sont apparus à Eupatoria, Feodosia, Kertch et dans d'autres villes de Crimée. Par décision du gouvernement national du peuple tatar de Crimée, Chefika Gasprinska fut nommée directrice de l'école pédagogique pour femmes de Simferopol (Dar-ul-muallimin). En août, le Congrès des déléguées des comités des femmes musulmanes de Crimée se tient à Simferopol. Plus de 50 de ses participantes ont adopté un certain nombre de propositions pour la protection des droits des femmes et ont formé le Comité régional des femmes de Crimée (son autre nom est le Comité central des femmes musulmanes). Ilhamiya Tokhtarova est élue à la tête du comité, Chefika Gasprinska, adjointe et Zeynep Amirkhan, secrétaire. [...] Le 1^{er} novembre 1918, à Simferopol, à l'initiative de Chefika Gasprinska et Ilhamiya Tokhtarova, un séminaire pour enseignantes musulmanes est ouvert dans les locaux du Parlement tatar. Le général Robert von Kosch, Jafer Seydamet et Abdullah Lyatif-zade ont pris part aux célébrations à cette occasion. Des félicitations ont été envoyées par l'Université de Tavri, le Club des femmes russes et l'Union des professeurs de russe.



La seule femme au présidium

En 1917, la vie politique battait son plein dans la péninsule, ce qui captivait Chefika Gasprinska. Après la révolution de février 1917, un gouvernement provisoire fut créé en Russie, dirigé par Alexandre Kerenski. Dans cette nouvelle période politique, un

certain nombre de questions se sont posées concernant les relations entre l'État russe et les Tatars de Crimée. Plusieurs options ont été envisagées : l'autonomie culturelle au sein de l'État russe, l'autonomie séparée dans une fédération avec l'État russe, ainsi qu'un État de Crimée indépendant et une séparation complète de la Russie. En peu de temps – du 25 mars 1917 à janvier 1918 – les Tatars de Crimée ont essayé toutes ces options.

Dans le même temps, des événements importants ont eu lieu dans la vie politique et culturelle des Tatars de Crimée. Un musée national a été ouvert dans le palais du Khan¹, et l'Institut pédagogique Ismail Gasprinsky ainsi qu'une école d'art national ont été ouverts dans la madrasa secondaire. Noman Tchelebijkhan, alors chef du Comité exécutif musulman de Crimée, a pris la parole lors de la réunion solennelle au palais du Khan à Bakhchisarai. Son discours, qui décrivait non seulement les tâches de cette époque, est devenu un guide pour les générations suivantes en Crimée :

Afin de protéger la Crimée, d'y établir nos propres lois et notre propre ordre, nous avons décidé de convoquer le *Kurultai* des musulmans de Crimée. Le *Kurultai* est une institution législative bien connue pour assurer l'ordre et la justice pour les Turcs depuis des siècles. Il a apporté la lumière non seulement aux Turcs, mais aussi aux autres peuples. Le *Kurultai* ne cherche pas seulement à asseoir son pouvoir, il rêve également de travailler avec d'autres habitants de Crimée.

En octobre 1917, 20 femmes participèrent à un congrès des organisations populaires à Simferopol, au cours duquel il fut décidé de convoquer le premier *Kurultai* du peuple tatar de Crimée. Le congrès

1. NdT : détruit par les Russes en 2023.



Chefika Gasprinska (6^e en partant de la gauche au deuxième rang) au congrès régional de Crimée en 1917.

annonce un programme permettant aux femmes de participer aux élections aux côtés des hommes. En novembre, 76 personnes furent élues au premier *Kurultaya* du peuple tatar de Crimée, dont quatre femmes: Ilhamiye Tokhtarova, Hatidje Avdji (Yalta), Anife Bodanynska (district de Simferopol) et Chefika Gasprinska (Eupatoria). C'était la première fois dans le monde turc et islamique que des femmes pouvaient être éligibles et étaient élues au sein d'un parlement. Chefika Gasprinska a également été élue au présidium du *Kurultaya*. À cette époque, elle était déjà devenue une personnalité indépendante et influente en Crimée, associée du premier président de la République populaire de Crimée, le chef du peuple tatar de Crimée, Noman Tchelebidzhikhan.

Un autre événement marquant de cette période fut l'inclusion dans la Constitution de la République populaire de Crimée, promulguée en décembre 1917, d'articles sur l'égalité des droits des hommes et des femmes, notamment politiques. En termes de forme et de contenu, la Constitution des Tatars de Crimée constituait la mise en œuvre du droit à l'autodétermination du peuple tatar de Crimée sous la forme d'une autonomie nationale propre et non la constitution d'une entité étatique territoriale. [...]

En 1918, avec l'arrivée des bolcheviks, la situation dans la péninsule change radicalement. Le 13 janvier,

une réunion du *Kurultaya* a eu lieu. Dans la salle, Noman Tchelebijkhan, en présence de plusieurs personnes, dont Chefika Gasprinska, a admis que l'affaire était perdue et qu'il devrait partir en Turquie pour combattre pour la Crimée. Mais son plan n'a pas pu être mis en œuvre. Au moment de la prise de Simferopol par les bolcheviks, Jean Miller et Ismail Firdevs, chef du comité militaire-révolutionnaire de Simferopol, arrivèrent dans la salle où était le *Kurultai*. Ils ont proposé au président du Parlement national des Tatars de Crimée, Asan Aivazov, de faire la paix et d'en informer la population.

Chefika Gasprinska a décrit dans son journal l'atmosphère dans laquelle se sont déroulées les négociations de paix au parlement tatar de Crimée:

Soudain, la porte de la maison menant au jardin s'est ouverte et une foule de marins de Sébastopol s'y est précipitée. Les balles, brisant la vitre, furent tirées dans la pièce. La salle s'est transformée en avant-scène de guerre. Certains amis tombèrent à terre, d'autres se cachèrent sous la table du présidium... Les marins, ayant rempli la salle, atteignirent le dernier étage du bâtiment. Ils ont procédé à cette perquisition du parlement sous prétexte qu'ils avaient reçu des informations selon lesquelles il y avait un entrepôt d'armes. S'ils avaient trouvé au moins une arme, notre situation aurait été égale à la mort.

Fin janvier 1918 déjà, le régime dictatorial radical de gauche dirigé par les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche avaient interdit les activités des organes du gouvernement national autonome des Tatars de Crimée. La publication des journaux *Millet* et *Golos Tatar* a également été interrompue. Certains membres du présidium et du *Kurultaya* ont été arrêtés. Dans la nuit du 14 janvier 1918, les bolcheviks arrêtaient le leader tatar



de Crimée Noman Tchelebidjikhane. Le lendemain soir, Chefika Gasprinska et d'autres députés ont rencontré le chef du VRC [autorité bolchevique] de Simferopol, Jan Miller, et ont demandé la libération de Tchelebidjikhane. Certains députés du *Kurultaya* ont quitté la Crimée, d'autres se sont cachés dans des villages de montagne et de steppe, d'autres parlementaires purent encore vivre normalement.

Les bolcheviks s'emparèrent de l'imprimerie Terdjiman. En l'absence de liberté d'expression, de liberté de la presse et de papier, il devenait impossible de publier un journal. Dans la nuit du 23 février 1918, Chefika Gasprinska et ses frères, collaborateurs de journaux et plusieurs autres personnes se sont réunis et ont décidé de fermer *Terdjiman*. Chefika a expliqué cette décision ainsi: «Nous avons préféré mourir plutôt que d'être tués.» Bientôt, son frère Ayder est arrêté, qui, une arme à la main, a tenté d'empêcher la vente de l'imprimerie familiale.



À la première occasion, Ayder et Mansur Gasprinsky partent pour Istanbul. Chefika en tant qu'écrivaine, militante politique et dirigeante du mouvement des femmes n'était pas inconnue des bolcheviks, elle était également en danger. Mais c'est surtout l'avenir de ses enfants qui l'inquiétait. [...]

Les années 1919-1920 en Crimée ont été marquées par des dictatures «blanches» et la terreur «rouge». Au cours de l'hiver 1920-1921, il n'a même pas été possible de restaurer l'autonomie nationale et culturelle. En octobre 1921, la République socialiste soviétique de Crimée autonome est créée. Le peuple tatar de Crimée est alors empêché de réaliser au maximum ses aspirations étatiques pour diverses raisons, parmi lesquelles il convient de mentionner le manque d'expérience de l'élite politique et le petit nombre de professionnels formés en matière d'administration publique et de finances. La raison fondamentale,

outre l'agression extérieure, est le faible poids démographique des Tatars de Crimée parmi la population de la péninsule: à la suite de la politique de l'Empire russe, les peuples indigènes sont devenus une minorité en Crimée.

1917-1975: la vie en exil, l'Azerbaïdjan et la Turquie

Lorsque la Crimée fut capturée par les bolcheviks, Nasib bey Yusifbeyli écrivit à Chefika et insista pour qu'elle et ses enfants emménagent avec lui. Afin de sauver ses enfants, Chefika Khanum a dû oublier ses griefs: à l'été 1919, elle et ses enfants ont quitté la Crimée et ont déménagé en Azerbaïdjan. Chefika est arrivée à Bakou avec deux valises contenant des vêtements, des jouets pour enfants et des bijoux appartenant à sa mère Zuhra Khanum. À cette époque, Nasib bey Yusifbeyli était le premier ministre de la République démocratique populaire d'Azerbaïdjan.

En Azerbaïdjan, Chefika Khanum a continué à travailler, aux côtés de son mari, elle a participé au développement de l'État: elle a aidé son mari dans ses activités politiques, a rejoint les travaux du parlement, défendant les idées du droit au suffrage des femmes et d'une politique d'égalité. Elle a également fondé des cours pour le personnel des écoles maternelles. En peu de temps, elle réussit à attirer une quarantaine de filles et de femmes vers ces études. La préférence était donnée à celles qui avaient au moins une certaine éducation. Sur la base des cours, il était prévu de créer une école pédagogique.

Cependant, la vie paisible et la période azerbaïdjanaise n'ont pas duré longtemps. L'Armée rouge envahit le pays et après le coup d'État du 28 avril 1920, les bolcheviks commencèrent à traquer les dirigeants de la République. Il était dangereux de



Dirigeantes du mouvement des femmes musulmanes en Crimée :
Zeyneb Amirkhan, Ilhamiye Tokhtarova, Chefika Gasprinska. (Photo : Andriy Ivanets.)

rester à Bakou, Chefika partit pour Istanbul avec ses enfants. Là, elle a appris la mort de Nasib bey, abattu dans des circonstances inconnues. C'est l'une des périodes les plus tragiques et les plus difficiles de sa vie. [...]

Malgré les difficultés rencontrées par sa famille, Chefika ne s'est pas éloignée des idéaux de son père, Ismail Gasprinsky, ni de la cause en laquelle elle croyait. Elle a continué à s'occuper des problèmes des émigrés tatars de Crimée. En 1930, elle fonde et dirige l'Union des femmes tatars de Crimée, conçue pour unir les femmes turques d'origine tatar de Crimée et parler du traitement cruel infligé aux Tatars de Crimée. Son frère Ayder Gasprinsky est l'un des fondateurs de l'Association des immigrants de Crimée, qui s'occupe des problèmes des réfugiés de Crimée. Chefika a écrit : « Cette persécution religieuse, qui est officiellement et légalement menée par le gouvernement, se révélera effrayante au fil des années. » Malheureusement, elle ne s'est pas trompée : après quatorze années de pouvoir, les dirigeants soviétiques ont expulsé les Tatars de Crimée de Crimée. [...]

Jusqu'à la fin de ses jours, Chefika fut troublée par le sort tragique de son mari, Nasib bey Yusifbeyli. Toute sa vie, elle a tenté de connaître les circonstances de sa mort, car son corps n'a jamais été retrouvé. Dans les années 1950, Chefika écrivait dans son journal : « Où que tu sois, Nasib, dans l'eau ou sur terre, que la lumière soit autour de toi ! » Et pour la première fois depuis de nombreuses années, elle a recommencé à signer sous le nom de Gasprinska-Yusifbeyli.

Chefika Khanum Gasprinska est décédée le 31 août 1975 à l'âge de 88 ans. Elle a laissé un immense héritage. Son activité est devenue sa vie et son destin a choisi sa voie. Fille de son père et de son peuple, elle a porté les idées d'Ismail Gasprinsky tout au long de sa vie. Chefika s'est battue pour la Crimée et pour l'égalité des femmes, où qu'elle se trouve : en Crimée, en Azerbaïdjan ou en Turquie. Après chaque victoire, elle a été rattrapée par les coups du sort, qu'elle a endurés avec courage et n'a abandonné que dans les derniers jours.



ÉCLAIRAGES

Holodomor: les trous d'un vieux manteau recouverts par des parcelles d'histoire

ALLA SOLOD¹

Je décrirais l'histoire de ma famille comme un vieux manteau d'hiver que vous pouvez avoir dans l'armoire de vos parents ou de vos grands-parents. En général, un tel manteau est d'un style ancien et dans une matière chaude qui réchauffe et donne de la force quand il fait froid. Son aspect vintage se combine facilement avec le monde moderne, lui ajoutant de nouvelles significations et de nouvelles formes. Vous pouvez vous envelopper dans un tel manteau et vous sentir protégé.

Mon manteau, comme celui de la plupart des Ukrainiens de ma génération, a des trous ici et là, des manches brûlées et décolorées, des initiales du propriétaire et du lieu de fabrication effacées. On ne sait pas qui l'a porté, quand et comment, si cette personne était heureuse, à quoi elle rêvait et ce qu'elle raconterait. Avec le temps, nous recouvrons ces trous par des parcelles d'histoire, en retrouvant des motifs similaires dans les histoires des uns et des autres, en essayant de comprendre où et comment ce manteau

1. Militante féministe ukrainienne, bénévole à ZNOvU, une association qui aide les enfants des territoires occupés, et au comité marseillais du RESU. 7 décembre 2023.

est apparu, et donc comment il s'est retrouvé dans nos placards.

Dans l'histoire de ma famille, l'un de ces trous dans le manteau est l'Holodomor. Au début des années 2000, après la «révolution orange», nous avons commencé à allumer des bougies pour les personnes mortes de faim en 1932 et 1933. À l'école, on nous a raconté l'histoire des trois épis pour lesquels on pouvait être emprisonné. On nous a montré des photos avec des corps d'enfants gonflés qui ne ressemblaient en rien à mes amis ni à moi. Je n'ai pas compris qui étaient ces gens et pourquoi ils étaient morts de faim. Même le fantôme de la faim, qui se rappelait souvent à moi à travers le comportement de mes aînés, ne me permettait pas de réaliser que cela faisait partie de mon histoire.

Des cosses de graines de tournesol ont sauvé notre famille

Les parents de ma mère sont originaires de la région de Louhansk, dans le Donbass, en Ukraine. Mon grand-père, Mykola, est originaire de la ville de Svatove. D'après les souvenirs de ma mère, ni lui ni ses parents n'ont jamais parlé de la famine. C'était un sujet interdit. Une seule fois, lorsqu'elle a entendu le mot *makukha* et qu'elle a demandé à mon grand-père ce que cela signifiait, il a répondu que c'étaient les cosses de graines de tournesol moulues qui avaient sauvé la vie de notre famille pendant la famine. Plus tard, lorsque mon grand-père est décédé, nous avons appris que de nombreuses personnes dans la région de Louhansk avaient été sauvées par les champs de tournesols, où les villageois collectaient secrètement les cosses de tournesol et les mangeaient.

Ma grand-mère, Nila, adorait nous regarder manger, mon frère et moi. Elle finissait chaque miette





Ma mère avec mon arrière-grand-mère, Varvara, à Popasna.

après nous, séchait le pain au cas où il n'y en aurait plus et buvait de l'eau sucrée pour prendre du poids. Elle est née à Popasna, dans la région de Louhansk. Son père, Mykhailo, y a déménagé de l'oblast de Poltava lorsqu'il était adolescent. Il était le fils d'un célèbre forgeron, Hryhoriy. Au début de la collectivisation, tous les paysans qui possédaient un lopin de terre ou une petite propriété ont subi la confiscation forcée de leurs biens, des milliers d'entre eux ont été déportés dans d'autres régions ou ont été envoyés au goulag. Pour échapper à cette menace, le forgeron a brûlé sa maison et son atelier, a laissé partir tous ses animaux, a rassemblé ses enfants et est parti pour le Donbass travailler dans une usine et commencer une nouvelle vie. L'industrialisation a eu lieu là-bas et des milliers de paysans ont tenté de s'y réfugier pour trouver du travail. Ils ont ainsi échappé à la mort car, pendant la famine, les autorités soviétiques ont confisqué aux paysans non seulement leurs terres, mais aussi tous leurs animaux, la nourriture et leurs équipements de cuisine. Au moins 3,9 millions de personnes sont mortes de faim.

Hryhoriy, le forgeron, interdisait à sa famille d'évoquer la vie à Poltava et de critiquer les autorités,

et si cela se produisait, il devenait extrêmement anxieux, comme si une bête était au coin de la rue. Pendant l'Holodomor, la mère de ma grand-mère, Varvara, est également arrivée à Popasna depuis la région de Poltava alors qu'elle était adolescente. Elle était orpheline, toute sa famille étant morte à cette époque. Elle a fait semblant d'oublier tout ce qui lui était arrivé auparavant. Même son nom. Elle est arrivée à Popasna le jour de sainte Varvara, et a ainsi reçu une nouvelle vie et un nouveau prénom dans le Donbass.

Recoudre mon manteau et empêcher la Russie d'y faire d'autres trous

Ces noms, les souvenirs du Donbass et la peur panique de la faim dans la famille ont simplement existé autour de moi, sans être reliés d'aucune manière à une histoire unique. Ma grand-mère, Nila, est morte en mars 2020 et, lors de ses funérailles, mon oncle Oleksandr, qui était resté à Popasna avec



Ma mère assise sur les genoux de ma grand-mère, à côté de son père, à Svatove, région de Louhansk.



Moi, la grand-mère Nila et le tournesol qui a sauvé notre famille dans notre jardin

sa famille, a commencé à parler de la guerre et des explosions dont il rêvait encore. Nous étions tous mal à l'aise et silencieux, car il n'y avait pas de guerre autour de nous. En 2021, mon oncle Sasha a construit un monument à la mémoire de notre ancêtre, le forgeron, à Popasna, et a promis de nous le montrer lorsque nous viendrions visiter le lieu où se trouve notre famille. Dans ces moments-là, il me semblait qu'un autre trou dans mon manteau était sur le point d'être réparé et qu'il ne serait plus si difficile de dire où je l'avais eu.

En mars 2022, la maison de Popasna a été détruite et l'oncle Sasha a promis à ma mère au téléphone de l'évacuer. Quelques jours plus tard, il a été tué dans sa cour par un bombardement russe, où ses voisins l'ont enterré. Nous ne savons pas ce qu'il est advenu du monument de notre arrière-grand-père, car les villes de Popasna et de Svatove sont sous occupation russe depuis mai 2022.

Depuis cette année, je fais tout ce que je peux pour recoudre mon manteau et empêcher la Russie d'y faire d'autres trous pour les prochaines générations de ma famille.

Les Ukrainiennes luttent contre l'escalade de la violence sexiste dans le contexte de la guerre

DARIA SHULJENKO¹

Liudmyla Huseinova ne pouvait pas voir ceux qui lui enlevaient ses vêtements² Elle avait un sac sur la tête et ses mains étaient menottées. Elle était horrifiée au plus haut point et n'avait aucune idée de l'endroit où elle se trouvait.

Plus tôt dans la journée, des militants russes s'étaient emparés de Mme Huseinova à son domicile de Novoazovsk, dans la partie occupée de l'oblast de Donetsk. Ses positions pro-ukrainiennes ont été à l'origine de la perquisition et de la détention.

Dans certains locaux où il faisait très froid, elle a été placée face au mur : «Vous savez que vous êtes

1. Daria Shulzhenko est journaliste au *Kyiv Independent*. L'article a été publié dans [The Kyiv Independent](#), que nous saluons au passage. Note de la rédaction de *The Kyiv Independent* : cet article a été parrainé par les organisations à but non lucratif HIAS et Voice qui travaillent ensemble pour résoudre le problème de la violence contre les femmes et les filles en Ukraine, dans le cadre du projet «Partnering for Change : A Project Partnership Centering Women and Girls in the Ukraine Regional Response». La traduction française est reprise de [Entre les lignes entre les mots](#).

2. Note de l'auteur : les femmes présentées par leur nom complet dans l'article ont accepté de révéler leur identité. L'article contient des descriptions qui peuvent heurter la sensibilité.



impuissante et que vous ne pouvez rien faire», a déclaré Mme Huseinova, aujourd'hui âgée de 61 ans, au *Kyiv Independent*: «Vous vous tenez là, un sac sur la tête, les mains menottées. On vous déshabille et on vous touche. Ils se moquent de vous, vous pincent et vous frappent.»

Pour Mme Huseinova, ce fut le début de trois années de captivité en Russie, au cours desquelles elle a été témoin de nombreuses violations des droits des êtres humains, notamment des agressions sexuelles et des coups portés à des femmes ukrainiennes.

Mme Huseinova fait partie des 108 femmes libérées le 17 octobre 2022. Des expériences comme la sienne sont courantes parmi les femmes en Ukraine, mais seules quelques-unes choisissent d'en parler.

En ce sens, l'Ukraine ressemble beaucoup au reste du monde, où la violence à l'égard des femmes et des filles est monnaie courante et où les guerres ne font qu'aggraver la situation, selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits des êtres humains. Même pour les non-captives, le stress, l'anxiété, l'instabilité économique et sociale causés par la guerre créent des conditions propices à l'augmentation de la violence domestique et d'autres abus.

En octobre 2022, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré que l'invasion à grande échelle avait déjà «augmenté la violence sexuelle et sexiste, y compris la violence sexuelle liée au conflit» en Ukraine – «pourtant, la plupart des cas ne sont jamais signalés».

«Celles qui ont souffert de la violence restent souvent silencieuses parce qu'elles craignent les regards critiques, les ragots et la condamnation. Nous sommes une société d'individus libres qui se battent pour la justice», a déclaré la première dame Olena Zelenska lors de la conférence «Uni-es pour la justice» en mars.

Notre tâche principale est de rendre cette justice aux survivantes des crimes horribles de cette guerre épouvantable. Nous devons avant tout leur fournir un traitement équitable, un soutien, du respect et de l'aide.

La violence sexuelle comme arme

À son retour en Ukraine, Huseinova a pris une longue douche chaude, essayant de se débarrasser de l'odeur insupportable de la prison russe.

Elle a passé cinquante jours à Izoliatsia, un centre de torture situé dans la partie occupée de Donetsk, qui serait géré par le FSB, puis environ trois ans dans un centre de détention provisoire de Donetsk. Elle savait que si elle sortait un jour, elle continuerait à se battre pour la liberté et la justice des autres femmes ukrainiennes.

Selon le ministère de la réintégration des territoires temporairement occupés, au moins 126 Ukrainiennes, dont 80 civiles, étaient en captivité en Russie en juin 2023. «Elles y sont toujours. Je sais quels risques elles courent, dans quelles conditions elles se trouvent et à quel point c'est difficile pour elles, physiquement et psychologiquement», explique Mme Huseinova.

À cette fin, elle a rejoint Sema Ukraine, une organisation à but non lucratif qui réunit et soutient les femmes qui ont survécu à des violences sexuelles liées au conflit, ou CRSV. L'organisation a été fondée en 2019 et, après 2022, elle est passée de moins de 20 à plus de 50 femmes, toutes survivantes.

La responsable du groupe, Iryna Dovhan, a subi des tortures en public. Des photos d'elle attachée à un poteau et battue dans une rue de Donetsk ont horriifié le monde entier en 2014.



Depuis, les violences sexuelles sont monnaie courante dans les territoires occupés, mais elles ont véritablement pris de l'ampleur après l'invasion totale. «En 2022, ils ont reçu un mandat pour se comporter sans retenue. Ils ont gagné encore plus de confiance dans l'impunité», a déclaré Dovhan au *Kyiv Independent*.

Le bureau du procureur général de l'Ukraine a enregistré 235 cas de violence sexuelle et sexiste, principalement à l'encontre de femmes, depuis le 24 février 2022. «En fait, il y a beaucoup plus de crimes de ce type, ce qui est également confirmé par nos partenaires internationaux. Les survivantes ont le plus souvent honte et peur de signaler ces crimes», a déclaré en mars la vice-première ministre chargée de l'intégration européenne, Olha Stefanishyna.

Un rapport de la commission d'enquête internationale indépendante des Nations unies sur l'Ukraine fait état d'un certain nombre de cas où «les soldats russes ont fait irruption dans les maisons des villages qu'ils occupaient, ont violé des femmes et une jeune fille, et ont commis d'autres crimes de guerre contre les victimes et les membres de leur famille».

Parmi les cas étudiés dans les oblasts de Kherson et de Zaporijjia, les victimes de viol comprenaient une jeune fille de 16 ans et des femmes âgées de 19 à 83 ans. Parmi elles, une jeune fille enceinte de 16 ans et trois femmes plus âgées vivant seules, ou avec de jeunes enfants, ou avec des membres de leur famille souffrant d'un handicap.

Pramila Patten, représentante du secrétaire général des Nations unies pour les violences sexuelles en période de conflit, a déclaré en octobre dernier que le viol faisait partie de la «stratégie militaire» de la Russie et qu'il s'agissait d'une «tactique délibérée pour déshumaniser les victimes».

«L'utilisation systématique de la violence sexuelle comme arme de guerre est l'une des caractéristiques des crimes de masse contre les civils commis par les troupes russes en Ukraine», déclare le procureur général Andrii Kostin. «Nous considérons également les violences sexuelles liées aux conflits comme un élément de génocide». Dovhan est d'accord :

La violence sexuelle liée aux conflits est très traumatisante. Elle a des conséquences à long terme qui détruisent non seulement la vie de la personne qui l'a subie, mais aussi tout son cercle social, sa famille et sa descendance.

Mais même lorsque les Russes ne peuvent pas atteindre les femmes, la violence sexiste, elle, peut les atteindre. Les cas de violence domestique sont de plus en plus nombreux.

«Nous ne pouvons pas dire que les femmes (ukrainiennes) sont protégées contre la violence sexiste et la violence domestique», déclare Halyna Iegorova, responsable du groupe de protection contre la violence sexiste au bureau de représentation ukrainien de l'organisation à but non lucratif HIAS, basée aux États-Unis :

Mais la grande différence est que dans le territoire occupé, il n'y a pas d'accès aux services d'aide, contrairement aux zones contrôlées par l'Ukraine, où de telles opportunités existent.

Aucun endroit n'est sûr

En Ukraine, deux femmes sur trois subissent des violences psychologiques, physiques ou sexuelles au cours de leur vie, et 18 % des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans ont subi des violences de la part de leur partenaire intime, selon l'OMS.

Valentyna, 56 ans, résidente de l'oblast de Vinnytsia, a été témoin de cette situation : sa famille a subi des



années de violence de la part de son neveu, âgé de 36 ans. La situation a empiré après le début de l'invasion à grande échelle. «En mai et juin seulement, j'ai dû appeler la police à quatre reprises», a déclaré Valentyna au *Kyiv Independent*.

Alors que l'invasion dure depuis près de deux ans, la violence domestique dans le pays s'aggrave. En août, le responsable de la police nationale, Serhii Aloskin, a déclaré que le nombre de cas avait augmenté de 40 % par rapport à l'année dernière.

En octobre 2023, la police a enregistré près de 244 000 appels pour violence domestique, soit autant que pendant toute l'année 2022, selon le ministre de l'intérieur Ihor Klymenko. «Le stress psychologique, la pression émotionnelle, la séparation des familles, le chômage et d'autres facteurs aggravent la situation de la violence domestique dans le pays», a déclaré Klymenko.

La psychanalyste Iryna Kuratchenko partage cet avis, ajoutant que de nombreux soldats sont psychologiquement traumatisés lorsqu'ils rentrent du front.

«Il y a eu une augmentation du nombre de cas dans lesquels des militaires masculins commettent des violences domestiques», a déclaré au *Kyiv Independent* Mm Kuratchenko, qui dirige également l'association de psychologues et de psychanalystes Vzayemodiya, une ONG basée à Zaporijjia, qui soutient les survivantes de violences basées sur le genre.

Elle raconte par exemple l'histoire d'une femme qui s'est retrouvée piégée et incapable de fuir son mari violent lorsque l'invasion à grande échelle a commencé.

Certaines femmes se sont retrouvées coincées dans les zones occupées, à la fois avec leurs partenaires violents et avec les Russes rapaces.

Même lorsqu'elles fuient la guerre, les femmes ukrainiennes sont toujours en danger. Une étude

réalisée en 2022 par l'université de Birmingham, comportant 32 entretiens avec des femmes ukrainiennes réfugiées ou déplacées à l'intérieur du pays, a révélé que toutes avaient été victimes de violences de guerre.

«Certaines avaient subi des violences sexuelles et sexistes avant la guerre, tandis que d'autres avaient été exposées à différentes formes d'abus qui s'étaient poursuivis pendant le conflit, en transit, puis une fois qu'elles avaient trouvé refuge.»

Les femmes qui fuient laissent derrière elles tout leur système de soutien, y compris leurs amis, leur famille et les professionnel·les de santé en qui elles ont confiance, explique Mme Iegorova. Il est beaucoup plus difficile de trouver de l'aide dans un endroit inconnu, ce qui décourage les femmes d'essayer.

Les survivantes choisissent souvent de ne pas signaler les violences sexistes, par manque de confiance dans le système judiciaire ou par crainte de l'agresseur.

Les organisations ukrainiennes et internationales se sont mobilisées pour faire évoluer cette perception.

S'exprimer, demander justice

Selon Mme Kuratchenko, l'Ukraine a réalisé des progrès significatifs en matière de traitement et de réaction à la violence liée au sexe ces dernières années. Le Parlement a finalement ratifié la convention d'Istanbul, dont les signataires collaborent pour protéger les victimes et poursuivre les auteurs.

«Cela signifie également que chaque année, le pays doit rendre compte de la manière dont il respecte la convention d'Istanbul. C'est une grande responsabilité» explique M. Kuratchenko. «L'État, les organismes d'application de la loi et d'autres structures font beaucoup, mais la guerre... prévaut.»



La police nationale compte plus de 60 unités chargées d'intervenir en cas de violence domestique, de conseiller les victimes et d'essayer de prévenir ces crimes, selon son rapport du 23 novembre.

L'éducation est un élément essentiel de la prévention. Mme Iegorova explique que de nombreuses personnes en Ukraine «vivent sans se rendre compte que la violence fait partie de leur vie», car elles ne peuvent pas l'identifier.

«C'est pourquoi notre organisation, ainsi que d'autres organisations travaillant dans le domaine de la santé et de la sécurité publiques, a pour tâche principale de sensibiliser la population à ces questions afin qu'elle puisse les reconnaître», explique-t-elle.

«Ce n'est que lorsqu'une personne reconnaît qu'elle vit dans une situation de violence et qu'elle comprend qu'elle est victime de violence qu'elle peut chercher de l'aide par elle-même.»

Selon Mme Iegorova, HIAS a récemment organisé un programme éducatif de huit semaines à l'intention des femmes, leur apprenant à identifier la violence liée au sexe et à savoir où chercher de l'aide.

«Nous nous efforçons également de faire en sorte que des informations sur les organisations travaillant dans le domaine de la violence liée au sexe soient disponibles dans chaque conseil rural ou urbain, dit-elle. Nous nous efforçons de les distribuer même dans les hôpitaux ou les cliniques pour femmes, afin que les personnes qui viennent les consulter puissent voir les brochures.»

Basée dans la région partiellement occupée de Zaporijjia, Vzeymodiya organise notamment des formations pour les forces de l'ordre locales et d'autres spécialistes, leur apprenant à identifier les CRSV, à communiquer avec les survivantes et à savoir où les orienter pour qu'elles obtiennent l'aide dont elles ont besoin, y compris un soutien psychologique.

En plus d'informer les Ukrainien·nes et le monde entier sur les actes de violence sexuelle commis par les troupes russes, Sema Ukraine contribue également à documenter ces cas, afin de traduire les auteurs en justice.

L'organisation aide également les survivantes à obtenir une assistance médicale, sociale et juridique et soutient leurs familles, en particulier les enfants.

«Ce qui rend notre organisation remarquable, c'est que nous avons plus d'une douzaine de femmes qui ont réussi à transformer leur traumatisme en capacité post-traumatique au sein de l'organisation», explique Dovhan.

«Elles sont actives, elles aident les autres et elles servent d'exemple aux nouvelles femmes qui rejoignent l'organisation.»

Plusieurs autres organisations dirigées par des femmes soutiennent les survivantes de violences basées sur le genre dans toute l'Ukraine.

L'organisation Green Landia, basée à Kharkiv, a par exemple récemment créé des «espaces de soutien pour les femmes et les filles» dans la capitale régionale et dans l'oblast, proposant des sessions éducatives et psychologiques, des ateliers d'art et d'autres activités.

À Kherson, l'organisation Uspishna Zhinka (Successful Woman en anglais) éduque les femmes sur les «relations saines et malsaines», les stéréotypes de genre et l'égalité. Elle travaille également à l'autonomisation économique des femmes pour les aider à échapper à la violence domestique.

Pour avoir un impact encore plus important, ces organisations ont également besoin de soutien.

En collaboration avec l'organisation féministe mondiale Voice, HIAS soutient de petites organisations ukrainiennes dirigées par des femmes, telles que Sema Ukraine, Uspishna Zhinka, Green Landia



et Vzayemodiya. Les subventions leur permettent de fournir des conseils individuels et collectifs ainsi que des biens de première nécessité aux survivantes de la violence liée au sexe et de la violence sexuelle et sexiste.

«Les groupes de soutien pour les femmes qui ont subi des violences domestiques sont très efficaces, surtout lorsque celles-ci partagent leurs propres expériences. C'est le moyen le plus efficace pour elles d'entrer en contact et de guérir», explique Mme Kuratchenko.

Le financement de ces organisations est important car, comme le souligne Mme Iegorova, elles «apportent un soutien solide à la population locale. Sans elles, il serait beaucoup plus difficile pour l'État de répondre aux besoins de la population.» Toutefois, pour recevoir une aide cruciale et entamer une action en justice, les victimes de violences sexistes doivent commencer par signaler ce qui leur est arrivé.

Le médiateur ukrainien, Dmytro Lubinets, affirme que les récits des victimes de la violence sexuelle et sexiste sont «leurs armes dans la lutte contre l'agresseur et servent d'outils dans les mains des forces de l'ordre sur le champ de bataille juridique».

«N'ayez pas peur de vous exprimer. N'ayez pas peur d'exiger que les auteurs soient punis», ajoute Mme Huseinova.

Bonjour, ici Daria Shuljenko. J'ai écrit cet article pour vous. Depuis le premier jour de la guerre totale menée par la Russie, je travaille presque sans relâche pour raconter les histoires des personnes touchées par l'agression brutale de la Russie. En racontant toutes ces histoires douloureuses, nous contribuons à tenir le monde informé de la réalité de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. En soutenant le *Kyiv Independent*, vous pouvez nous aider à continuer à dire au monde la vérité sur cette guerre.



MAÏDAN

RETOUR VERS LE FUTUR

1

Défense de la démocratie

VITALII DUDIN¹

Le cauchemar de l'Ukraine est maintenant terminé. En faisant assassiner des centaines de personnes Victor Ianoukovytch a commis un suicide. Mais — et c'est le plus important — nous avons élaboré l'instrument le plus précieux de la transformation : la solidarité et l'entraide. Nous ne devons pas abandonner l'expérience de l'auto-organisation.

Lorsque Ioulia Timochenko a été libérée, le peuple a déjà affirmé avec force qu'il n'avait pas besoin d'une «main forte». Si des oligarques, dont la seule différence avec ceux qui ont fui est d'avoir fait assassiner un peu moins de gens, tiraient les fruits de la mobilisation populaire, ce serait immoral. Et ce serait folie de confier la défense de la démocratie aux forces de l'extrême droite, pour lesquelles la liberté signifie la dictature contre ceux qui pensent autrement ou qui sont étrangers.



Synthèse

Pour que la victoire populaire puisse se développer il faut s'orienter vers le socialisme véritable et la démocratie directe. Il ne faut pas avoir peur du socialisme, de même qu'il ne faut pas craindre l'auto-organisation. Les oligarques ont déjà depuis longtemps leur confort – à nos frais.

1. À l'époque où il écrivit ce texte, Vitalii Dudin était membre de l'organisation ukrainienne Opposition de gauche. Il est aujourd'hui membre de Sotsialnyi Rukh.

Le temps n'est-il pas maintenant venu pour que les gens simples vivent aux frais des parasites? Lorsque, fin novembre 2013, les militants de gauche ont lancé l'appel à l'auto-organisation, ils ne pouvaient imaginer à quel point le peuple prendrait rapidement ses responsabilités pour balayer la classe politique honnie.

Les politiciens voudraient imposer des organes dirigeants rénovés, mais en puisant dans la même classe politique. Même s'ils parviennent à se mettre d'accord sur la composition du gouvernement, cela ne va nullement améliorer notre vie.

Nous ne sommes pas capables d'influencer ces nominations, mais nous pouvons limiter leurs pouvoirs en construisant un réseau qui empêchera l'usurpation du pouvoir. Chaque citoyen paye les impôts et donc devrait être impliqué dans la mise en œuvre du gouvernement; tous ceux qui produisent la richesse sociale devraient participer à la gestion de l'entreprise.

Afin de vraiment démocratiser la société il faut mettre en œuvre les mesures suivantes :

1. Transférer la propriété des entreprises des mains de «la famille» et la mettre sous le contrôle des collectifs de travailleurs, qui la protégeront des vols, auront accès aux informations économiques et financières et choisiront les directeurs.
2. Auto-organiser les quartiers et les régions par la création des assemblées du peuple, afin d'assurer la légalité, de contrôler la terre et les ressources naturelles, de créer les centres de lutte contre la corruption, de garantir le bien-vivre.
3. Soumettre les nominations des dirigeants à l'approbation des conseils civiques auprès des ministères.
4. Obliger tous les établissements et toutes les entreprises publics à rendre des comptes en continu sur le web. Chaque école et chaque ministère doivent



être transparents! Les avancées technologiques doivent être au service du peuple.

5. Relancer l'Institut d'observation du respect des droits humains – par l'élection des représentants des associations civiques, qui doivent avoir le droit d'accès partout dans le ministère des affaires intérieures et le droit de suspendre tout responsable de secteur dans ce ministère – et garantir l'exterritorialité des universités.

6. Assurer l'arrestation des responsables régionaux là, où la force a été employée contre les manifestants.

7. Lancer le processus de formation des conseils de travailleurs – organes élus dans les entreprises, qui auront l'accès à toutes les informations commerciales, le droit de les divulguer, celui de distribuer les bénéfices de manière à satisfaire les besoins publics, d'élire les directions et de fixer le niveau des salaires.

De la part du Conseil suprême de l'Ukraine [le Parlement] il faut exiger:

1. La suppression du poste du président et de celui de «président par intérim». Même dans la Constitution de 2004 trop de choses dépendent de la volonté d'un seul. Le poste «par intérim» n'est même pas prévu par la Constitution!

2. Réduire à 1 % des suffrages la barrière d'éligibilité des candidats aux élections: si les bureaucrates parlementaires n'ont pas peur de la concurrence, qu'ils le montrent! Les élus doivent pouvoir être révoqués. Les prochaines élections doivent avoir lieu après la «lustration¹ des millionnaires»: ceux qui ont plus d'un million de dollars et les managers qui sont à leur service n'ont pas le droit de participer aux élections.

3. Assurer l'éligibilité des juges des tribunaux et des chefs de la police locale.

Kyiv, 2 mars 2014

UNION SOCIALISTE «OPPOSITION DE GAUCHE»²



L'intervention armée russe a été rendue possible par les divisions dans la société ukrainienne. Son unité est impossible avec les oligarques et les chauvins au pouvoir. Seule la solidarité sauvera l'Ukraine.

1. Nous sommes pour l'autodétermination de la Crimée qui n'est possible que par le retrait des troupes russes. Nous sommes pour le droit des peuples à l'autodétermination, pas pour celui d'une élite mercenaire à «s'autodéterminer» sous la protection des armes automatiques russes. La logique

1. Désigne le processus employé dans les années 1989-1991 pour empêcher des anciens responsables des services secrets et de polices des régimes «comunistes» déchus de continuer à avoir des fonctions dans l'administration.

2. Traduit et publié par Vincent Présumey sur *Mediapart* le 9 mars 2014, le texte est daté du 2 mars, juste après la mainmise militaire russe sur la Crimée. Vicent Présumey présentait l'Union socialiste comme un groupe présent sur le Maïdan qui proposait l'unification de ce que l'on appelait «la gauche du Maïdan»

d'un tel séparatisme en Crimée est la renaissance de l'empire russe, avec un danger de guerre mondiale.

2. Le prétexte de l'agression de Poutine a résidé dans l'hystérie nationaliste que les leaders de Maïdan ont ignorée. Les blagues xénophobes agressives sont considérées comme choses normales, et encore aujourd'hui nous avons, sur les piquets antiguerre, des slogans provocateurs tels que «Gloire à la nation! Mort aux ennemis!». La manipulation par le Kremlin de ces slogans a servi à effrayer les habitants de l'Est et du Sud. Mais l'agression initiée par la Fédération de Russie est clairement impérialiste et dirigée contre la république révolutionnaire, contre la vraie révolution, celle qui affronte les oligarques, celle qui ne fait que commencer, celle qui va mettre la question sociale à l'ordre du jour.



Une pseudo-guerre de libération sous la conduite des oligarques ukrainiens viserait à la fascisation de la société : à son unification autour d'intérêts nationaux mythiques, à la dictature et à des politiques sociales visant à concentrer les richesses dans les mains de l'oligarchie. Notre gouvernement ne peut pas prétendre à la légitimité populaire sans que soit engagé un règlement de compte social. L'intervention étrangère vient le légitimer de l'extérieur – nous serions forcés d'aimer ce régime, et pas seulement notre pays. Le pouvoir en Ukraine revient progressivement aux mains des oligarques (Kolomoisky et Taruta ont été nommés gouverneurs). Les oligarques ont pillé notre pays, et maintenant il faudrait que les gens affaiblis défendent leur État corrompu!

3. Maïdan est hétérogène – les nationalistes radicaux polluent le mouvement avec leur xénophobie, mais heureusement ils ne déterminent pas les exigences de Maïdan. Il faut que les habitants du Sud et de l'Est et les minorités ethniques sachent que se sont dressés sur le Maïdan de nombreux représentants des



Affrontements à Kyiv le 18 février 2014. (© Mstyslav Chernov.)

forces internationalistes, de gauche et démocratiques. Soutenir le mythe du «Maïdan fasciste», c'est en fait légitimer l'emploi de la force par les néonazis contre les citoyens qui les combattent. Nous sommes atterrés de voir les idées antifascistes manipulées pour justifier l'intervention. L'antifascisme passe par la solidarité, pas par l'intervention!

4. Les citoyens de l'Ukraine orientale et centrale doivent faire pression sur le gouvernement pour refuser toute discrimination linguistique, destruction de monuments ou incitations à la haine. L'ukrainisation des oligarques ne peut être imposée que par des moyens réactionnaires. Le droit d'user de la langue maternelle dans toutes les régions doit être reconnu. La renaissance nationale-culturelle des Ukrainiens et des autres peuples de notre pays est inséparable de la résolution des questions sociales.

5. Nous sommes pour la défense d'une Ukraine unie, comme un ensemble culturel unifié. La coexistence de multiples identités est la condition d'une riche culture humaine universelle. Si le pays éclate, l'ordre chauvin s'imposerait de part et d'autre. Tous les conflits en Ukraine résultent de la dictature des oligarques. L'Ukraine doit être consolidée sur la base de la destruction du pouvoir des oligarques – les travailleurs de l'Est et du Sud eux aussi veulent le

changement social et ils doivent comprendre qu'en étant entraînés dans le conflit toute perspective d'amélioration serait renvoyée à un futur improbable.

6. Le pouvoir dans la Fédération de Russie est aux mains des plus conservateurs des défenseurs des intérêts du capital. Ceux qui soutiendraient un référendum de «réunification» avec la Russie doivent donc s'attendre à un État policier et à une politique anti-sociale. Quoiqu'en disent les nationalistes bourgeois ukrainiens, il n'y a pas la moindre trace de socialisme en Russie. La population en Ukraine haïrait les Russes encore plus, tandis que les illusions impérialistes et revanchardes grandiraient dans les masses russes. Les promesses à la Hitler sur une vie meilleure éternelle aboutiraient à une catastrophe pour la nation agresseuse elle-même. Et nous ne devons pas oublier que cette guerre serait aussi une opportunité pour le capital occidental pour introduire ses forces armées et saisir une part du territoire ukrainien.

7. La population russophone d'Ukraine et les Russes qui ne veulent pas de la guerre ont un rôle clef à jouer. Ils doivent saboter la mobilisation et les mouvements des armées d'occupation, agir contre le gouvernement russe et le capital russe. L'impérialisme russe veut imposer sa domination à travers un référendum [en Crimée]. Nous en appelons à des brigades internationales pour maintenir l'État de droit, s'opposer aux chauvinismes mutuels, défendre les installations stratégiques, mener la propagande parmi les troupes, et s'opposer au désarmement des forces ukrainiennes. C'est l'autodéfense des travailleurs dans les entreprises qui repoussera l'agression, indépendamment des sales mains de leur «propriétaire» auxquels on ne peut pas faire confiance. Formez des groupes de combat sous votre contrôle, en qui vous ayez confiance! L'armée ukrainienne doit être placée sous le contrôle des citoyens. Pourquoi mourir

pour les nationalistes Parubiy ou Yaroch? Ils ont sur leur conscience leur tactique inepte sur l'Euromaïdan et le fait d'avoir attisé les hostilités interethniques. Faut-il mourir pour les intérêts des Akhmetov-Kolomoisky? Les travailleurs de toutes les nations doivent s'unir contre les oligarques, sur la base de leurs communs intérêts de classe.

À bas les gangsters devenus séparatistes!

À bas l'impérialisme russe!

À bas les chauvins ukrainiens!

Longue vie à l'Ukraine ouvrière et indépendante!

L'Euromaïdan, une action de désobéissance civique libératrice et non extrémiste

COLLECTIF¹

Nous sommes un groupe de chercheurs comprenant des spécialistes dans le domaine des études sur le nationalisme ukrainien et la plupart des rares experts mondiaux sur la droite radicale ukrainienne post-soviétique. [...] Nous sommes conscients des problèmes, des dangers et du potentiel de l'implication de certains groupes d'extrême droite dans les manifestations ukrainiennes. [...]

1. Publié le 9 février 2014 sur [Europe solidaire sans frontières](#). Parmi les signataires de ce texte, on relève celle de Maksym Butkevych.





Si nous critiquons les activités de l'extrême droite lors de l'Euromaïdan, nous sommes néanmoins troublés par une tendance dangereuse dans trop de reportages des médias internationaux traitant des récents événements en Ukraine. Un nombre croissant d'évaluations profanes du mouvement de protestation ukrainien, à un degré ou à un autre, déforment le rôle, l'importance et l'impact de l'extrême droite ukrainienne au sein du mouvement de protestation. De nombreux rapports affirment que le mouvement pro-européen est infiltré, dirigé ou pris en charge par des groupes radicalement ethnocentristes de la frange nationaliste. Certaines présentations donnent l'impression trompeuse que des acteurs et des idées ultranationalistes sont au cœur ou à la tête des manifestations ukrainiennes. Les images graphiques, les citations croustillantes, les comparaisons à l'emporte-pièce et les références historiques sombres sont très demandées. Elles sont associées à une prise en compte disproportionnée d'un segment particulièrement visible, mais politiquement mineur, au sein de la mosaïque confuse formée par les centaines de milliers de manifestants aux motivations, aux antécédents et aux objectifs différents.

La résistance violente et non violente à Kiev comprend des représentants de tous les camps politiques ainsi que des personnes non idéologiques qui peuvent avoir des difficultés à se situer politiquement. Les manifestants pacifiques, mais aussi ceux qui utilisent des bâtons, des pierres et même des cocktails Molotov, dans leur confrontation physique avec les unités spéciales de la police et les voyous du gouvernement, constituent un vaste mouvement qui n'est pas centralisé. La plupart des manifestants ne sont devenus violents qu'en réponse à la férocité croissante de la police et à la radicalisation du régime de Ianoukovitch. Les manifestants comprennent des



libéraux et des conservateurs, des socialistes et des libertaires, des nationalistes et des cosmopolites, des chrétiens, des non-chrétiens et des athées.

Il est vrai que les manifestants violents et non violents comprennent également une variété de radicaux d'extrême droite et d'extrême gauche. Cependant, le mouvement dans son ensemble ne fait que refléter la population ukrainienne dans son ensemble, jeunes et vieux. L'accent mis sur les radicaux de droite dans les rapports des médias internationaux est donc injustifié et trompeur. Cette surreprésentation est peut-être davantage liée au potentiel sensationnel de slogans, symboles ou uniformes extrêmement ethnonationalistes qu'à la situation réelle sur le terrain.

Nous soupçonnons même que, dans certains reportages semi-journalistiques, en particulier ceux des médias influencés par le Kremlin, l'attention démesurée accordée aux éléments d'extrême droite dans le mouvement de protestation ukrainien n'a rien à voir avec l'antifascisme. Paradoxalement, la production, les préjugés et la diffusion de ces reportages peuvent eux-mêmes être motivés par une forme impériale d'ultranationalisme – en l'occurrence, sa variante russe. En discréditant fondamentalement l'une des plus impressionnantes actions de masse de

désobéissance civile de l'histoire de l'Europe, ces rapports contribuent à fournir un prétexte à l'implication politique de Moscou, ou peut-être même à une intervention militaire russe en Ukraine, comme en Géorgie en 2008. [...].

À la lumière de ces menaces, nous appelons les commentateurs, en particulier ceux de la gauche politique, à faire preuve de prudence lorsqu'ils émettent des critiques justifiées sur l'ethnonationalisme ukrainien radical. Les déclarations les plus alarmistes sur l'Euromaïdan sont susceptibles d'être utilisées par les «technologues politiques» du Kremlin pour la mise en œuvre des projets géopolitiques de Poutine. En fournissant des munitions rhétoriques à la bataille de Moscou contre l'indépendance ukrainienne, cet alarmisme aide involontairement une force politique qui représente une menace bien plus grave pour la justice sociale, les droits des minorités et l'égalité politique que tous les ethnocentristes ukrainiens réunis.

Nous appelons également les commentateurs occidentaux à faire preuve d'empathie à l'égard d'un

État-nation très jeune, non consolidé et soumis à une grave menace étrangère. La situation fragile dans laquelle se trouve encore la nation ukrainienne et les énormes complications de la vie quotidienne dans une société en transition donnent naissance à toute une série d'opinions, de comportements et de discours étranges, destructeurs et contradictoires. Le soutien au fondamentalisme, à l'ethnocentrisme et à l'ultranationalisme peut parfois être davantage lié à la confusion permanente et aux angoisses quotidiennes des personnes vivant dans de telles conditions qu'à leurs convictions profondes.

Enfin, nous appelons tous ceux qui n'ont pas d'intérêt particulier pour l'Ukraine ou qui n'ont pas de connaissance approfondie de ce pays à ne pas commenter les questions nationales complexes de cette région sans s'être engagés dans des recherches approfondies. En tant que spécialistes dans ce domaine, certains d'entre nous luttent chaque jour pour interpréter de manière adéquate la radicalisation politique croissante et la para-militarisation du mouvement de protestation ukrainien. Face à ce qu'il convient d'appeler la terreur d'État contre la population ukrainienne, un nombre croissant d'Ukrainiens ordinaires et d'intellectuels éminents de Kiev concluent que la résistance non violente, bien que préférable, est impraticable. Les journalistes qui disposent du temps, de l'énergie et des ressources nécessaires devraient se rendre en Ukraine ou/et se documenter sérieusement sur les questions abordées dans leurs articles. Ceux qui n'ont pas la possibilité de le faire peuvent se tourner vers d'autres sujets, plus familiers, moins compliqués et moins ambivalents. Cela devrait permettre d'éviter, à l'avenir, les clichés malheureusement nombreux, les erreurs factuelles et les opinions mal informées qui accompagnent souvent les discussions sur les événements en Ukraine.



Les révolutions de Maïdan et la crise politique post-soviétique

VOLODYMYR ISHCHENKO & OLEG JURAVLEV¹

Les révolutions politiques sont assez fréquentes dans les pays de l'ex-URSS. L'Ukraine a connu trois périodes de changement de ce type. Celles-ci apportent une réponse déficiente à la crise de la représentation politique, ou crise de l'hégémonie. En d'autres termes, elles répondent à la crise, mais d'une manière qui reproduit et intensifie la crise au lieu d'apporter une solution relativement durable.



Les révolutions ont été nombreuses dans les pays post-soviétiques, mais contrairement aux exemples révolutionnaires classiques, elles ont été remarquablement constantes dans leur incapacité à établir un ordre politique plus stable et des États libérés de l'influence du patronage. Les dirigeants et les partis post-révolutionnaires ont rapidement perdu le pouvoir ou ont eu de grandes difficultés à se faire réélire. Les changements institutionnels et structurels sont restés limités. Dans ces pays, il est devenu habituel de considérer ces révolutions comme un nouveau cycle de circulation des élites qui n'a «rien changé». Comment expliquer ce schéma de révolutions fréquentes mais inefficaces?

1. Volodymyr Ishchenko est chercheur à l'Institut d'études slaves de l'Université technique de Dresde. Oleg Zhuravlev est chercheur au laboratoire de sociologie publique de Russie. Publié sur [Europe solidaire sans frontières](#), 18 octobre 2021.

Nous soutenons que les révolutions post-soviétiques ont été des réponses à une grave crise de la représentation politique que leur occurrence ne fait que reproduire et intensifier, expliquant ainsi leur fréquence. Les révolutions post-soviétiques sont donc des révolutions déficientes dans lesquelles les protestations de masse à grande échelle se combinent aux aspirations révolutionnaires, à la rhétorique et aux répertoires d'action collective avec des revendications vaguement articulées, des structures de mobilisation lâches et un leadership faible et dispersé. Ils génèrent une ressource symbolique de légitimité révolutionnaire, pour laquelle divers agents politiques peuvent rivaliser et qu'ils peuvent détourner; cependant, ils n'établissent pas d'institutions stables de représentation politique. Nous illustrons cet argument avec le cas du soulèvement Euromaïdan en Ukraine, la révolution la plus longue, la plus importante, la plus violente, mais toujours déficiente de la région post-soviétique.

La crise post-soviétique et les solutions déficientes

Les révolutions sont devenues monnaie courante dans de nombreux pays post-soviétiques. Trois révolutions ont eu lieu au Kirghizstan au cours des 15 dernières années. Il y a eu des révolutions en Géorgie en 2003 et en Arménie en 2018. Des manifestations ont conduit à un changement de gouvernement en Moldavie en 2009 et en 2015. Bien qu'elles n'aient pas réussi à remettre en cause les gouvernements en place, des mobilisations similaires avec des aspirations révolutionnaires se sont développées à plusieurs reprises en Russie et au Bélarus. Trois révolutions se sont produites en Ukraine au cours d'une même génération: la «Révolution de granit» en 1990, la

«Révolution orange» en 2004 et l'Euromaïdan ou «Révolution de la dignité» en 2014.

L'Euromaïdan a eu lieu dans le contexte de la vague mondiale de protestations des années 2000 qui comprenait, entre autres, divers «mouvements des places publiques» dans les États occidentaux comme Occupy Wall Street, ainsi que les révolutions et les mobilisations massives de protestation dans le Sud mondial comme le «printemps arabe». Dans des contextes locaux différents, il s'agit de réponses à la fermeture de l'espace politique par des régimes néolibéraux-technocratiques ou autoritaires-patronaux, qui souffrent de problèmes sous-jacents similaires dans la crise de la représentation politique.

La crise de la représentation est la diminution de la capacité des élites dirigeantes à revendiquer avec succès la représentation des intérêts de groupes sociaux plus larges et encore moins de l'ensemble de la nation. Cette crise se manifeste par une baisse de la confiance et de la participation dans les institutions de la démocratie représentative (telles que les élections), une diminution de l'adhésion aux partis politiques et aux organisations de la société civile, et un détachement croissant des masses populaires à l'égard des élites politiques traditionnelles perçues comme «toutes corrompues». Les conséquences de la crise de la représentation sont le vote pour des partis ou des dirigeants anti-establishment, une participation croissante à la politique par des moyens qui évitent les institutions de représentation (comme la mobilisation protestataire) ou la fuite de la politique vers la vie privée.

Les processus macro-structurels à l'origine de la crise actuelle de la représentation politique reposent, entre autres, sur l'accroissement des inégalités, la diminution du rôle des clivages traditionnels en politique et l'érosion de la cohésion des groupes sociaux

depuis le tournant néolibéral des années 1970. En outre, la crise économique mondiale de 2008 a été un élément déclencheur essentiel de la vague de protestation mondiale actuelle. Cependant, la crise de représentation post-soviétique a été plus grave dès le départ pour les raisons suivantes.

Premièrement, la formation de l'élite post-soviétique s'est faite dans le cadre d'un processus de privatisation extraordinairement rapide et arbitraire des biens de l'État, combiné à la démodernisation. En conséquence, la naissance de la nouvelle élite n'a bénéficié d'aucune source idéologique, traditionnelle ou religieuse, de légitimité populaire dans les sociétés post-soviétiques – et elle est encore largement perçue comme voleuse et corrompue. Deuxièmement, les projets de construction nationale (s'ils n'étaient pas soutenus par l'intégration européenne) étaient faibles et ne comblaient généralement pas les vides formés par l'effondrement du projet de modernité soviétique; parfois vécus comme une scission de l'identité nationale, comme le célèbre clivage régional Est-Ouest en Ukraine, ils ont sapé la représentation à l'échelle nationale «par défaut». Troisièmement, les partis politiques d'élite post-soviétiques ne pouvaient s'appuyer sur aucune autre tradition que celle du parti communiste brejnéviste de l'Union soviétique. Ils ont donc reproduit et exacerbé certaines de ses pires caractéristiques: paternalisme, idéologie vide de sens, opportunisme et faible mobilisation des militants. Quatrièmement, les relations de représentation politique ont également été minées du côté «social» de la connexion par la faiblesse des organisations d'intérêt corporatif qui ont été repoussées dans la sphère informelle à la fin de la période soviétique. Elles se sont encore érodées au cours de la désintégration sociale et économique qui a suivi.



La gravité de la crise de la représentation s'est traduite par une faible confiance dans le gouvernement et les partis politiques, un soutien à la démocratie, des sociétés civiles notoirement étroites, le rejet d'idéologies articulées et des mobilisations électorales et protestataires relativement importantes. Toutefois, ces dernières étaient de nature «réactive», principalement dirigées contre les dirigeants en place, et avaient tendance à avoir du mal à formuler des alternatives positives et réussies.

Dans la plupart des États post-soviétiques, des dirigeants autoritaires et paternalistes comme le président russe Vladimir Poutine ou le président biélorusse Alexandre Loukachenko ont pu apporter une solution conservatrice à la crise de la représentation. Ils ont combiné une offre de stabilité au milieu de la désintégration post-soviétique à des majorités électorales tout en équilibrant certains intérêts et en réprimant d'autres groupes d'élite. Toutefois, cette solution s'est avérée déficiente et n'a fait que conserver la crise de la représentation, comme le montrent les problèmes persistants liés aux manœuvres de succession contrôlée, qui s'accompagnent souvent d'une mobilisation de l'opposition au moment où le président en exercice est vulnérable. Les révolutions post-soviétiques présentent une autre solution déficiente. En tentant de répondre à la crise de la représentation, elles reproduisent et intensifient cette même crise.

Nous montrons ci-dessous comment l'Euromaïdan a répondu aux principaux problèmes qui minent la représentation politique dans l'Ukraine post-soviétique, à savoir le clivage de l'identité nationale et la faiblesse des composantes sociales et politiques. En fin de compte, ces problèmes ont été exacerbés en raison de la mauvaise articulation des intérêts des

groupes sociaux et des structures lâches de mobilisation et de leadership.

Comment l'Euromaïdan a reproduit et intensifié la crise de la représentation

Nombreux sont ceux qui ont affirmé que l'Euromaïdan avait enfin uni les régions et les groupes ethnolinguistiques de l'Ukraine dans un projet de nation civique inclusif. Toutefois, comme nous l'avons démontré précédemment, le nationalisme civique de l'Euromaïdan était d'un type particulier, «événementiel». La nature événementielle du nationalisme de l'Euromaïdan l'a rendu, d'une part, non seulement inclusif mais aussi exclusif et, d'autre part, a rendu ses effets volatiles. Le nationalisme de l'Euromaïdan a exclu ceux qui n'ont pas adhéré à l'événement révolutionnaire. Cela s'est produit parce que les activistes de l'Euromaïdan ont affirmé que la nation était déjà devenue unie par l'événement lui-même, comme l'a montré la participation des habitants des différentes régions de l'Ukraine aux manifestations, même s'ils ne représentaient pas nécessairement les opinions majoritaires concernant le soutien à l'Euromaïdan dans les régions méridionales et orientales.

Cela a contribué à l'aliénation des nombreux Ukrainiens qui restaient sceptiques à l'égard de l'Euromaïdan et à un soutien limité ou temporaire aux changements post-euromaïdan induits par le nationalisme et aux tendances nationales parallèles à la polarisation. Au lieu de reconnaître et d'articuler les différences politiques et culturelles légitimes à négocier et à transcender dans le cadre d'un projet représentatif de construction de la nation, l'Euromaïdan a démontré une sorte de processus «inverse». Il a proclamé l'unité nationale «par défaut» qui, au fil des



événements, a perdu son universalité et a commencé à reproduire et à intensifier les divisions mêmes qui ont miné la représentation politique à l'échelle nationale dans l'Ukraine post-soviétique.

Nombreux sont ceux qui ont affirmé que l'Euromaïdan avait donné un coup de fouet à la société civile ukrainienne. En effet, il a renforcé les organisations (néo)libérales et nationalistes qui parlent généralement au nom de la «société civile ukrainienne». Cependant, il n'a pas augmenté de manière significative la participation à leurs activités. Il n'a pas contribué à renforcer l'articulation et l'organisation des intérêts des entreprises ou des groupes sociaux dans l'espace public ukrainien. Dans le même temps, l'Euromaïdan a gonflé les attentes post-révolutionnaires en matière de progrès social. Même si les manifestants «ordinaires» de l'Euromaïdan aspiraient à un changement social, ils n'ont pas réussi à articuler leurs intérêts spécifiques parce qu'ils pensaient que le «choix européen» incluait «tout par défaut» (salaires et pensions plus élevés, meilleurs emplois et meilleure éducation, etc.) Malgré la diversité des participants issus de groupes sociaux variés, l'Euromaïdan a reproduit une société civile étroite.

La grande majorité des manifestants du Maidan Nezalejnosti (place de l'Indépendance) de Kiev n'étaient ni membres ni mobilisés par une organisation politique ou civique. Même les organisations constituées autour de l'identité d'un groupe social, comme les étudiants ou les vétérans de la guerre soviéto-afghane, n'ont pas exprimé les intérêts de leurs groupes respectifs. Dans l'ensemble, le nombre de membres des organisations de la société civile n'a guère augmenté après l'Euromaïdan. L'augmentation massive du volontariat après l'Euromaïdan est restée largement informelle, menée par des leaders charismatiques, et n'a pas été beaucoup plus loin que

le soutien aux efforts militaires ukrainiens dans le Donbas et l'agenda nationaliste typique. Ce qui a principalement changé, cependant, c'est le volume des ressources (financières et violentes) permettant à l'étroite couche de la société civile d'intensifier sa pression sur l'État ukrainien pour faire avancer les programmes (néo)libéraux et nationalistes, qui, pour la plupart, ne représentent toujours pas les intérêts des groupes macro-sociaux qui constituent la société ukrainienne. Dans le même temps, l'État est devenu plus vulnérable à la pression de la société civile en devenant plus dépendant du soutien étranger, et aussi parce que son monopole sur la violence légitime a été remis en question au cours de l'Euromaïdan et de la guerre au Donbass.

Enfin, le mouvement Euromaïdan s'est méfié de la direction des partis politiques, tout en amplifiant les demandes de représentation politique. La réponse de l'Euromaïdan à la politique oligarchique «sale» qui aliénait les citoyens était la partie «authentique» de la politique de mobilisation civique et de solidarité, mais elle ne s'est pas institutionnalisée en une force politique autonome. La formule de nombreux manifestants réguliers était la suivante : nous ne nous engageons pas dans une politique «sale» ; cependant, si le gouvernement post-révolutionnaire ne répond pas à nos attentes une fois de plus, nous organiserons une nouvelle révolution contre lui.

Les conséquences ont été doubles. Les bénéfices politiques de la victoire de l'Euromaïdan ont été arrachés par Petro Porochenko et d'autres politiciens et partis oligarchiques qui se sont disputés la ressource de la légitimité civique générée par l'Euromaïdan. Dans le même temps, l'Euromaïdan a amplifié une demande de représentation politique qui ne pouvait être satisfaite par la «politique habituelle». C'est pourquoi le président post-révolutionnaire Porochenko a



perdu sa réélection en 2019, même s'il encourageait les réformes qui s'alignaient sur le nationalisme de l'Euromaïdan. Porochenko est tombé dans un piège entre des attentes de masse gonflées, mal articulées et mal organisées concernant le progrès social post-révolutionnaire et les programmes néolibéraux et nationalistes bien articulés de la société civile habilitée, mais non élargie, qui intensifiait la pression sur l'État affaibli. Les politiques de radicalisation dans les questions de division «Est-Ouest» qui se sont cristallisées dans la plate-forme électoralement suicidaire de «Armée! Langue! La foi!» était le moyen le plus facile d'apporter un «changement» après la révolution, en réponse à la pression de la société civile. Ils ont également compensé l'absence de progrès social susceptible de saper les intérêts du réseau patronal de Porochenko.



La victoire électorale écrasante du président Volodymyr Zelensky en 2019 était un symptôme parfait de l'intensification de la crise de la représentation politique. Lui et le parti qu'il a créé de toutes pièces ont réussi non pas en raison de l'attrait de leurs «nouveaux visages» et de leurs appels vagues (tout en évitant les réponses claires), mais en raison de l'«extrême faiblesse» des «anciens» politiciens et partis. Un sondage Gallup a révélé des niveaux records de méfiance à l'égard des institutions gouvernementales à la fin du mandat de Porochenko. La dynamique d'une révolution déficiente intensifiant la crise de la représentation a rassemblé les personnes déçues par l'absence de changement révolutionnaire après l'Euromaïdan et celles aliénées par le nationalisme diviseur qui en a résulté. Le soutien électoral stupéfiant de 73 % de Zelensky a transcendé les clivages politiques de l'Ukraine bien plus que l'Euromaïdan.

Cependant, en l'absence d'un véritable parti, d'un mouvement populiste ou même d'une équipe

cohérente avec un plan clair, Zelensky est rapidement tombé dans le même piège que Porochenko, coincé entre les intérêts les plus puissants de la politique ukrainienne (divers clans patronaux), les puissances occidentales et la société civile restreinte. Le jeu de Zelensky avec une rhétorique nationale sans division est resté incohérent, non institutionnalisé et non matérialisé par des politiques spécifiques de construction d'une nation inclusive. Au lieu de cela, le président n'a ni accéléré ni révisé les politiques nationalistes de Porochenko, et a tenté de compenser l'écart croissant entre les attentes exagérées et les résultats par des poursuites sélectives à l'encontre des oligarques, des médias d'opposition et des partis politiques. Les intérêts et les manœuvres contradictoires du dirigeant faible semblent intensifier la crise de la représentation politique plutôt que d'y apporter une solution conservatrice.

Conclusions

Tout en reconnaissant la spécificité du cas ukrainien, nous suggérons que les mécanismes de reproduction et d'intensification de la crise de la représentation politique ont une portée générale. Nous pourrions parler des maidans comme d'un terme générique, car il rend bien compte des contradictions des soulèvements urbains contemporains, sans leader, peu structurés et idéologiquement non articulés. Ils offrent aux participants une expérience mouvementée de la politique «authentique», mais sont en même temps structurellement prédisposés à être détournés par les forces qui pourraient bénéficier le plus de la légitimité «révolutionnaire», même si elles ne peuvent pas représenter les intérêts des bases sociales de la révolution. La radicalisation nationaliste serait un moyen typique de compenser l'écart entre les attentes d'une percée révolutionnaire et la reproduction de

la «politique habituelle». Les conflits militaires avec les pays voisins (et pas seulement la Russie) qui ont suivi les révolutions de Maïdan en Ukraine, en Géorgie, en Arménie et au Kirghizstan ne sont pas une coïncidence.

Quel serait le moyen le plus probable de sortir du cercle vicieux post-soviétique des régimes autoritaires paternalistes et de l'insuffisance des révolutions de Maïdan? Nous émettons l'hypothèse qu'elle pourrait ne pas venir de l'intérieur – que ce soit par le bas ou par le haut – mais plutôt de l'extérieur, lors d'une escalade de la concurrence géopolitique («nouvelle guerre froide»). De tels développements pourraient finalement représenter une menace non seulement pour les «clans» individuels, mais aussi pour les élites post-soviétiques en tant que classe de capitalistes politiques, une menace existentielle que les maïdans n'ont pas encore représentée. En outre, le risque croissant d'être dépassé par les élites d'autres nations plus compétitives sur le plan économique pourrait inciter cette classe à rechercher une politique de représentation plus large dans le cadre d'un concours plus vaste visant à obtenir la loyauté des classes subalternes et des nations dans le cadre de la modernisation «pour toute l'humanité».

Le printemps des peuples est arrivé en Europe

ZBIGNIEW MARCIN KOWALEWSKI¹

Le Printemps arabe est arrivé en hiver 2010, dans le voisinage de l'Europe: dans les pays situés sur l'autre rive de la Méditerranée. Quatre ans plus tard, on voit que ce printemps des peuples n'est pas seulement arabe. Également en hiver, il fit irruption en Europe, bien que, pour l'instant, dans les périphéries extérieures de l'Union européenne. Nous ne nous rendions pas compte, probablement, à quel point le processus de l'intégration capitaliste de l'Europe contribuait à l'accumulation explosive des tensions dans ses périphéries proches mais extra-européennes. C'est encore plus vrai à présent, dans ses périphéries le plus proches, désormais européennes, comme nous l'indique l'Ukraine. Le lien fut cette fois-ci direct, clairement visible: au début, le conflit a éclaté autour de la question de l'adhésion à l'UE. Ce fut le premier mot d'ordre qui a commencé à rassembler les foules, qui fit naître un mouvement social de masse et qui déclencha une énorme tourmente, avec y compris la menace d'une guerre. Pas une guerre civile, contrairement à la Libye ou à la Syrie – bien qu'on y comptait et on y incitait en Russie et dans



1. Zbigniew Marcin Kowalewski, rédacteur en chef adjoint de l'édition polonaise du *Monde diplomatique*, auteur de plusieurs travaux sur l'histoire de la question nationale ukrainienne, publiés entre autres par l'Académie nationale des sciences de l'Ukraine. Cet article a d'abord paru dans *Le Monde diplomatique* - *Edycja polska*, mars 2014. Traduit du polonais par Stefan Bekier.

tous les réseaux de propagande qui lui sont rattachés à travers le monde –, mais une guerre internationale.

Un printemps des peuples surprend toujours. Il arrive dans un pays de façon totalement inespérée, tel un coup de tonnerre dans un ciel serein. Cependant, il s'avère après coup qu'il n'y a rien de surprenant à qu'il soit arrivé précisément là, et pas ailleurs. Il en fut ainsi également maintenant. Sur la carte politique du monde, l'Ukraine est une gigantesque anomalie historique, une déviation par rapport à une certaine «valeur typique» très importante, tout au moins à l'échelle européenne. Voilà que le plus grand pays d'Europe par sa superficie, après la Russie, et un des plus grands par sa population, est un État indépendant depuis vingt-trois ans à peine. Ceci sur un continent où, depuis très longtemps, la «valeur typique» correspond à des États nationaux de toutes les grandes nations, même de celles qui sont infiniment plus petites que la nation ukrainienne. Les anomalies historiques ont ceci de particulier qu'autour d'elles s'accumulent, se déchaînent et s'entrelacent des contradictions les plus diverses, et qui se transforment en poudrières bien plus facilement qu'ailleurs.



Le poids d'une oppression séculaire

Sur l'Ukraine pèse un extraordinaire fardeau de plusieurs siècles d'oppression nationale, principalement polonaise et russe¹. En Ukraine soviétique, après plusieurs années d'intense discrimination positive appelée ukrainisation, se produisit un retour à la politique de russification avec l'avènement du

1. Voir Z.M. Kowalewski, «L'Ukraine : réveil d'un peuple, reprise d'une mémoire», *Hérodote*, n° 54-55, 1989; idem, «Miedzy wojna o historie a wyprawami kijowskimi [Entre une guerre d'histoire et les expéditions kievienne]», *Le Monde diplomatique – Edycja polska*, n° 1 (95), 2014.

régime stalinien, derrière lequel se cachait l'impérialisme russe. L'intelligentsia fut massacrée et plusieurs millions de paysans, c'est-à-dire la base de l'identité nationale, furent exterminés par la faim. Après la Deuxième Guerre mondiale, la russification a englobé toutes les terres ukrainiennes, désormais réunies; bien qu'en Ukraine occidentale, qui vivait précédemment sous le joug colonial polonais, une vigoureuse résistance antisoviétique des nationalistes ukrainiens se soit maintenue jusqu'à la moitié des années 1950. Hormis la période du gouvernement de Petro Chelest (1963-1972), la russification fut poursuivie quasiment jusqu'à la chute de l'URSS. À la veille de la proclamation de l'indépendance par l'Ukraine, je signalais dans la revue *Nouvelle Europe* éditée par le Parlement européen :

Ce qui rend le processus ukrainien vulnérable, c'est le fait que, en tant que nation sans État, soumise à une oppression séculaire, elle n'a pas encore achevé sa formation nationale².

Et elle ne l'a pas encore fait à ce jour. Deux décennies à peine d'existence étatique, c'est trop court pour panser des plaies béantes, combler des brèches profondes et désamorcer les nombreuses mines que cette oppression a laissées derrière elle au sein de la société ukrainienne.

De là découlent ces grandes disparités dans le soulèvement des masses – le deuxième déjà, après la «révolution orange» – suivant les différentes régions du pays. Dirigé contre un régime dont les principales bases arrière se trouvent à l'est et au sud, il a pris de l'ampleur dans les régions de l'ouest et du centre, celles-là mêmes qui furent le berceau des mouvements indépendantistes après la Première Guerre mondiale.

2. Z.M. Kowalewski, «L'Ukraine entre la Russie soviétique et l'Europe orientale», *Nouvelle Europe*, n° 3, 1990, p. 5.

D'où également une paradoxale contradiction entre ce mouvement national, très retardé historiquement, mais qui aspire à consolider un État indépendant, et sa volonté d'adhérer à l'UE, laquelle – étant l'instrument de la mondialisation capitaliste – affaiblit les États nationaux et restreint leur souveraineté.

Le fait de signaler cette contradiction ne signifie point que l'on soit d'accord avec ceux qui jouissent des privilèges liés à l'appartenance à cette Europe forteresse prospère et sélecte, et qui, chez eux, n'appellent nullement à la quitter, tout en déconseillant à l'Ukraine de vouloir y adhérer, y compris en la stigmatisant de ce fait. C'est une marque de chauvinisme de privilégiés. L'accès au marché du travail communautaire a sauvé des millions de Polonais de la misère et de la faim, et beaucoup d'Ukrainiens le savent bien. Dans les pays de l'UE, la gauche a le devoir d'être solidaire avec les peuples exclus de l'Est et du Sud, qui veulent y être aussi. L'argument disant que dans l'UE les attendent des réformes néolibérales socialement catastrophiques est totalement faux. Non seulement ils ne les éviteront pas en restant dehors, mais ils seront touchés encore plus durement du fait de ne pas pouvoir bénéficier des avantages que procure l'appartenance à une Europe intégrée. Par contre, au sein de l'UE, ils auront la possibilité de résister aux transformations capitalistes néolibérales ensemble avec d'autres peuples, et non séparés d'eux.

Il ne s'agit nullement d'ignorer les inquiétudes de tous ceux – nombreux aussi en Ukraine – qui craignent, à juste titre, que l'adhésion à une zone de libre-échange avec l'Union européenne aient des conséquences dramatiques pour leurs emplois et niveau de vie. Tout comme pour le droit des nations à l'autodétermination, il s'agit de défendre le droit démocratique de l'Ukraine d'adhérer à l'UE.

Un mouvement démocratique de masse

Non moins paradoxale est une autre contradiction du récent soulèvement des masses en Ukraine. C'est un mouvement démocratique dans son essence même, qui s'est dressé contre un régime représentant les intérêts de la puissante oligarchie de l'Ukraine orientale, connu pour ses fraudes électorales; un régime autoritaire, gangrené par la corruption et le pillage des richesses nationales. Ce mouvement a trouvé son deuxième souffle, a déclenché un puissant élan et fait preuve d'une extraordinaire détermination dans la lutte lorsque, le 16 janvier, le parlement docile a voté des restrictions radicales des libertés démocratiques. Tout au long du soulèvement, il a maintenu une indépendance très marquée par rapport aux principaux partis d'opposition, dont il se méfiait et qu'il considérait même comme discrédités.

Les masses réunies dans le Maïdan de Kiev n'ont jamais reconnu le mémorable trio d'amuseurs et fanfarons comme leur direction. C'est eux qui se sont érigés en leaders, et c'est en cette qualité qu'ils furent vigoureusement lancés par les élites politiques de l'UE et les médias internationaux. Ils dirigeaient le mouvement vers nulle part; ils n'auraient pu le conduire qu'à la défaite. Ils l'alléchaient avec des promesses de vagues «mesures qui cette fois-ci seront certainement efficaces», comme de faire voter au Parlement une limitation du pouvoir présidentiel. Tout cela pour maintenir le mouvement en état d'inertie, ou au moins pour le museler, afin que rien n'arrive qui puisse provoquer la chute de Ianoukovytch. Sans succès. Non seulement la population massée sur le Maïdan ne les suivait pas, mais ils se sont souvent ridiculisés et furent sifflés et désavoués à maintes reprises. Ce qui dominait sur





le Maïdan, c'était l'auto-organisation et une volonté irréductible de lutter jusqu'à la victoire, c'est-à-dire jusqu'au renversement du régime.

Dans un passé pas si lointain, le cauchemar du mouvement altermondialiste et de nombreuses protestations de masse en Europe fut les groupes de combat qui agissaient sans leur accord, en dehors de tout contrôle démocratique, mais au compte de ces mouvements. Quels que soient les sigles sous lesquels ils agissent, ils reproduisent inconsciemment dans leurs pratiques les idéologies d'extrême droite qui prônent la violence. Rien de surprenant à ce qu'ils soient très perméables aux provocations, qu'ils provoquent souvent la répression policière contre les mouvements de masse ou fournissent au pouvoir d'État de précieux prétextes pour les réprimer. Face aux agressions policières très brutales, le Maïdan ne pouvait pas se passer des forces d'autodéfense ; il en avait désespérément besoin. Il était toutefois trop faiblement structuré et consolidé pour pouvoir imposer à n'importe quelle organisation de combat la subordination à son pouvoir social souverain, et éviter ainsi l'apparition du phénomène de milices incontrôlées. Le résultat de cette faiblesse du mouvement fut l'apparition - autour de la barricade stratégique de la rue Hrouchevsky, près du Maïdan - d'une place d'armes dominée par une coalition des commandos d'extrême droite, appelée Secteur de droite.

Un certain nombre d'étranges affaires entourent cette coalition, dont sa perméabilité prouvée aux provocations. Prenons à titre d'exemple un seul fait, tout à fait stupéfiant : le jeudi 20 février, jour où beaucoup de sang a coulé sur le Maïdan, Dmytro Iaroch, commandant en chef du Secteur de droite, s'entretenait secrètement avec Ianoukovytch en personne. La chose a été découverte par les journalistes

après la chute de ce dernier. De quoi parlait-il ? Acculé, Iaroch expliquait :

Il s'agissait de l'accord, tel qu'il a été signé plus tard. J'ai refusé de signer. J'ai lui ait dit que nous ne sommes pas et ne serons pas des marionnettes. Et, Viktor Fedorovytsch, retirez l'armée, sinon dans toute l'Ukraine commencera une guerre de guérilla. Il s'agissait de dire que nous ne renoncerons pas, que nous ne déposerons pas les armes, que nous tiendrons jusqu'au bout. [...] On voyait qu'il était épuisé et apeuré¹.

On ne sait rien de plus de cette rencontre étonnante. Pourtant, c'est une bombe. Peut-être une bombe à retardement.

Une alliance paradoxale

Le rôle très important joué par cette formation ultranationaliste dans les combats avec la police a jeté une ombre brune sur le Maïdan. Tout comme la présence parmi les trois fanfarons mentionnés plus haut du dirigeant de Svoboda, le parti de la droite nationaliste radicale. Le comportement de Svoboda pendant ces événements lui a valu, de la part d'un observateur ukrainien, le qualificatif de « maraudeur de la révolution² ». La propagande russe et ses porte-voix disséminés dans le monde entier ont fait l'impossible pour utiliser cette ombre afin de discréditer le Maïdan, présenté comme un mouvement fasciste ou néonazi³. L'efficacité de cette propagande fut telle que

1. R. Malko, « Dmytro Iaroch: Moïa zoustritch iz Ianoukovytchem spravdi boula [Mon entretien avec Ianoukovytch a réellement eu lieu] », *Oukraïns'kyi Tyjden'*, n° 9 (329), 2014, p. 12.

2. W. Rasewycz, « Svoboda, maruderzy rewolucji [Svoboda, les maraudeurs de la révolution] », *Le Monde Diplomatique – Edycja polska*, n° 3 (97), 2014.

3. Sur le web, le *Anton Shekhovtsov's blog* est primordial pour comprendre l'ultranationalisme en Ukraine, également dans le contexte du Maïdan.

40 historiens ukrainiens et étrangers, spécialistes du nationalisme ukrainien, ont jugé nécessaire de réagir. Le Maïdan, ont-ils déclaré, c'est «une action émancipatrice, et non extrémiste, de masse, une action de désobéissance citoyenne». Conscients du «risque que représente pour l'Euromaïdan la participation de l'extrême droite», ils ont appelé les médias du monde entier à ne pas suggérer que celui-ci «soit dirigé ou dominé par des groupes de fanatiques radicaux ethnocentriques», leur demandant de tenir compte du fait que de telles suggestions ne font qu'apporter de l'eau au moulin de l'impérialisme russe. Cet impérialisme, ont-ils prévenu, représente «un danger beaucoup plus grand pour la justice sociale, les droits des minorités et l'égalité politique que tous les ethnocentristes ukrainiens réunis¹».

C'est un fait que le Maïdan fut le théâtre d'une étonnante alliance du mouvement démocratique de masse avec les milices d'extrême droite. C'est en cela que consiste la deuxième grande contradiction du Maïdan. Pour ce mouvement, c'est un danger mortel. Mais les grands mouvements de masse ne sont jamais prémunis par l'Histoire contre des dangers de toute sorte. Même les mouvements déjà configurés du point de vue de classe, sans parler de ceux qui ne le sont pas encore, comme en Ukraine, apprennent essentiellement de leurs propres expériences accumulées à grand-peine. Ils cheminent sur la scène politique à tâtons, cristallisent leur nature sociale et se différencient politiquement dans des processus enchevêtrés, en suivant des routes où les guettent des

culs-de-sac et des traquenards. Ils y sont condamnés au moins tant qu'ils ne créeront pas leurs propres forces politiques organiques, capables de proposer des programmes d'action et des stratégies de lutte cohérents.

Au sein d'un peuple qui – exposé à une oppression, pression ou agression impérialistes – n'arrive toujours pas à résoudre sa propre question nationale, de telles combinaisons paradoxales, comme ladite alliance, sont au fond inévitables. Les raisons en furent expliquées par Mykola Khvylovy – communiste, écrivain, et dirigeant de l'Académie libre de littérature prolétarienne –, lequel s'est suicidé en 1933 pour protester contre l'épouvantable massacre de son peuple perpétré par Staline; tout comme l'a fait quasiment au même moment le dirigeant historique des communistes ukrainiens, Mykola Skrypnyk. Quelques années auparavant, Khvylovy a écrit ces paroles significatives :

Lorsqu'un peuple (comme cela fut écrit déjà à plusieurs reprises) manifeste durant des siècles sa volonté de constituer son organisme en entité étatique, alors toutes les tentatives d'arrêter d'une façon ou d'une autre ce processus naturel freinent la formation des forces de classe et, d'autre part, introduisent un élément de chaos dans le processus historique mondial. Nier l'aspiration à l'indépendance à l'aide d'un pseudo-marxisme stérile signifie ne pas comprendre que l'Ukraine sera un champ d'action de la contre-révolution aussi longtemps qu'elle ne passera pas par cette étape naturelle que l'Europe occidentale a traversée dans les temps où se formaient les États nationaux².

Voir aussi A. Umland (éd.), «Post-Soviet Ukrainian Right-Wing Extremism», *Russian Politics and Law*, vol. 51, n° 5, 2013.

1. A. Umland et col., «Kyiv's Euromaïdan is a Liberationist and not Extremist Mass Action of Civic Disobedience», <http://krytyka.com/ua/articles/kyivsky-evromaydan-tse-vyzvolna-ne-ekstremistska-masova-aktsiya-hromadyanskoyi-nepokory>.

2. M. Khvylovy, *The Cultural Renaissance in Ukraine: Polemical Pamphlets, 1925-1926*, Edmonton, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1986, p. 227.



Il est très difficile de passer par cette étape lorsque la grande puissance voisine ne veut pas lâcher prise sur son ancienne possession, la menaçant de guerre et d'annexions; et lorsque le nouveau gouvernement des néolibéraux et nationalistes radicaux de droite, non moins antipopulaire que le précédent, est en train de créer pour lui-même une nouvelle base oligarchique et est disposé à soumettre le pays à une mondialisation capitaliste rapace.

Une chose est sûre. La nouvelle lame de ce printemps des peuples a balayé un régime de plus, dans une longue lutte et au prix de sacrifices extrêmes. Pour la première fois, c'est en Europe. C'est un grand événement.



Les contradictions d'un printemps des peuples

PATRICK SILBERSTEIN¹

Plutôt que de livrer un point de vue sur les événements ukrainiens – point de vue qui, de toutes façons, n'aurait pu être élaboré qu'à partir de la lecture de la presse et des productions militantes –, j'ai pensé plus productif pour la réflexion commune, française et internationale, de tenter de dresser un panorama – non exhaustif, loin s'en faut – des appréciations que portent les gauches russes, ukrainiennes et polonaises sur les événements révolutionnaires qui ont secoué l'Ukraine².

1. Article publié dans *ContreTemps*, n° 21, 2^e trimestre 2014.

2. N'étant ni russophone ni ukrainophone, les sources utilisées ici sont soit issues des traductions françaises publiées par différentes publications

Traiter des récents événements ukrainiens, c'est-à-dire de la révolution ukrainienne – disons d'emblée que qualifier ces événements de «révolution» est déjà une prise de position –, est un exercice délicat, tant sont prégnantes la question nationale ukrainienne – et donc la puissance du nationalisme, y compris avec son visage le plus repoussant – et la place géostratégique particulière occupée par le pays. Aborder «Maïdan» ne peut, selon nous, se faire qu'à partir de son histoire nationale, de sa formation sociale et de l'aspiration générale des peuples à la maîtrise de leur destin et de leur capacité à mettre à bas les dictatures, tant l'aspiration démocratique (politique, économique et sociale) est puissante, ainsi que nous l'observons depuis quelques années avec les nombreux printemps qui se succèdent³.

Comme l'écrit Zbigniew Marcin Kowalewski⁴ dans l'édition polonaise du *Monde diplomatique* de mars 2014, quand un printemps des peuples éclot, il «surprend toujours [car] il arrive dans un pays de façon totalement inespérée, tel un coup de tonnerre dans un ciel serein». Et, pourrait-on ajouter, les printemps des peuples prennent des formes inattendues, inédites, déconcertantes, déroutantes. Ceux qui observent les mouvements populaires du point de vue de Sirius, les amateurs de révolution imaginée qui confondent révolution et coup d'État, les adeptes des théories du complot et ceux qui sont encore englués dans un «campisme» géostratégique

soit traduites par moi de l'anglais à partir d'autres publications militantes, américaines pour l'essentiel, qui les avaient elles-mêmes traduites du russe ou de l'ukrainien. J'espère qu'au fil des passages successifs d'une langue à l'autre, les dires et les pensées de nos interlocuteurs n'ont pas été trahis. Que tous et toutes soient remerciés pour leurs contributions.

3. Il est vrai que les printemps sont parfois suivis par l'automne, sans passer par la case «été» et parfois même par la glaciation hivernale...

4. Zbigniew Kowalewski est rédacteur en chef adjoint de l'édition polonaise du *Monde diplomatique*.

aussi désuet que politiquement inepte restent évidemment perplexes devant un tel soulèvement. Ou alors, après avoir chaussé leurs lunettes fabriquées pendant la Guerre froide, ils n'en aperçoivent que les éléments, au demeurant bien réels, dérangeants et péjoratifs. «C'est un fait, écrit encore Kowalewski, que le Maïdan fut le théâtre d'une étonnante alliance du mouvement démocratique de masse avec les milices d'extrême droite. [...] C'est un danger mortel. Mais les grands mouvements de masse ne sont jamais prémunis par l'Histoire contre des dangers de toutes sortes. Même les mouvements déjà configurés du point de vue de classe, sans parler de ceux qui ne le sont pas encore, comme celui en Ukraine, apprennent essentiellement de leurs propres expériences accumulées à grand-peine. Ils cheminent sur la scène politique à tâtons, cristallisent leur nature sociale et se différencient politiquement dans des processus enchevêtrés, en suivant des routes où les guettent des culs-de-sac et des traquenards. Ils y sont condamnés au moins tant qu'ils ne créeront pas leurs propres forces politiques organiques, capables de proposer des programmes d'action et des stratégies de lutte cohérents.»

Ilya Budraitskis avait, dès le mois de décembre, qualifié la crise ukrainienne de «situation révolutionnaire¹». Certes, on peut discuter à perte de vue de ce qu'est une situation révolutionnaire, mais il est tout à fait intéressant de relever dans son argumentation le filigrane des polémiques qu'une telle analyse a pu susciter :

L'emploi du concept de «révolution» dans le contexte ukrainien a été condamné comme une

1. Ilya Budraitskis est journaliste et membre de la 4^e Internationale en Russie. Les citations sont extraites de son article paru dans *Inprecor*, n° 601-602, février 2014 sous le titre «Le mouvement de protestation : une "aile gauche" est-elle possible?».

sorte de sacrilège, car les événements de Kiev paraissaient totalement incomparables à la grandeur des révolutions passées. Il n'y avait ni proclamations sur le début d'un monde nouveau, ni débat sur la socialisation de la propriété, tandis que l'ordre social établi au cours des deux dernières décennies de régime post-soviétique n'était même pas remis en question. Mais le contenu politique d'une révolution peut ne pas correspondre tout à fait à sa dynamique : l'expérience réelle des masses, leur détermination et leur capacité à s'organiser elles-mêmes peuvent être en avance sur leur «imagination politique». Et si une révolution échoue simplement du fait de l'absence de projets politiques indépendants, elle ne cesse pas pour autant d'être une révolution².

«Indubitablement, poursuit-il, ce qui définit une révolution, c'est l'apparition des masses insurgées [...]. Ceux qui continuent à caractériser les événements en Ukraine comme un "conflit des élites" ou un "affrontement entre clans bourgeois" oublient ce qui est le plus important : le collectif du Maïdan (qui inclut des militants qui contestent l'administration dans la moitié des régions de l'Ukraine) est devenu un facteur politique indépendant, que ni les autorités ni les chefs de l'opposition parlementaire ne pouvaient manipuler aisément. Sans leur persévérance et leurs sacrifices au cours des mois passés, il y aurait probablement eu des douzaines de scénarios d'"apaisement".»

Denis, membre du Syndicat autonome des travailleurs de Kiev³, avance une comparaison :

On peut aussi rapprocher les événements ukrainiens de ceux d'Égypte où Moubarak a été renversé par une mobilisation révolutionnaire progressiste avant

2. *Ibid.*

3. Entretien publié sur *Roarmag.org*, 21 février 2014.



que la révolution ne soit confisquée, divisée, jetée dans les mains de l'ancien régime. [...] D'une certaine façon, le processus est semblable à la vague de conservatisme et d'islamisme qui s'est développée au Moyen-Orient après l'échec de la modernisation bourgeoise et des perspectives socialistes.

Svoboda et les fascistes ukrainiens, ajoute-t-il, sont par bien des aspects «comparables aux Frères musulmans. Opposé à un régime haï, ils ne peuvent pas (heureusement) unifier la protestation sous leur drapeau». «Les protestataires sont très en colère, mais comme il leur manque un langage propre ils sont obligés d'emprunter le langage du plus important des groupes. Ils ne sont pas encore prêts à s'auto-organiser sur des bases de classe et se considèrent comme une nation, une *oumma* en Égypte.» Il faut évidemment du temps pour que les forces populaires se recomposent, qu'elles construisent les outils de leur indépendance, qu'elles s'extraient des pesanteurs de la nuit stalinienne et qu'elles se libèrent, écrit Denis, de la «domination idéologique bourgeoise». C'est là, dit-il encore, «un des principaux problèmes auxquels nous serons confrontés dans les années, voire les décennies, à venir». Et y a-t-il meilleur moment pour construire les outils et les programmes de l'émancipation qu'un mouvement populaire qui chasse un dictateur capitaliste et son parti, quand bien même ce mouvement serait-il «contradictoire»?

Faisant état des divisions des gauches russes et ukrainiennes sur l'appréciation de Maïdan et rappelant les précédents polonais et hongrois, Alexei Gusev remarque que ceux qui, à gauche, ont refusé de s'intégrer au mouvement «semblent oublier ou refuser de voir que tout au long de l'histoire, les nationalistes ont toujours été impliqués dans les

révolutions survenues à la périphérie de l'Empire¹». La gauche radicale s'est effectivement profondément divisée face aux événements révolutionnaires qui ont secoué le pays. Denis le note en ces termes :

Une minorité a qualifié le mouvement comme étant totalement réactionnaire et s'est refusée au moindre soutien. Une telle position n'est pas sans poser des difficultés puisqu'elle les a fait apparaître comme étant dans le camp gouvernemental. La logique d'une telle position a ainsi conduit à Odessa des membres de Borotba à défendre les bâtiments officiels contre leur occupation par l'opposition. Il est vrai qu'il y avait des néonazis dans ceux qui voulaient occuper le bâtiment, mais il y en avait également de l'autre côté, à savoir les «Cosaques» et les unités paramilitaires russes.

Au contraire de Denis pour qui «la stratégie la plus adéquate pour la gauche est d'essayer de construire un “second front” [...] de l'extérieur de Maïdan et non de l'intérieur», Ilya Budraitskis observe que «dans cette révolution, personne n'a réservé une place pour les militants de gauche, les seuls qui auraient réellement pu proposer une alternative à l'ordre établi [...] qui a donné naissance à la pauvreté, à la corruption, l'absence de transparence et à la brutalité de l'État. [...] La crise actuelle en Ukraine est réellement une crise de cette société que nous voulons changer. Une société dégradée, aigrie, qui se désintègre.» Si une partie de la gauche a tenté de s'intégrer au mouvement², Ilya Budraitskis remarque qu'elle «a regardé les protestations naissantes avec scepticisme, se résignant à un rôle passif ou marginal.

1. Alexis Gusev est un socialiste russe.

2. Des groupes sont arrivés sur Maïdan en brandissant des drapeaux bleus de l'Union européenne colorisés en rouge, des banderoles réclamant la gratuité de la santé et de l'éducation et mettant en avant des slogans féministes.



Ceux de ses militant-es, qui ont décidé de soutenir le mouvement et d'y participer, l'ont fait de manière individuelle, sans se coordonner. [] Imposer un espace pour l'aile gauche aurait été crucial non seulement pour la situation actuelle, en rassemblant un courant parmi les centaines de milliers de manifestants. Cela aurait aussi permis de construire des forces de la gauche radicale dans la situation qui suit la révolution — probablement dans le futur proche [...] Une aile gauche, qui aurait été présente dès le départ dans le mouvement de protestation, aurait eu la légitimité pour contester la confusion, qui domine maintenant, entre les alternatives socialistes et le bâtard Parti communiste. Une telle aile gauche aurait non seulement pu renforcer le mouvement de l'intérieur, mais aussi lui offrir une orientation en développant son vecteur démocratique radical et en soutenant, en lui donnant une dimension politique consciente, la création de "conseils populaires" dans les administrations régionales occupées.»

Entre Russie et Union européenne

Pays écartelé et dépecé, nation opprimée pendant des siècles par la Russie et la Pologne (pour l'essentiel), nul ne peut feindre d'ignorer que «russe» est synonyme d'«opresseur¹». Nul ne peut non plus feindre d'oublier qu'il n'y a pas si longtemps, la Russie stalinienne a persécuté, déporté et fusillé les élites intellectuelles ukrainiennes et affamé à mort des millions de paysans ukrainiens, «c'est-à-dire la base de l'identité nationale», selon Kowalewski, qui rappelle que la russification du pays s'est poursuivie pratiquement jusqu'à la chute de l'URSS. Denis

1. Trotsky rappelle qu'en 1923, il lui avait fallu taper du poing sur la table pour obliger les fonctionnaires du nouveau régime à apprendre à parler ukrainien.

évoque les conséquences de cette histoire récente en ces termes :

L'effondrement du «socialisme réel» a également provoqué l'effondrement de toutes les valeurs progressistes qui étaient officiellement mises en valeur dans la société soviétique [...]. Le gouffre a été rapidement comblé par ce mélange explosif de nationalisme et de conservatisme [...] avec l'appui de l'appareil idéologique d'État. [...] L'Ukraine a de tout temps été divisée en deux parties différentes, sur le plan culturel, politique et linguistique. Le Sud et l'Est sont les plus peuplés, c'est là où est installé l'essentiel de l'industrie, les gens parlent russe et sont largement inscrits dans l'agenda politique et culturel de la Russie. Ils sont d'une certaine façon quelque peu nostalgiques de l'État soviétique. Les régions centrale et occidentale sont plus agraires et moins peuplées, on y parle plus souvent l'ukrainien et les regards sont plus tournés vers l'Occident et non pas vers la Russie. Au cours de la décennie écoulée, Kiev est politiquement passée de la première partie à la seconde catégorie. Cette division est d'ailleurs parfois exagérée au point que certains nient l'existence d'une nation ukrainienne, ce qui est une erreur [...]. Il n'en reste pas moins que cette division existe et c'est elle qui explique pour l'essentiel que la classe dirigeante n'a pas réussi à établir un régime autoritaire sur le modèle russe ou biélorusse [...]. Elle a donc dû maintenir un équilibre et faire des concessions à la faible classe travailleuse, des éléments de la démocratie bourgeoise et de l'État-providence ont été préservés. Bien plus qu'en Russie.

Denis rappelle également que, depuis l'indépendance, les divisions de l'Ukraine «ont été exacerbées à dessein par les manœuvres des politiciens». Il fait ainsi référence au Parti des régions qui, en 2009, alors qu'il était dans l'opposition, avait lancé une grande



vague de protestation contre les manœuvres navales américano-ukrainiennes au large de la Crimée et qui, une fois arrivé au pouvoir en 2010, avait accepté que ces mêmes manœuvres aient lieu. Il en est de même pour la promesse de faire du russe une langue nationale, qui a été abandonnée... jusqu'aux législatives de 2012 où il a joué avec la question linguistique pour espérer obtenir une majorité au Parlement à la veille de l'élection présidentielle de 2009 :

Une loi fut donc adoptée pour défendre les langues régionales et minoritaires, mesure qui a soulevé les deux parties de la population. Se «souvenant» qu'ils avaient été discriminés, les russophones ont soutenu le Parti des régions en croyant que cette loi allait les «sauver», tandis que de leur côté, les ukrainophones se sont mobilisés contre ce qu'ils pensaient être un «génocide linguistique». Les deux camps ont été manipulés et radicalisés au point que les gens ne se supportaient plus.



Et, comme pour souligner la continuité relative entre l'avant et l'après Maïdan, la nouvelle équipe qui s'est installée aux commandes, donnant un tour de vis nationaliste, s'est empressée d'abroger la loi sur les langues régionales – «maladresse» au demeurant rapidement bloquée –, jetant les russophones de Crimée et de l'Est du pays dans les bras de Poutine, ainsi que l'écrit la rédaction d'*Oktritya Levaya* :

Les dizaines de milliers de personnes qui sortent dans les rues de Sébastopol ont simplement perçu le signal hostile de Kiev, où la majorité [du Parlement] a voté pour l'abrogation de la loi sur les langues régionales, [...] vote [qui revêt] une importance symbolique¹.

1. Oktritya Levaya (Gauche ouverte) est un site web russe, article publié sous le titre «Dix thèses pour l'Opposition de gauche pour le changement social», wwww.inprecor.fr, mars 2014.

Zbigniew Kowalewski relève la contradiction entre un «mouvement national, très attardé historiquement, mais qui aspire à consolider un État indépendant, et sa volonté d'adhérer à l'Union européenne, laquelle “étant l'instrument de la mondialisation capitaliste” affaiblit les États nationaux et retreint leur souveraineté». Denis nous fournit quelques éléments d'explication de cette contradiction :

Les Ukrainiens engagés dans le mouvement de Maïdan ont toujours eu une idée très particulière de l'«Europe». Ils ont en tête une Europe idéalisée, utopique, une société sans corruption, avec de bons salaires et une protection sociale, des politiciens honnêtes aux visages souriants, des rues bien entretenues, un État de droit. [...] Quand on leur disait que l'Union européenne véritable n'avait pas grand chose à voir avec cette image, qu'on y brûlait des drapeaux européens et qu'on y manifestait contre l'austérité, ils nous rétorquaient : «Tu préfères la Russie alors?» À ses débuts, le mouvement était sous l'influence [de cette] fausse conscience.

N'ignorant pas les «inquiétudes de tous ceux – nombreux aussi en Ukraine – qui craignent, à juste titre, que l'adhésion à une zone de libre échange avec l'Union européenne [ait] des conséquences dramatiques pour leurs emplois et niveau de vie», Zbigniew Kowalewski avance cependant une double revendication démocratique : le «droit des nations à l'autodétermination» et le «droit démocratique de l'Ukraine d'adhérer à l'Union européenne». C'est un avis que semble ne pas partager l'Union socialiste «Opposition de gauche» (Golovnyi Analitichnyi Sait Livoi Opozitsii) qui pense qu'il serait «néfaste d'ajouter notre voix à la demande de l'intégration dans l'Europe²» tout en signifiant que, même si elle refusait

2. *Inprecor*, n° 601-602, février 2012.

de signer l'accord sur la zone de libre-échange – «la libre circulation des marchandises européennes sur le territoire ukrainien aurait des effets encore pires que celles des plus dures réformes néolibérales: ce serait la ruine de l'économie ukrainienne», l'Ukraine pourrait signer un «accord d'association». Quant à Denis, il souligne que lorsque l'axe politique de Maïdan s'est déplacé vers la lutte contre le régime, l'entrée dans l'Union européenne était toujours considérée «comme un pas que devrait naturellement franchir un “bon” gouvernement de l'après-Yanoukovitch» :

Objectivement, le meilleur des scénarios pour l'économie du pays serait de poursuivre la vieille politique de «neutralité géopolitique», sans intégration majeure dans les structures de l'Est ou de l'Ouest. «Choisir» l'une ou l'autre de ces options aboutirait à frapper sévèrement les exportations ukrainiennes et les conditions de vie des gens. Mais de combien de temps disposons-nous pour maintenir une telle neutralité? Il semble qu'aussi bien l'Europe que la Russie veulent que l'Ukraine cesse de tergiverser et qu'elle se décide un franchir un pas.

C'est, comme chacun le sait, la question de l'Union européenne qui a déclenché le mouvement de masse qui a provoqué la chute de Yanoukovitch et l'annexion brutale de la Crimée par la Russie de Poutine :

Pendant toute l'année passée, le gouvernement a agité l'accord qui allait être signé avec l'Union européenne, soulevant ainsi les attentes de la partie pro-européenne de la population, avant de faire un tournant à 180°, ce qui a provoqué la frustration et la colère.

C'est en effet progressivement, notamment après le 16 janvier, quand le Parlement a voté des mesures liberticides, que le mouvement s'est orienté vers un seul et unique objectif: se débarrasser de Yanoukovitch

et du «régime représentant les intérêts de la puissante oligarchie de l'Ukraine orientale, connu pour ses fraudes électorales; un régime autoritaire, gangrené par la corruption et le pillage des richesses nationales» (Kowalewski). Denis rappelle quelques-unes des causes sociales du mécontentement: «Quand Yanoukovitch a été élu président en 2010, il a mis en œuvre des mesures néolibérales très impopulaires: augmentation du prix du gaz, réforme de la protection sociale qui devait aboutir à la fermeture de nombreux établissements de soins et à l'introduction de l'assurance privée à la place de la Sécurité sociale, réforme du système des retraites – avec notamment l'allongement de l'âge de départ à la retraite pour les femmes –, réforme du code du travail, privatisation des chemins de fer, réforme fiscale frappant les petites entreprises...» Face aux résistances qui se sont levées, le gouvernement avait alors dû faire partiellement marche arrière :

Les prix du gaz, de l'électricité, de l'eau et du chauffage ont été gelés [...], la réforme du code du travail a été enterrée et celle des retraites a été stoppée [...]. Le gouvernement avait compris qu'il ne pouvait pas aller plus loin, faute de soutien suffisamment important.

Un mouvement démocratique de masse aux étranges alliances

Évoquant, le 21 février, les «buts de guerre» des couches sociales et politiques assemblées sur Maïdan, Denis relèvent que se débarrasser de Yanoukovitch était pour celles-ci un «objectif central et commun». Alors même que l'Union européenne tentait une «médiation» en négociant avec le dictateur dans le but d'endiguer ce que les élites politiques néolibérales européennes percevaient comme une déstabilisation



sociale et politique lourde de risques, Denis souligne que «les gens ne veulent pas s'arrêter à cela et qu'ils attendent une purge totale de toutes les structures gouvernementales pour que celles-ci soient occupées par des "hommes nouveaux"». «Tout cela est très contradictoire!», note-t-il. Zbigniew Kowalewski va dans le même sens: «Non moins paradoxale est une autre contradiction du récent soulèvement des masses en Ukraine. C'est un mouvement démocratique dans son essence même, qui s'est dressé contre un régime représentant les intérêts de la puissante oligarchie de l'Ukraine orientale.» «Contradictoire», «paradoxal»... «dialectique», ce sont bien les mots qui conviennent et qui nous donnent quelques-unes des clés de la compréhension de Maïdan.

Au début, explique Denis, «les manifestants étaient essentiellement des étudiants ou des gens de la "classe moyenne" urbaine. Ensuite, la composition de classe du mouvement s'est élargie. [II] ne fait aucun doute qu'il est devenu plus "prolétarien"». Cependant, ajoute-t-il, «les travailleurs qui y participent le font en tant qu'"Ukrainiens" ou en tant que "citoyens", et non pas en tant que travailleurs. Il n'y avait d'ailleurs pas de mouvement gréviste, en tout cas à Kiev¹. Le mouvement est donc interclassiste, on y trouve d'ailleurs aussi bien des chômeurs que des gens de la filiale ukrainienne de Microsoft.»



1. Un membre du Syndicat indépendant de l'automobile signalait en janvier qu'en dehors de Maïdan «la vie continuait comme d'habitude» en qu'un appel à la grève générale avait échoué: «Les gens travaillent et étudient comme d'habitude et vont ensuite sur les barricades.» Il signale néanmoins des initiatives comme l'automaïdan par laquelle les automobilistes bloquent la circulation, soit dans leur quartier, soit dans les quartiers où résident des hommes proches du pouvoir. Sans que l'on sache l'ampleur prise par ces initiatives, il signale également des tentatives de boycott des marchandises produites par des entreprises appartenant à des oligarques du parti des régions, des occupations d'établissements d'enseignement... Un conseil civique de Maïdan a été créé et des tentatives d'unifier la gauche seraient également en cours.

Faisant écho à Zbigniew Kowalewski, Denis affirme que «les travailleurs qui participent à Maïdan ne se considèrent pas comme appartenant à une classe, car ils considèrent que c'est une catégorie qui n'a pas de sens». À Maïdan, il n'y a donc pas, dit-il encore, de «classe pour soi».

Toutefois, ainsi que l'observe Ilya Budraitslis, «le seul problème, imprévisible et incompréhensible», qui a gêné la négociation d'un accord où l'Europe et les diverses fractions oligarchiques auraient pu trouver un accord avec Yanoukovitch, ce sont «les protestataires déterminés [qui] ont refusé de quitter Maïdan». «Leur détermination, écrit-il, relève sans aucun doute de quelque chose de plus que d'un instinct démocratique: les citoyens restent des citoyens tant qu'ils sont ensemble et qu'ils peuvent répondre avec violence à quiconque qui tente de briser leur unité armée.»

Pourtant, les observateurs auront noté «l'instinct démocratique» et l'auto-organisation du mouvement de protestation qui était largement auto-organisé. «Les premiers moments de Maïdan, écrit encore Ilya Budraitslis, font penser à une sorte d'un monde merveilleux de la politique: il y a les combattants des rues qui affrontent la police, des campings autogérés, des centres d'information, des points d'entraide, des "services d'urgence" auto-organisés et des repas chauds. C'est l'exemple même d'un soulèvement urbain, dont chaque élément respire la conscience révolutionnaire authentique.» Mais, ajoute-t-il immédiatement comme un contre-point paradoxal, cet ensemble extraordinaire, si proche des coalitions altermondialistes ou du mouvement Occupy, est «peint dans des couleurs étranges, inhabituelles: un kaléidoscope de propagande de tous les partis et sectes possibles de la droite la plus extrême, avec d'innombrables symboles celtiques et des signes runiques sur

les murs». Pour les rédacteurs d'*Otkritaya Levaya*, le soulèvement kiévien «a produit à la fois la revanche des clans oligarchiques réprimés par Yanoukovitch et une victoire d'un mouvement populaire spontané, incroyable dans l'espace post-soviétique. Maïdan a ouvert les vannes de l'activité des voyous d'extrême droite et, en même temps, a éveillé les masses à la vie politique, qui ont acquis pour la première fois le sentiment qu'elles peuvent déterminer leur propre destin¹». Ilya Budraitslis souligne «la dissonance incroyablement nauséabonde entre le contenu révolutionnaire du processus et sa forme réactionnaire» et ajoute : «C'est une situation qui exige d'agir en vue de modifier cette équation terrible et non une évaluation éthique, marquée par le dégoût.»

Il y a donc bel et bien une ombre dans le tableau de la révolution ukrainienne. Zbigniew Kowalewski cite un observateur ukrainien qui emploie le qualificatif de «maraudeur de la révolution» pour parler de l'extrême droite et souligne que, se saisissant de ce problème, «la propagande russe et ses porte-voix disséminés dans le monde entier ont fait l'impossible pour utiliser cette ombre afin de discréditer le Maïdan, présenté comme un mouvement fasciste ou néonazi». Préoccupés par ce qu'ils considèrent comme une manœuvre des agences de l'ultra-nationalisme impérial russe visant à discréditer «l'un des plus formidables mouvements de masse de désobéissance civile de l'histoire européenne», et non comme une manifestation d'antifascisme, des spécialistes du nationalisme ukrainien ont voulu alerter l'opinion, notamment progressiste :

Tant la résistance violente que non-violente sont le fait de citoyens appartenant à l'ensemble du spectre

idéologique et de citoyens n'ayant aucune appartenance. [...] La violence des protestataires n'a été qu'une réponse à la brutalité policière et à la radicalisation de Yanoukovitch².

Kowaleswki rappelle que face aux exactions des forces de répression, «le Maïdan ne pouvait pas se passer des forces d'autodéfense» dont il avait «désespérément besoin». Selon lui, le mouvement était toutefois «trop faiblement structuré et consolidé pour pouvoir imposer à n'importe quelle organisation de combat la subordination à son pouvoir social souverain, et éviter ainsi l'apparition du phénomène de milices incontrôlées.» La conséquence en a été l'installation «autour de la barricade stratégique de la rue Hrouchevsky [...] d'une coalition des commandos d'extrême droite, appelée Secteur de droite».

Ylia Budraitskis a la même perception de cette insupportable contradiction entre les aspirations démocratiques portées par le soulèvement et les «troupes de choc organisées qui ont aidé la majorité des protestataires à tenir à distance l'État et la police» et qui sont une «force fondamentalement antidémocratique.» Paradoxalement, écrit-il, «sans les militants d'extrême droite favorables à une “dictature nationale”, il n'y aurait jamais eu ne serait-ce qu'une seule barricade sur le boulevard Khrouchtchev, pas plus que de ministères occupés et transformés en “quartier général de la révolution”.» On ne peut qu'être terrifié, écrit-il enfin, en réalisant que «le mécontentement des masses envers le gouvernement en place» ait pu rencontrer «la volonté de l'extrême droite de renverser ce gouvernement pour établir le sien».



1. *Otkritaya Levaya*, éditorial, 1^{er} mars 2014, <http://openleft.ru/?p=1994>, tr. française sur www.inprecor.fr.

2. A. Umlan et col., «Kyiv's Euromaidan is a Liberationist and not Extremist Mass Action of Civic Disobedience», <http://krytyka.com.ua/articles/kyivskyy-evromaydan-tse-vyzvolna-ne-ekstremistska-masova-aktsiya-hromadyanskoyi-nepokory>. Pour le nationalisme radical ukrainien, voir également le blog d'Anton Shekhovtsov.

La présence du nationalisme radical préoccupe évidemment les gauches ukrainiennes. Denis se livre à une longue analyse de la montée de l'extrême droite en Ukraine :

La présence de l'extrême droite dans le mouvement n'est pas aussi omniprésente qu'on pourrait le penser, même s'il est vrai que son discours est devenu plus acceptable pour les courants dominants de la droite. [...] Bien entendu, dans leur immense majorité, les manifestants aspirent au pluralisme politique, à la démocratie parlementaire en lieu et place de la monopolisation rampante du pouvoir par un seul parti. Mais, en même temps, la foule rassemblée est imprégnée profondément de pratiques sociales pré-modernes, médiévales, profondément enfouies, telles que la cravache, le lynchage ou le retour à la séparation genrée des rôles sociaux. Cette aptitude effrayante à pouvoir glisser vers la barbarie est la conséquence de la désaffection générale envers la politique parlementaire et de la prégnance de la mythologie nationaliste d'un Âge d'or qui a été véhiculée par les médias et le système scolaire. Mais il faut avoir à l'esprit que les mêmes horreurs sont présentes dans les deux camps.



Évoquant la composition sociale de Maïdan, Denis estime que si, à partir du 16 janvier, l'élargissement du mouvement a provoqué un «affaiblissement temporaire des nazis», l'hégémonie politique de la droite allait se renforcer, alors même que la place des «nazis purs et durs» avait été réduite. Dans la partie occidentale du pays, dit-il, Svoboda a une base plébéienne et passe pour «le parti qui porte la parole des travailleurs», alors que dans la partie orientale, le «parti prolétarien» est représenté par le Parti communiste d'Ukraine, qui a «inextricablement lié son destin aux clans oligarchiques et au lobby pro-russe

réactionnaire» (Ylia Budraitskis)¹. Selon Denis, «le soutien au fascisme apporté par les étudiants et les couches éduquées et à l'ultra-nationalisme coïncide avec les analyses marxistes classiques du fascisme». Ainsi, à Kiev, aux élections de 2012, le parti a regroupé «l'intelligentsia sur son nom du fait de la désaffection générale et systémique à l'égard de l'opposition parlementaire et de la soif d'une solution plus "radicale". [...] L'ultra-droite par ailleurs n'est pas tombée du ciel, elle est le produit naturel de facteurs historiques objectifs et de la politique de la classe dirigeante au sens large du terme. Actuellement, elle s'est développée au point d'être un sujet politique autonome, capable de dicter son ordre du jour et d'élargir son hégémonie culturelle».

Denis poursuit son analyse en rappelant que «c'est ce qui arrive quand on n'a pas construit de gauche et que les libéraux sont trop corrompus et repoussants». Dans ces conditions, dit-il, ceux qui haïssent le gouvernement «confient» à une «avant-garde» prête à en découdre le soin de l'affrontement, et ceci d'autant plus aisément si «cette avant-garde partage avec lui de "bonnes" valeurs patriotiques».

Denis fait le pronostic suivant : «Si les libéraux de droite l'emportent, ils imposeront des mesures d'austérité qui seront alors probablement critiquées par Svoboda. On aboutira au vieux dilemme qui avait opposé Hitler à Strasser, et il ne fait aucun doute que ces derniers seront battus. À Kiev, il y a déjà une aile strassérienne qui a été exclue de Svoboda. Si ce parti devait dans certaines circonstances historiques diriger le pays, l'exemple de ses prédécesseurs serait alors suivi.»

1. Rappelons que ce parti, opposé au mouvement démocratique, a appelé à la répression policière et a soutenu les lois liberticides du 16 janvier.

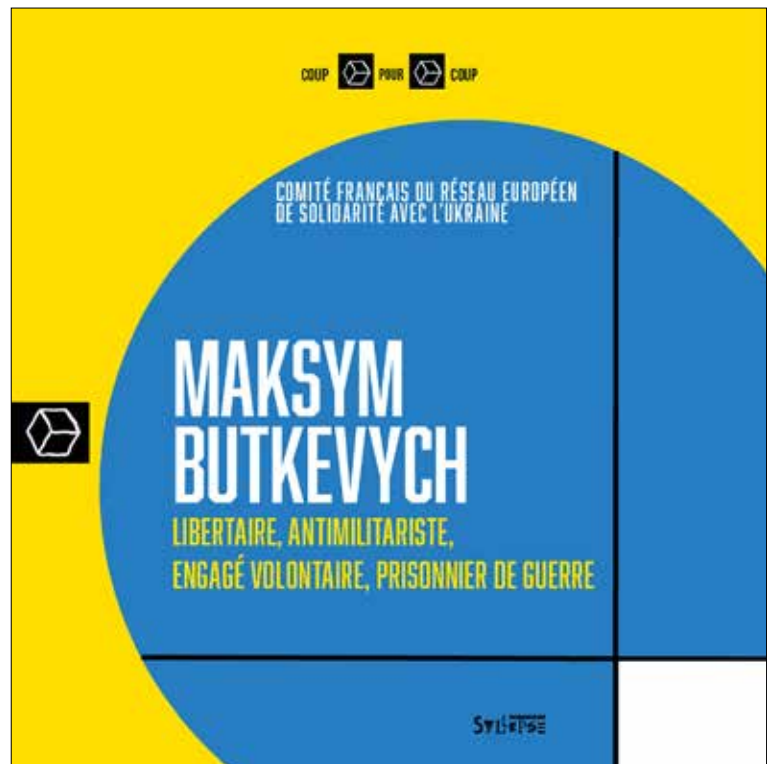
Pour ce qui est de l'avenir à court terme, Ilya Budraitskis évoque les dangers qui planent sur une «démocratie directe, née d'une expérience directe [qui] n'a aucune suite politique». Pour lui, de toute évidence «les forces de la stabilité l'emportent [et] l'Ukraine revient vers le fragile modèle de consensus oligarchique entre les clans concurrents et les partis électoralistes». Selon Denis, «la classe dirigeante va poursuivre sa politique "bonapartiste" si le contexte économique global le permet». «Déjà en 2009, alors que l'économie s'effondrait et que le pouvoir d'achat diminuait, le gouvernement avait pris des mesures pour tenter de le maintenir – à cause de l'élection présidentielle qui arrivait. [...] Il lui a fallu rogner les profits au point qu'[il] a dû prendre des mesures pour maîtriser l'exportation de leurs profits par les grandes entreprises et qu'il a dû aussi lourdement emprunter, notamment auprès du FMI, tout en refusant d'appliquer les exigences impopulaires de celui-ci. [...] La bourgeoisie ukrainienne sera-t-elle assez forte – dans le contexte mondial – pour ne pas devoir se plier aux exigences de ses homologues russe ou européen? C'est une question à laquelle on ne peut pas répondre aujourd'hui.»

«En même temps, écrit Ilya Budraitskis, rien ne sera plus comme avant: la peur devant les forces du gouvernement a été détruite et le goût de la résistance va marquer politiquement une génération active, qui a expérimenté la construction des barricades sur le Maïdan.»

Nous laisserons la conclusion à Zbigniew Kowalewski qui replace la chute de Yanoukovitch et la révolution de Maïdan dans un contexte historique:

Sur la carte politique du monde, l'Ukraine est une gigantesque anomalie historique, une déviation par rapport à une certaine "valeur typique" très importante, tout au moins à l'échelle européenne. Voilà

que le plus grand pays d'Europe par sa superficie, après la Russie, et un des plus grands par sa population, est un État indépendant depuis vingt-trois ans à peine. Ceci sur un continent où, depuis très longtemps, la "valeur typique" correspond à des États nationaux de toutes les grandes nations, même de celles qui sont infiniment plus petites que la nation ukrainienne. Les anomalies historiques ont ceci de particulier qu'autour d'elles s'accumulent, se déchaînent et s'entrelacent des contradictions les plus diverses, et qui se transforment en poudrières bien plus facilement qu'ailleurs.



**BOÎTE
ALERTE**

Dix suggestions pour découvrir la littérature ukrainienne contemporaine

ANNA COLIN LEBEDEV¹

Au moment où vous faites vos achats de Noël, pensez à partager la littérature et les voix ukrainiennes en mettant des livres d'auteurs ukrainiens sous le sapin. C'est par eux qu'on saisira le mieux ce qu'est ce pays aujourd'hui.

Voici une petite sélection pour aider le père Noël. Non exhaustive, mais que des valeurs sûres, dans des genres littéraires très différents.

Olesya Khromeychuk, *La mort d'un frère* (Le Seuil)

«J'ai écrit ce livre pour lutter contre mes propres démons : le chagrin, la rancune, la peur. Je l'ai écrit pour tenter de trouver un sens à une perte : la perte d'un soldat parmi les milliers de pertes subies par l'armée ukrainienne ; celle d'un frère unique à mes yeux. En couchant ces textes sur le papier, j'ai voulu échapper à la noirceur du deuil, me soulager de la haine qui semait ses graines en moi, pour tenter d'avancer.

1. Source : <https://solidarity-ukraine-belgium.com>.

Ce livre donne un nom, et une histoire, à une seule des vies humaines perdues au cours de cette guerre, mais j'espère qu'il pourra servir à consoler d'autres cœurs endeuillés.»

Que faire du souvenir d'un frère ? Comment lui survivre et faire vivre ce lien intime et si singulier dans un contexte où la violence politique emporte tout sur son passage ? Mêlant témoignage, souvenirs et réflexions, ce livre d'une grande honnêteté est une bouleversante traversée du deuil et un hommage, rempli de tendresse et de chagrin, à un frère perdu au combat, mais retrouvé par l'art et l'écriture.

Maria Matios, *Daroussia la douce* (Gallimard)

À Tcheremochné, dans cette région bousculée par l'histoire que l'on appelle Bucovine, vit Daroussia. Tout le monde se moque d'elle dans le village, de son mutisme, de son prétendu handicap mental. On la dit folle mais Daroussia sait qu'elle n'est pas simple d'esprit. Si elle ne parle jamais aux autres, ses pensées fusent sans retenue, et il n'y a qu'au cimetière, seule près de la tombe de son père, que Daroussia la Douce parvient à converser à voix haute.

De plus, la simple mention d'une sucrerie provoque d'affreuses migraines chez Daroussia, elle est comme frappée d'une hache mal aiguisée. Pour apaiser la douleur, elle s'immerge dans la rivière ou s'enterre jusqu'à la taille. Un jour, arrive Ivan Tsvytchok, un excentrique fabricant de guimbardes. Tous deux s'entendent à merveille et décident d'habiter sous le même toit. Ivan fait son possible pour aider Daroussia, il parvient même à la faire parler, mais lorsqu'il rentre un jour habillé en soldat soviétique, la souffrance et le mutisme se réveillent...





Peinture de Mariia Prymachenko.



Pour comprendre comment un uniforme et de simples sucreries peuvent ainsi torturer Daroussia, Maria Matios nous plonge dans l'enfance de cette orpheline, une enfance intimement liée au destin de l'Ouest ukrainien. Balancée dès la fin de la Première Guerre mondiale entre la Pologne, la Roumanie, l'Allemagne et l'Union soviétique, cette région aussi surnommée la douce Bucovine a lourdement marqué l'identité de ses occupants successifs. Grâce à son style singulier et puissant, Maria Matios parvient à décrire ces chairs meurtries par l'histoire, elle dresse avec justesse le portrait de Daroussia et de ses aînés qui incarnent le 20^e siècle européen autant que les crises et combats qui secouent, aujourd'hui encore, cette région du monde.

Serhiy Jadan, *La route du Donbass* (Noir sur Blanc)

Guerman vit dans une grande ville de l'Ukraine postsoviétique. Avec une certaine dose d'ironie désabusée, il cherche à éviter les combines douteuses de ses amis. Un jour, un nébuleux coup de téléphone

lui apprend que son frère, qui gérait une station-service dans une province éloignée, a disparu. Guerman prend la route. Sur place, il se casse les dents sur les employés de son frère, tombe amoureux de la comptable, Olga, tente de sauver la station-service des griffes d'un oligarque... Il se démène jusqu'au moment où il comprend que ce qui est véritablement en jeu dans cet improbable voyage, c'est le sens de sa vie.

Dans ce roman déjanté et musclé, à l'ambiance Easy Rider et déglingue à tout-va, Jadan transforme la région industrielle du Donbass en un pays fantastique, où souffle avant tout le désir de liberté. Évoquant les nomades des steppes, les champs de maïs à perte de vue ou l'invention du jazz par une mystérieuse anarchiste, il nous donne à voir un pays au désordre joyeux, qui laisse la porte ouverte à tous les possibles.

Anarchy in the UKR (Noir sur Blanc)

«Ne t'intéresse pas à la politique, ne lis pas les journaux, n'écoute pas la radio, ne les laisse pas te baiser, ne va pas sur Internet, ne vote pas aux élections, ne soutiens pas la démocratie» : voici les premiers mots du chapitre «La marche de la gauche», dans le roman *Anarchy in the UKR* dont le titre reprend une chanson des Sex Pistols. Le jeune narrateur, un peu paumé et très attachant, est sans cesse en mouvement : il parcourt le pays en train, en bus ou en stop, à travers les paysages de friches industrielles de l'Ukraine postsoviétique.

Dans une sorte de pèlerinage éthylique sur les lieux de l'anarcho-communisme, il se rend compte qu'il n'en reste rien, et que tout le monde a oublié Nestor Makhno, le fondateur de l'Armée révolutionnaire

insurrectionnelle ukrainienne. Et pourtant, en 2004, à Kharkiv, devant le monument à Lénine, l'anarchisme et la révolution semblent revivre, dans ce qu'on appellera par la suite la Révolution orange. La deuxième partie du livre, intitulée «Journal de Louhansk», raconte le voyage de Serhiy Jadan à travers le Donbass en avril-mai 2014, juste après la révolution de Maïdan. L'écrivain rapporte ce qu'il voit sur le terrain, ses rencontres et l'état d'esprit des habitants et des combattants séparatistes. Par cette plongée dans les événements qui ont secoué le pays, Jadan dresse le portrait d'une population très diverse, apte à surmonter les difficultés et maniant avec bonheur l'humour et l'autodérision.

Liuba Yakimtchuk, *Les abricots du Donbass* (Des femmes)

Ce recueil de 47 poèmes s'intitule *Les abricots du Donbass* car, là où s'arrêtent les abricotiers, commence la Russie. Née et élevée dans une petite ville minière de l'Est industriel de l'Ukraine, Luba Yakymtchouk a perdu sa maison familiale en 2014 lorsque la région a été occupée par des séparatistes soutenus par la Russie. Fruits d'expériences émotionnelles très complexes, ses poèmes s'étendent du désir érotique dans une ville déchirée par la guerre à l'imitation de babillages enfantins pour décrire les outils du combat militaire, vus comme des jouets.

Luba Yakymtchouk fait preuve d'espièglerie face à la catastrophe et signe ainsi sa singularité artistique, évoquant l'héritage des futuristes ukrainiens des années 1920. Une langue dénuée de tout pathos, authentique et intime pour transcrire le quotidien de tout un peuple en résistance à travers la poésie d'une femme.

Markiyan Kamysh, *La Zone* (Arthaud)

«La Zone est mon lieu de détente. Elle remplace la mer, les Carpates, les terrils, la Turquie enduite de mojito frais et parsemée de putes bronzées. Une vingtaine de fois par an, j'y pars en visiteur clandestin. Je suis un stalker, un piéton, un passant, un idiot, appelez-moi comme vous voulez. On ne me remarque pas, mais je suis là. J'existe, un peu comme le rayonnement ionisant. Je prépare mon sac à dos, je passe sous les barbelés puis je disparaîs dans la profondeur noire des forêts de Polésie, dans les trouées et les odeurs de pin. Je me fonde dans ces épaisseurs étourdissantes et personne jamais ne pourra m'y débusquer.»

Markiyan Kamysh est un jeune Ukrainien, aventurier et journaliste. Né en 1988 deux ans après la catastrophe, il appartient à la «génération Tchernobyl». Pour lui comme pour ses camarades d'errance, la Zone – cette Zone d'exclusion nucléaire où toute présence humaine est interdite sur un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale – est devenue «une terre de paix, figée et hors du temps».

Depuis 2010, Markiyan Kamysh a passé plus de deux cents jours à explorer la Zone, «à renifler et toucher chaque débris de cette poubelle, chaque fragment du passé». Il connaît les lieux comme sa poche et nous embarque à la découverte de «l'endroit le plus exotique du monde».

Oksana Zaboujko, *Explorations sur le terrain du sexe ukrainien* (Intervalles)

Tout commence par une histoire d'amour vouée à l'échec avant même ses prémices. La relation



passionnelle que partagent un peintre ukrainien et la narratrice constitue une métaphore de l'Ukraine du 21^e siècle. L'héroïne d'*Explorations sur le terrain du sexe ukrainien* nous raconte la chute de l'URSS et du modèle soviétique qui a donné naissance à l'Ukraine indépendante, mais qui a également laissé dans ce pays une fracture et un traumatisme encore béants.

À travers ses tentatives d'émancipation, la narratrice cherche à comprendre la force d'une identité et l'importance de se détacher du passé. Ce travail de deuil ne renvoie pas seulement au fait d'être ukrainien, mais au fait de se retrouver à genoux sous le poids d'une culture allogène. Oksana Zaboujko, dans cette fiction partiellement autobiographique, fait vivre cette langue et cette culture qui flotte dans la «non-existence». Le corps d'une femme devient ainsi la métaphore d'un pays, de sa culture et de ses racines.



Lina Kostenko, *Journal d'un fou ukrainien* (L'Harmattan)

Ce roman se présente comme le journal d'un programmeur kyïvien trentenaire qui commente douloureusement la mondialisation de la désinformation et la virtualisation des sentiments au tournant du millénaire. Né en 1968, année de l'invasion de Prague par les Soviétiques, ce héros souvent impuissant décrit le crescendo de catastrophes qui a marqué les années 1999 à 2004.

Plus encore qu'une chronique, ce roman est un avertissement: les tragiques événements des dernières années en Ukraine y sont annoncés en creux.

Et surtout, c'est un livre de combat, car le héros tente de combler le fossé qui chaque jour se creuse entre l'homme et la femme, entre les hommes d'hier

et d'aujourd'hui, entre l'Europe et une Ukraine devenue un terrain d'affrontement entre des mondes antagonistes.

Aussi ces annales de la folie ordinaire et du courage extraordinaire des citoyens ukrainiens s'achèvent-elles sur l'évocation de la fameuse Révolution orange, véritable Jour de colère dont est née la société civile ukrainienne.

Sur la Route: nouvelles ukrainiennes (1900-1930) (Lingva)

De 1900 à 1930, la littérature ukrainienne s'est développée avec une singulière vigueur, avant que le stalinisme n'y mette fin brutalement. Pourtant, cette littérature brillante reste fort peu connue en France, où un nombre insignifiant de textes ont été traduits. *Sur la route* est un recueil de nouvelles toutes différentes, toutes remarquables.

Textes de Vassyl Stefanyk, Viatcheslav Potapenko, Lessia Oukraïнка, Mykhaïlo Yatskiv, Mykhaïlo Kotsioubynsky, Hryhori Kossynka, et Panteleïmon Kovaliv.

Andrii Kourkov, *Les abeilles grises* (Liane Lévy)

(En dernier tout simplement parce que je suis certaine que ce livre et cet auteur, vous les connaissez déjà...)

Dans un petit village abandonné de la «zone grise», coincé entre armée ukrainienne et séparatistes pro-russes, vivent deux laissés-pour-compte: Sergueïtch et Pachka. Désormais seuls habitants de ce no man's land, ces ennemis d'enfance sont obligés de coopérer pour ne pas sombrer, et cela malgré des points de vue divergents vis-à-vis du conflit.

Aux conditions de vie rudimentaires s'ajoute la monotonie des journées d'hiver, animées, pour Sergueïtch, de rêves visionnaires et de souvenirs. Apiculteur dévoué, il croit au pouvoir bénéfique de ses abeilles qui autrefois attirait des clients venus de loin pour dormir sur ses ruches lors de séances d'«apithérapie». Le printemps venu, Sergueïtch décide de leur chercher un endroit plus calme. Ayant chargé ses six ruches sur la remorque de sa vieille Tchétviorka, le voilà qui part à l'aventure. Mais même au milieu des douces prairies fleuries de l'Ukraine de l'ouest et du silence des montagnes de Crimée, l'œil de Moscou reste grand ouvert...

Un site d'exception

L'agression russe contre l'Ukraine ne se limite pas à un projet d'expansion territoriale. Pour l'État russe, l'annexion de territoires ukrainiens passe par la destruction de la culture ukrainienne, par la russification forcée de la population. Des bâtiments du patrimoine architectural sont détruits, les collections de musée dans les territoires occupés sont pillées. La culture est une des formes de la résistance populaire. Le site [Solidarité Ukraine Belgique](#) expose informations, analyses et contacts avec la culture actuelle de l'Ukraine ainsi qu'avec l'histoire de cette culture à travers le temps. On y trouve des comptes rendus de livres en sciences humaines qui permettent de mieux comprendre l'histoire de la société ukrainienne, ses débats et conflits intérieurs. Ces livres sont importants pour combattre les stéréotypes, les informations déformées ou superficielles qui circulent sur les réseaux sociaux. Ils répondent au besoin de «mieux connaître l'Ukraine» que ressentent toutes les personnes qui cherchent à donner une réponse politique au drame humain constitué par la guerre.

Filma, le festival du film féministe ukrainien

ENTRETIEN AVEC LE COLLECTIF FILMA¹

Du 27 novembre au 10 décembre 2023, Filma, le festival du film féministe ukrainien, propose des films sur son site accessible dans toute l'Ukraine et le monde entier.

«Nous nous appelons Filma parce que le cinéma peut être un processus de cocréation, avec des chances égales pour tous les participants, au lieu d'un processus strictement hiérarchique privilégié par les réalisateurs privilégiés. Nous nous appelons Filma parce que le cinéma peut être moins pro-gouvernemental et plus politiquement conscient, moins prédateur et plus sensible aux humains et aux non-humains. Nous nous appelons Filma parce que le cinéma peut être moins axé sur la culture des tapis rouges et des célébrités, et plus inclusif et socialement responsable. Nous nous appelons Filma parce qu'il est important pour nous de réfléchir ensemble aux possibilités et aux responsabilités du cinéma à long terme. Le festival a été créé par un collectif féministe comme plateforme collaborative pour des films qui répondent aux principes du féminisme intersectionnel, de l'antiracisme, de l'anticolonialisme, de l'inclusion et d'une culture du consentement. Des conversations avec les auteurs et protagonistes des films, ainsi qu'avec des chercheurs et activistes, font partie intégrante du programme», expliquent les organisatrices du festival qui ont bien voulu répondre à nos questions.



1. Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat, 4 décembre 2023.

Pouvez-vous nous parler de l'histoire du festival du film féministe? Depuis combien de temps le festival existe-t-il?

Le festival du film féministe Filma a débuté en 2021 en tant que plateforme permettant de soulever des questions qui ont été négligées ou passées sous silence dans le discours public. Au cours de notre première année, nous nous sommes concentrées sur les thèmes de la lutte contre le racisme et en particulier contre la rromophobie, les droits et la vie des trans*, le concept de l'amour radical comme point de vue solidaire. Lorsque la guerre à grande échelle a éclaté en 2022, nous avons réussi à sélectionner et à projeter un programme «Quand les arbres reflouissent chez nous» consacré à la migration due aux crises militaires et aux histoires reliées non seulement à l'Ukraine, mais aussi à la Syrie, à la Palestine, ainsi que de la violence contre les migrants aux frontières de la Slovaquie, de la Pologne et du Bélarus. Nous voulions montrer que les personnes qui fuient des situations dangereuses méritent sécurité et protection, et non en fonction de leur blancheur ou de leur citoyenneté. Les programmes de cette année sont



«Unis dans la lutte» sur les droits du travail, «Ceci est une adresse» sur le droit au logement, «L'art de guérir» a été sélectionné à la suite de notre appel public et relie des films qui montrent des expériences difficiles, mais aussi des forces en matière de guérison et de construction d'amitiés et de communautés.

Cette année, alors que l'Ukraine est en guerre, vous consacrez une part importante à la question des droits du travail. Et les luttes des travailleuses en dehors de l'Ukraine, notamment en Pologne et en Patagonie. Pourquoi ce choix?

Parce que nous pensons que cette question est importante à discuter dans notre contexte. Nous ne nous concentrons pas uniquement sur les femmes dans ce programme, mais une partie est consacrée à cette division déséquilibrée du travail reproductif et à sa féminisation constante. Les gens deviennent plus vulnérables dans le monde capitaliste d'aujourd'hui et, même si les niveaux de surmenage et de double travail à domicile augmentent, les niveaux de pauvreté sont étonnamment élevés. Sans parler des conditions de travail dangereuses dans de nombreux domaines qui ont de graves conséquences sur la santé et le bien-être de chacun. C'est important pour l'Ukraine autant qu'au niveau international. La guerre a rendu beaucoup de gens encore plus précaires qu'auparavant et nous devons entamer cette discussion sur le travail pour envisager des scénarios potentiels basés sur la justice et le soutien.

Pour la partie sur l'Ukraine, vous accordez une place importante à la coopérative ReSew². Dont vous dites «qu'elle existe politiquement et écologiquement sans patrons

2. Voir «Les coopératives sont une façon de propager les principes de l'auto-organisation dans la société», entretien avec ReSew Coop, p. 26.

ni subordonnés et est unie par l'amour de leur métier – la couture». Pensez-vous que cette coopérative est un exemple de construction d'une alternative au capitalisme oligarchique et patriarcal en Ukraine?

La coopérative ReSew est notre partenaire depuis de nombreuses années. Nous partageons ses valeurs et son programme de promotion de structures de travail alternatives. Mais nous savons qu'il est difficile de construire de telles alternatives et qu'elles doivent sûrement être plus visibles et soutenues au niveau sociétal pour apporter des changements systémiques. Et concernant votre question, nous souhaitons vous la renvoyer: pensez-vous que les coopératives sont une alternative au capitalisme patriarcal en Europe occidentale? Nous ne pensons pas que ces efforts devraient être déployés uniquement en Ukraine.

Vous faites énormément de travail avec les sous-titres ou les descriptions audio des films en ukrainien. Êtes-vous nombreuses pour organiser ce festival? Parlez-nous de votre équipe.

Notre collectif est composé de quatre personnes. Mais nous avons notre équipe élargie avec laquelle nous travaillons ensemble sur les traductions, les relations publiques et les descriptions audio. Les sous-titres SDH sont créés par notre responsable de la traduction, Jenya Perytska. Et nous avons notre propre processus de production d'audiodescriptions: d'abord l'audiodescription est réalisée par l'agence Cinéma Accessible sous forme écrite et testée et approuvée par les personnes qui utiliseront cette option. Ensuite, c'est un processus d'enregistrement dans le home studio de notre ingénieure du son, Kateryna Herasymchuk et nous invitons nos amis, activistes et membres du collectif à collaborer dans la création d'audiodescriptions pour les films.

De plus, nous utilisons l'interprétation en langue des signes ukrainienne pour toutes nos discussions. Nous essayons d'être aussi accessibles que possible à notre public.

Pouvez-vous nous dire quelques mots sur les films du festival?

Dans le programme «Ceci est une adresse», nous avons soulevé la question du droit au logement, qui est important dans notre contexte en raison des déplacements massifs de personnes dus à la guerre et de l'incapacité de trouver un logement décent ou de survivre dans une situation de sans-abri. Le programme comprend cinq films: *No Address* d'Alanis Obomsawin, *Are You Listening!* de Kamar Ahmad Simon, *This is an Address* de Sasha Wortzel, *Dear Mandela* de Dara Kell et Christopher Nizza et *The Village of Roses* de Hannah Heilborn représentant les luttes de la population des Premières Nations du Canada, des personnes queer et séropositives dans les rues de New York (avec de précieuses images d'archives de Sylvia Rivera, l'une des pionnières des émeutes de Stonewall), l'accroissement du nombre des sans-abri dû au changement climatique et aux catastrophes naturelles au Bangladesh, le mouvement des habitants des cabanes (base d'Abahlali à Mjondolo) en Afrique du Sud et la ségrégation et refus d'accès aux infrastructures de la communauté rom en Italie. Nous y avons travaillé avec Anastasia Bobrova, analyste et experte du logement social en Ukraine. Nous aurons une discussion «Nous avons tous besoin d'un chez-soi» avec Sasha Wortzel et Dara Kell pour réfléchir ensemble à l'universalité des problèmes de logement et à la manière dont ils peuvent se manifester dans différents environnements – l'enregistrement sera disponible sur notre site [Web](#) sous-titré en anglais.





Deuxième programme «Unis dans la lutte» comme mentionné précédemment consacré aux droits du travail et présente cinq films *A Bonus for Iren* de Helge Sander, *The Women's Strike Continues* de Magda Maria Malinowska, *Complicit* de Heather White et Jialing Zhang, *Globalization Tapes* de Vision Machine Film Project et les ouvriers des plantations de Sumatra, *Rio Turbio* de Tatiana Mazú González. Trois films racontant principalement des histoires de femmes dans des usines, des mines, des jardins d'enfants sur des questions de harcèlement, de violence sur le lieu de travail, des inégalités de salaire et du travail reproductif. Dans les deux autres, nous examinons le capitalisme en tant que projet colonial, exploitant les travailleurs en Indonésie et en Chine et soumettant les gens à des traitements inhumains, à une surcharge de travail et à des conditions de travail dangereuses pour la santé. Le programme sera également accompagné d'une discussion «Solidarité dans le cinéma: quand l'art et la lutte ouvrière se rencontrent» le 6 décembre, modérée par Tonya (Ton) Melnyk et Masha Ravlyk Lukianova de la coopérative ReSew avec les réalisatrices Magda Maria Malinowska, une éminente militante syndicale actuellement en lutte

avec Amazon, et Tatiana Mazú González, militante de gauche en Argentine.

«L'art de guérir» est notre dernier programme cette année basé sur des propositions à la suite des appels ouverts et que nous avons reçues. Parmi plus de 60 films représentant des approches du cinéma féministe, nous en avons sélectionné cinq sur la survie à diverses expériences difficiles, la violence patriarcale, les conséquences de la guerre et la construction de communautés et d'amitiés en cours de route. *Botanical Documentation of Existence* de Darya Tsymbalyuk, «Tell me a Poem» d'Ana Gurdış et Elena Chirila, *Julie On Line* de Mia Ma et *Survivor Manifesto – The Art of Making Kin* de Dan Dansen (que nous suggérons de voir en dernier) sera disponible dans le monde entier. Et *Mast-del* de Maryam Tafakori que nous présentons lors de nos projections (hors ligne) à Dnipro, Lviv et Kyiv.

D'une certaine manière, votre festival participe à la résistance contre l'agression impérialiste russe. Vous faites vivre un héritage politique d'émancipation nationale et sociale mais aussi sur la question du genre. Qu'en pensez-vous?

Nous essayons de regarder au-delà des catégorisations et des étiquettes qui nous sont imposées, notamment en Occident. Parce qu'elles dressent un tableau général sans le contexte ni complexités de la situation à laquelle nous sommes confrontées quotidiennement. En tant qu'activistes, nous avons conçu notre festival comme une plateforme d'expériences réduites au silence, négligées et marginalisées qui trouvent un écho au niveau local et international. Et nous poursuivrons dans cette direction que nous avons entreprise en 2021.

Vous avez déjà des idées pour le prochain festival?

Nous avons réfléchi à un programme sur les questions écoféministes prenant en considération les événements horribles et douloureux de l'explosion du barrage de Kakhovka et le danger pour de nombreuses espèces de plantes et d'animaux présents de ces régions en guerre. Et les conséquences globales de la guerre, de l'extorsion et du capitalisme sur l'environnement. Mais la programmation est un processus très difficile, nous verrons donc quelle direction il prendra l'année prochaine.

Avez-vous des relations avec d'autres festivals de films féministes à travers le monde?

Nous suivons de nombreux festivals, de collectifs d'artistes et de cinéastes dans le monde. Certains espaces militants de base organisent nos projections pour leur public et nous en sommes très touchés. Cette année, nous souhaitons exprimer notre gratitude à Lisa Smith du festival du film romani *Ake Dikhea?*, qui a aidé à trouver le chaînon manquant dans notre programme «Ceci est une adresse» et à ajouter la perspective rrom sur le logement. Nous aimons nous inspirer des autres, soutenir différents collectifs et espaces et bien sûr collaborer.

Page de Facebook de Filma
<https://www.facebook.com/filmafest>



Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

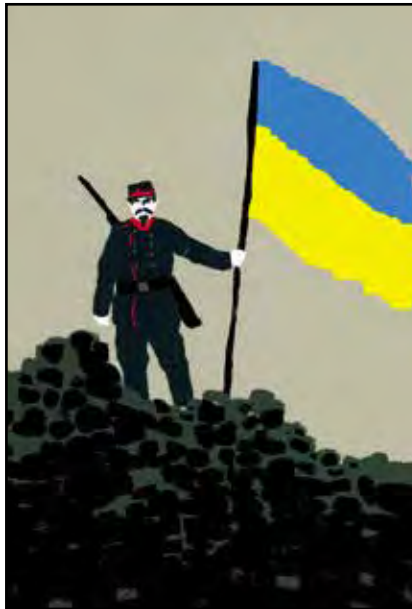
Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».